

LES PARTICULARITÉS
DU CONTRAT D'ASSURANCE TERRESTRE
d'après la
LÉGISLATION DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 3 Novembre 1937, à 14 heures

PAR

B. N. ESEN

MEMBRES DU JURY :

Président	MM. Maurice PICARD, <i>professeur</i>
	} ESMEIN, <i>professeur</i>
Suffragants	{ SOLUS, <i>professeur</i>

LIBRAIRIE GÉNÉRALE de DROIT et de JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq & Cie et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée
20, RUE SOUFFLOT, PARIS (5^e ARR^e)

1937

LES PARTICULARITÉS
DU CONTRAT D'ASSURANCE TERRESTRE
D'APRÈS LA LÉGISLATION
DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE

(Etude de Droit comparé)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES PARTICULARITÉS
DU CONTRAT D'ASSURANCE TERRESTRE
d'après la
LÉGISLATION DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 3 Novembre 1937, à 14 heures

PAR

B. N. ESEN

MEMBRES DU JURY :

Président	MM. Maurice PICARD, <i>professeur</i>
Suffragants	{ ESMEIN, <i>professeur</i>
	{ SOLUS, <i>professeur</i>

LIBRAIRIE GÉNÉRALE de DROIT et de JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq & Cie et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée
20, RUE SOUFFLOT, PARIS (5^e ARR^e)

1937



A celui dont je suis l'œuvre.

Aux jeunes juristes de mon Pays bien-aimé.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le titre que porte ce livre devrait suffisamment indiquer le but que son auteur a poursuivi. Mais, si significatif qu'il soit, il ne montre pas assez quels étaient les motifs qui nous ont poussé à choisir un tel sujet. Ces motifs furent multiples. Les uns se trouvaient dans la nature même du droit des assurances. Les autres figuraient dans cette conception moderne de la science du droit qui veut se servir des études comparatives. D'autres, enfin, nous étaient fournis par la lecture de nombreuses publications qui avaient eu lieu au cours de ces dernières années.

Le droit des assurances est une branche du droit qui est la plus susceptible de se départir de son cachet national. D'abord, parce que le contrat d'assurance a été créé dans tous les pays par une pratique semblable (1). Ensuite, parce que les législateurs des divers pays, guidés par les nécessités découlant de la nature même de l'institution des assurances, ont édicté des règles qui ne diffèrent pas beaucoup les unes des autres. Ils se sont servi de celles qui se trouvaient déjà consacrées par d'autres lois. Dans l'exposé des motifs de la loi du 13 juillet 1930, M. Hémar (2) ne manquait pas de souligner le caractère international de l'assurance. Il écrivait que l'institution, correspondant en tous pays à une notion

(1) G. Ripert et S. Komachiya, « Code de Commerce de l'Empire du Japon ». Paris, 1924, p. 35.

(2) Documents parlementaires 1925, Annexe 1544, p. 637.

identique et satisfaisant aux mêmes besoins, il était permis d'importer les règles relatives à l'assurance établies ailleurs. Ainsi, la loi française inspira-t-elle à son tour les législateurs chinois et roumain.

De grands spécialistes des matières d'assurances ont exprimé le désir de voir s'établir une loi uniforme, une législation « standard » sur le contrat d'assurance (3). Ils n'ont pas hésité à déclarer que cela serait un progrès considérable, d'une grande portée, non seulement économique, mais aussi morale. Le professeur Vivante a même parlé, dans une communication faite au congrès « Volta » en novembre 1932, de la nécessité des lois uniformes en matière d'assurances. Tous ces vœux qui se manifestèrent dans la doctrine ne tardèrent pas à attirer l'attention de certains corps, et l'initiative qui fut tout dernièrement prise par le Comité franco-italien de l'Union législative marque, sans aucun doute, le couronnement de la tentative d'unification. Le Comité a abordé l'examen d'un projet de loi qui sera soumis à l'approbation des Parlements français et italien. C'est là, un premier pas, qui sera certainement suivi par d'autres pays. L'honneur d'avoir, pour la première fois, pris l'initiative, revient à la France et à l'Italie. Il n'est pas difficile de s'apercevoir de l'intérêt considérable que peut fournir l'étude de telle ou telle législation pour la réalisation d'œuvres semblables dans l'avenir. Cette pensée nous encouragea dans le choix de notre sujet.

S'il est vrai que les assurances répondent dans tous les pays aux mêmes besoins et aux mêmes exigences sociaux et économiques, il n'en est pas moins vrai qu'il

(3) Max Hermant, « Tendances de l'assurance en France », *R. G.*, 1932, p. 205 et suiv.

existe aussi des pays où elles ont reçu une organisation spéciale et ont été soumises à un régime juridique particulier. Faire ressortir et mettre en relief ces caractéristiques, dégager leur valeur, établir leur portée exacte servira à mieux voir et comprendre les points communs qui unissent les diverses législations. Ce fut là l'idée qui nous décida pour le choix.

On sait quelle est la prodigieuse extension que prit le droit comparé depuis le début de ce siècle. Nous sommes à une époque où les droits franchissent les frontières. Il y a interpénétration entre eux ; on assiste à un véritable phénomène d'osmose. On veut connaître les droits des autres pays pour faire ressortir ce qu'ils contiennent de bon et pour condamner ce qu'ils ont de mauvais. On cherche les principes qui leur sont communs. Déjà, tout au début du siècle, le grand érudit que fut Saleilles, déclarait dans un discours prononcé à la séance de clôture du congrès international de droit comparé, que le but de ce droit devait être celui de dégager « des points de rapprochement susceptibles de faire apparaître, dans la diversité apparente des formes, l'identité foncière de la vie juridique universelle. » (4).

Par l'identité des conditions d'apparition et de développement dans les divers pays, le contrat d'assurance est une des matières où le droit comparé s'est avéré des plus nécessaires. D'autant plus, que même entre ces conditions, il existe parfois des différences assez remarquables, ce qui a pour effet de rendre la nécessité plus impérieuse encore. Certes, de nombreuses études ont été déjà faites. Mais elles ne sont pas encore suffisantes. La

(4) Procès-verbaux des séances et documents. Paris, 1905, t. I, p. 143.

preuve, c'est que la loi turque de 1926 n'a pas jusqu'à présent formé l'objet d'une étude séparée. C'est dans l'espoir de combler, tant peu qu'il soit, cette lacune, que nous avons choisi le présent sujet.

Parlant de l'œuvre de réalisation d'un droit international des assurances, le professeur BRUCK, de Hambourg, écrivait il n'y a pas longtemps : « Les efforts accomplis en ce sens remontent assez loin dans le passé, mais n'ont encore donné aucun résultat notable. » Et cherchant les causes de cet échec, il aboutissait à la conclusion que voici : « Si aucun succès à cet égard n'a encore été enregistré, c'est par manque d'une documentation systématique sur le droit comparé » (5). Nous espérons pouvoir fournir dans cette étude les éléments essentiels concernant le droit turc qui pourront dans l'avenir servir de base à des études d'ordre plus général dans le domaine du droit comparé.

Enfin, notre grand souci fut, en préparant ce travail sur les particularités du contrat d'assurance terrestre d'après la législation de la République turque, celui de donner une idée exacte et précise de la loi de 1926. Nous avons mis tout notre effort à fournir des explications fidèles aux textes en vigueur. Car on remarque dans des études publiées pendant ces derniers temps des interprétations erronées de la loi. Ces erreurs proviennent, soit du fait de s'être servi des traductions elles-mêmes fausses, soit de ne pas considérer la législation turque dans son ensemble.

*
**

(5) Bruck, « Un droit mondial de l'assurance », *R. G.* 1932, p. 669 et suiv.

Au cours de nos recherches, nous nous sommes heurtés à des difficultés multiples. Elles apparurent à deux reprises et furent toutes les fois pratiquement insurmontables. C'est pour cette raison que nous tenons à les signaler.

D'abord, pour faire ressortir les règles qui régissent le contrat d'assurance d'après la législation turque actuelle, nous avons jugé nécessaire, sinon indispensable, de jeter un coup d'œil en arrière et de retracer la législation antérieure aux codifications républicaines dans ses grandes lignes. Il nous fut impossible de trouver des études d'ordre juridique en quelque langue que ce soit. Il a fallu construire tout en partant des données primaires que nous avons pu rencontrer çà et là. Aussi, l'absence complète de chiffres statistiques à l'époque de l'Empire Ottoman nous a-t-elle forcé à formuler nos conclusions d'une façon tout à fait générale.

Dans l'étude de la législation actuelle, les difficultés que nous avons rencontrées sur notre chemin furent au nombre de trois : des difficultés d'ordre législatif, doctrinal et enfin jurisprudentiel.

La première provenait d'un fait matériel et consistait dans l'inexistence des travaux préparatoires de la loi du 29 mai 1926. La commission extra-parlementaire qui avait préparé le projet de loi avait tenu ses réunions au Palais de Justice d'Istanbul. Tous les documents relatifs aux discussions s'y trouvaient. Le projet mis finalement sur pied avait été voté par la Grande Assemblée Nationale sans discussion et dans son intégralité. Le Parlement n'avait été le théâtre d'aucun débat, parce que la loi devait sortir le plus vite possible. Après sa promulgation, les documents concernant les travaux de la commission

ne furent pas publiés. Or, il arriva au mois de décembre 1933, que le Palais de Justice d'Istanbul, où se trouvaient lesdits documents, fut la proie d'un incendie qui le détruisit complètement. De sorte qu'à présent, il est impossible de se renseigner sur n'importe quoi que ce soit relativement aux discussions qui avaient eu lieu au sein de la commission.

La seconde difficulté est d'ordre doctrinal et reste encore entière ainsi que la précédente. Il n'existe pas d'ouvrages, soit en langue turque, soit en langue étrangère, sur le droit des assurances en Turquie. La doctrine n'a donné jusqu'à l'heure actuelle que deux ou trois commentaires du Code de Commerce terrestre qui sont pratiquement sans aucun intérêt quant à la matière des assurances.

Enfin, la dernière difficulté provient du fait que la publication des décisions jurisprudentielles se limite aux arrêts de la Cour de Cassation. Les jugements des autres tribunaux, notamment ceux des tribunaux de commerce, ne paraissant pas, il est impossible de faire une étude systématique de la jurisprudence.

Par contre, les chiffres statistiques ne manquent pas depuis l'avènement de la République. Ils ne sont, certes, pas publiés pour la plupart ; mais on peut les obtenir aisément et s'en servir en toute tranquillité.

Avec tous les éléments de travail que nous avons pu rassembler, nous nous sommes efforcés, dans la mesure du possible, de mettre en lumière le mécanisme de la loi turque sur les assurances, de dégager les règles générales qui la gouvernent, de formuler les particularités qu'elle contient. Nous avons suivi pour cette étude le plan qui nous semblait le plus logique et le plus rationnel. Nous avons d'abord parlé de la législation antérieure. Puis,

nous avons dégagé les principes directeurs de la nouvelle loi. Pour le reste, nous avons jugé bon de respecter les différentes phases du contrat depuis sa naissance jusqu'à sa mort dans l'ordre où elles se présentent. Nous avons donc étudié à cet effet, successivement la conclusion, les effets et l'extinction du contrat.

Par ailleurs, nous avons jugé utile d'établir des comparaisons avec les lois étrangères et en particulier avec la loi française, afin que telle ou telle particularité de la loi turque ressorte mieux et révèle un caractère plus significatif.

Nous croyons ainsi avoir apporté notre écot au droit des assurances qui, nous l'avons déjà dit, tend de plus en plus à revêtir un caractère international.

Au moment de commencer notre étude, que nous espérons de quelque utilité pour les juristes s'occupant plus spécialement des assurances, nous tenons à exprimer à M. le Professeur Maurice PICARD l'expression de notre reconnaissance pour l'honneur qui nous est échu d'avoir obtenu ses aides précieuses et ses savants conseils. Qu'il veuille bien trouver dans ces lignes l'hommage de notre respectueuse gratitude pour nous avoir si aimablement guidé, soit dans le choix même de notre sujet, soit dans l'accomplissement de notre tâche.

Nous voudrions de même nous acquitter de notre devoir de remerciement envers le distingué doyen de la Faculté des Sciences économiques et financières de l'Université d'Istanbul, M. O. CELAL SARÇ, qui, avec une extrême gentillesse, a bien voulu nous communiquer des statistiques de grande valeur. Le professeur E. HIRSCH, d'Istanbul, qui, avec une courtoisie exemplaire, nous a communiqué ses notes de cours de doctorat non encore publiées et dans lesquelles nous avons puisé des rensei-

gnements d'un réel intérêt, se trouve à la tête de nos grands amis auxquels nous devons tant. Enfin, nous prions M. R. BAYAR, directeur général de la Réassurance nationale turque, de trouver ici l'expression de nos vives sympathies pour les recherches qu'il a bien voulu faire concernant l'historique des entreprises d'assurances en Turquie.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

Evolution des Assurances en Turquie

L'EVOLUTION DES ASSURANCES EN TURQUIE

1. — L'histoire des assurances en Turquie n'a pas été faite jusqu'à présent. Il est incontestable qu'une telle étude serait d'un très grand intérêt : d'abord, parce qu'elle reviendrait à tracer l'histoire des assurances dans tout le Levant ; ensuite, parce qu'elle servirait à dégager les caractéristiques de notre institution dans un pays qui pendant de longs siècles a vécu une vie différente de celle qu'a connue l'Occident.

Nous tâcherons donc ici de tracer, d'après les éléments d'étude que nous avons pu obtenir, une esquisse du développement et de l'évolution des assurances. Mais pour suivre cette évolution nous croyons qu'il est utile d'avoir devant les yeux l'idée que jusqu'en 1923, époque qui marque l'avènement de la république en Turquie, tout se conçoit d'après des données religieuses, fatalistes ; car, dans l'Empire Ottoman, il existait une barrière infranchissable entre l'Islam et le Monde chrétien.

Une fois ce point capital précisé, nous pouvons nous efforcer de pénétrer dans le labyrinthe que de rares lueurs de l'histoire éclairent par endroit.

Nous étudierons l'évolution des assurances sous deux paragraphes : 1° Evolution sous l'Empire, 2° Evolution sous la République.

§ 1. — EVOLUTION SOUS L'EMPIRE

2. — On a généralement tendance à affirmer d'une façon catégorique l'absence des assurances dans les pays

musulmans. Nous pensons qu'il conviendrait de distinguer et de discuter deux points essentiels :

1° Celui de savoir si les assurances y ont existé ou non en tant qu'institution ;

2° Celui de savoir si une réglementation des assurances est intervenue.

3. — L'existence des assurances en tant qu'institution ne peut à notre avis être mise en doute. En effet, dès 1467, certaines règles de procédure ont été établies dans l'île de Chios (1) par la ville de Gênes. Le fait est d'une telle clarté qu'il suppose indubitablement l'existence des assurances à Chios et dans les villes en relations de commerce avec l'île, c'est-à-dire, dans les villes de la Mer Egée qui se groupent autour du grand port d'Izmir (Smyrne). Au surplus, nous possédons un texte du 11 octobre 1479 qui prouve bien que le commerce était des plus développés dans l'île de Chios (2).

Dès la fin du xiv^e siècle les Turcs se trouvent déjà les maîtres d'une importante partie des côtes de la Méditerranée Orientale. Or, la mer était alors la route presque exclusive du grand commerce (3). Il serait donc singulier de vouloir dire que les assurances n'ont pas existé sur une grande partie de cette scène où se déroule le commerce. D'autre part, nombreux sont les auteurs qui nous apprennent que les institutions du droit commercial se sont propagées de l'Orient vers l'Occident (4).

(1) V. Bensa, « Il contratto di Assicurazione nel medio Evo-Genova », 1884, p. 176.

(2) V. Bensa, *ibid.*

(3) Chaufton, « Les Assurances », Paris, 1884, t. I, p. 350.

(4) Huvelin, « Histoire externe et interne du droit commercial » (*Revue de synthèse historique*, 1904, p. 200) ; Valéry, « Contrats d'assu-

L'activité économique et commerciale des ports turcs de la Méditerranée s'étant toujours accrue pendant les *xvi^e* et *xvii^e* siècles, les assurances maritimes ont eu une vie féconde et régulière au cours de cette époque. Mais s'il est certain que les assurances se sont développées en Turquie dans la période que nous considérons, par contre, tout permet d'affirmer qu'elles n'ont pas reçu une réglementation juridique de la part du législateur turc.

4. — Au début du *xvi^e* siècle, les relations commerciales de la Turquie se font surtout avec les ports italiens. Or, le siècle nous fait assister à l'éclosion d'un mouvement législatif des assurances dans les villes italiennes. On pourrait être tenté de croire qu'il en fut autant pour la Turquie dont les ports étaient en rapport direct avec ceux de Venise et de Gênes. Pourtant, il n'en est rien. Comment expliquer ce phénomène qui a l'air d'être paradoxal ? Les mêmes interventions législatives ne devaient-elles pas se produire de deux parts, vu que le développement du commerce profitait, tant à l'une des parties qu'à l'autre, et que le besoin aurait pu se faire sentir aussi bien d'un côté que de l'autre ?

De 1520 à 1566, on s'attacha en Turquie à la confection d'une œuvre de compilation d'une grande envergure. C'est l'époque où l'Empire « atteignit l'apogée de sa gloire et de sa grandeur et fut doté des dispositions législatives et administratives qui valurent à Soliman le titre de « législateur » (5). L'importance et la portée de ce

rance maritime du *XIII^e* siècle », Paris, 1916, p. 6 et s. ; Sayous, « Histoire universelle de droit commercial de Goldschmidt », Paris, 1931, p. 16.

(5) Belin, « Essais sur l'histoire économique de la Turquie », Paris, 1865, p. 114 ; Anthoine de Saint-Joseph, « Concordance entre les Codes de commerce étrangers et le Code de commerce français », Paris, 1844, p. 400.

mouvement sont si évidentes que ce fut cette législation qui régla les matières commerciales jusqu'à l'adoption par la Turquie d'une codification commerciale au milieu du xix^e siècle.

5. — Une idée courante veut que le commerce soit vu avec une certaine répugnance de la part des musulmans. En vérité, cela ne peut être démontré. Car, la religion musulmane, loin de proscrire le commerce, le considère au contraire comme une excellente occupation pour l'homme. D'après la religion, le commerce occupe le second rang, juste après l'art militaire, dans la hiérarchie des métiers. Le Prophète dit : « Le commerçant droit et juste est au rang des âmes les plus élevées par la piété » (6). Le commerce apparaît ainsi comme étant une profession « chérie et estimée » et précédant les deux autres gradins de la hiérarchie, l'agriculture et les arts et métiers. Aussi, parmi la législation de Soliman trouve-t-on un livre spécialement destiné aux matières commerciales. Mais il est en même temps curieux de constater qu'aucune allusion aux assurances n'y figure. Apparemment on pourrait donner à l'appui de l'explication de cette carence la raison que voici : l'œuvre de codification du xvi^e siècle s'est faite presque uniquement comme ayant pour base la jurisprudence religieuse. Aucune jurisprudence religieuse ne s'étant jusqu'alors occupée de la question, le législateur n'a pu y consacrer des textes. Pareil argument ne saurait être retenu. Car, d'une part, on ne sait au juste si la jurisprudence religieuse n'a pas eu à s'occuper des assurances, étant donné que cette jurisprudence n'a pas été étudiée jusqu'à l'heure actuelle; et

(6) Mouradgea d'Ohsson, « Tableau général de l'Empire othoman », 2 vol. in folio. Paris, 1790, t. II, p. 161.

d'autre part, il nous semble que les raisons doivent être cherchées ailleurs.

6. — De l'ensemble d'un examen synthétique de la vie de l'Empire à travers les siècles, il ressort que trois causes ont agi simultanément sur le fait de l'absence des assurances dans la législation turque : un motif religieux, un motif politique et social et un motif économique.

7. — Le motif religieux, c'est que la religion interdit tous les jeux quels qu'ils soient. Ils sont tous prohibés aux Musulmans. Des paroles sacrées viennent confirmer cette interdiction : « les anges n'assistent à aucun jeu quelconque, hors ceux de la course et des flèches » (7). Quant au pari, il était aussi considéré comme une espèce de jeu (gageure). Celui qui avait payé le prix de son jeu ou de son pari, était toujours en droit de réclamer l'entière restitution en justice (8).

Or, le fait est certain qu'une distinction entre le jeu, le pari et les assurances n'était pas établie. Devant la difficulté de différenciation et le souci de ne pas choquer les esprits trop croyants de l'époque, on a dû passer ce point sous silence et laisser à la pratique le soin d'en dégager les règles. Il est même très possible qu'on n'eût pas à le discuter, et ceci, parce qu'un motif politique ou plus exactement politico-social s'y opposait.

8. — Ce motif fut le suivant : à partir de l'établissement définitif de l'Empire sur les côtes de la Méditerranée jusqu'à la date du second siège de la ville de Vienne, c'est-à-dire de la fin du xv^e à la fin du xvii^e siècles, les Turcs mènent une vie continue de conquête et d'état de

(7) Mouradgea d'Ohsson, *op. cit.*, t. II, p. 187.

(8) *Ibid.*, p. 225.

guerre ; le métier des armes est leur principale occupation. Occupation qui leur est imposée autant par la force des choses, par l'exigence des événements que par la politique d'expansion de l'Empire. Ensuite, la religion elle-même prescrivait que l'art militaire était la plus noble et la plus honorable des carrières. Nous croyons que ce fut à cause du règne de cet état d'esprit que les Turcs ne se sont pas occupés du commerce et que ce domaine resta entièrement entre les mains d'éléments étrangers.

9. — Le premier quart du XVIII^e siècle marque déjà un mouvement de recul de la Turquie en Europe. C'est le début de la période où il va falloir qu'elle renonce à sa politique d'expansion et qu'elle commence à s'occuper de l'organisation économique des territoires sans limites qu'elle a sous sa domination. Les Turcs mahométans pensent à se livrer à l'industrie du commerce extérieur. Mais ils se trouvent au premier pas en face de nombreuses difficultés économiques.

Le motif économique qui les en empêchait fut en réalité un amalgame de causes financières, commerciales et juridiques. Dans le domaine du commerce, comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres, les Turcs se voyaient beaucoup moins favorisés que les étrangers et les minorités résidant dans l'Empire. Le respect que l'État avait pour les conventions capitulaires l'empêchait d'imposer les étrangers qui jouissaient de nombreux privilèges en matière fiscale. Les Turcs, par contre, étaient obligés de payer toutes sortes d'impôts. Ils étaient donc sérieusement désavantagés dans le monde du commerce et ne pouvaient faire aucune concurrence aux différentes nations qui possédaient des comptoirs à Istanbul et dans

les échelles du Levant. Ce fait était à tel point évident qu'au XVIII^e siècle le suédois d'Ohsson pouvait écrire : « Personne n'ignore et la nature et l'étendue du commerce de chacune de ces nations, surtout des Français, des Anglais, des Hollandais, des Vénitiens. Tous paient des impôts beaucoup plus modiques que les nationaux eux-mêmes » (9).

Le régime capitulaire ne visait pas que la matière d'imposition, mais aussi la compétence juridictionnelle. Les litiges relatifs au contrat d'assurance étaient du ressort des tribunaux consulaires (10). En effet, ces contrats étaient passés à la chancellerie du consulat en présence de deux témoins qui devaient signer l'acte (11). Le consulat où l'acte était passé devenait en quelque sorte le lieu de naissance du contrat. En théorie, on distinguait plusieurs cas pour déterminer le juge compétent. Mais, en pratique, toutes les contestations pouvant s'élever au sujet du contrat étaient portées devant le consul. Et il n'y avait qu'un seul cas où le juge étranger se déclarait incompétent : c'était celui dans lequel l'assurance était passée entre étrangers en pays étranger, sans qu'ils aient stipulé qu'elle serait exécutée dans le pays dont ils saisisaient le juge. Emerigon (12) cite à cet effet un arrêt du Parlement d'Aix du 26 avril 1695 (13) intervenu entre marchands juifs de Livourne et un marchand arménien.

(9) D'Ohsson, *op. cit.*, t. II, p. 165.

(10) Cette affirmation ne saurait viser que les affaires d'assurance. Voir pourtant : Anthoine de Saint-Joseph, *op. cit.*, p. 400, qui dit que les questions relatives aux assurances étaient jugées devant le tribunal qui portait le nom de Liman Odassi (Chambre du port) compétent pour toutes les affaires maritimes.

(11) Ordonnance de la Marine, art. 25, Tit. « Des consuls ».

(12) Emerigon, « Traité des Assurances », 2 vol. Marseille, 1783, t. I, p. 126.

(13) Valin, dans son Commentaire écrit le 22 avril 1695 (t. I, p. 114).

A toutes ces considérations venaient s'ajouter un autre motif d'ordre psychologique. C'était d'une part les préjugés populaires, et d'autre part, la crainte d'exposer sa liberté et sa fortune chez les nations étrangères où le Mahométan « croit que le droit des gens n'est pas rigoureusement respecté, et où il ne trouve aucun homme de sa nation, qui, revêtu d'un caractère public, puisse le protéger aussi efficacement que le sont les étrangers eux-mêmes dans les Etats du Grand-Seigneur » (14).

10. — Pour toutes ces raisons, les Turcs ne purent se mêler dans la vie commerciale de leur pays. Les contrats d'assurances apparaissaient dans les relations des étrangers entre eux. Même les courtiers et les censeurs étaient recrutés parmi les minorités religieuses qui avaient un statut semblable à celui des nations étrangères. On ne pouvait les choisir en dehors des sujets du Grand-Seigneur d'après les Capitulations (15).

L'absence de législation nationale sur les assurances ne fut pas de nature à empêcher la pratique et le développement de cette institution. Il semble que ce furent d'abord les Grecs, sujets de l'Empire, qui commencèrent à s'en occuper (16). Les lois applicables au contrat étaient celles des étrangers. Celles-ci prévoyaient les cas se rapportant aux contrats passés dans les ports turcs (17).

Cette absence de législation dura, ainsi que nous

(14) D'Ohsson, *op. cit.*, t. II, p. 166.

(15) Masson, « Histoire du commerce français dans le Levant au XVIII^e siècle », Paris, 1911, p. 259. Pour le texte du traité (art. 60), v. Baron de Testa, « Recueil des traités de la porte Ottomane », 11 vol., Paris, 1864-1911.

(16) D'Ohsson, *op. cit.*, p. 225.

(17) Voir à titre d'exemple l'article 4, titre VI de l'Ordonnance de 1681.

l'avons relaté plus haut, jusqu'au milieu du siècle dernier. Seulement, il ne serait pas exact de prétendre, comme l'ont fait un certain nombre d'auteurs (18), qu'on ne connaît aucune législation maritime dans l'Empire ottoman. Il ne faut pas, en effet, oublier qu'il existait un tribunal spécial chargé des affaires maritimes et appliquant la loi locale. C'est uniquement en matière d'assurances que la législation turque était muette. On suivait donc, en ce qui la concerne, celles des nations qui trafiquaient.

11. — Vers 1840 apparaissent les premières tentatives pour doter l'Empire d'un Code de Commerce. En fait, il y avait eu en 1839 un premier projet, qui avait été préparé sur le modèle du Code français. Mais, la publication n'avait pu avoir lieu à cause de la chute du ministère. Enfin, en 1850, on arriva à promulguer un Code de Commerce terrestre, qui fut presque entièrement calqué sur celui de la France.

Il a fallu attendre jusqu'en 1864 pour que la Turquie soit dotée d'un Code de Commerce maritime. C'est dans ce texte que nous voyons pour la première fois apparaître une réglementation des assurances (Titre XI) (19). L'exposé des motifs nous apprend (20) que tous les Codes de Commerce étrangers ont été examinés devant le conseil d'agriculture, attaché au ministère de commerce, en présence de plusieurs négociants notables et d'autres personnes requises. On avait, en effet, consulté presque

(18) Azuni, « Droit maritime de l'Europe », 2 vol. Paris, 1805, t. I, p. 491.

(19) V. le texte de ce code dans Féraud-Giraud, « De la juridiction française dans les échelles du Levant et de Barbarie », 2^e éd., Paris, 1871. 2 vol., T. I, p. 419.

(20) *Ibid.*, T. I, p. 312.

tous les codes étrangers, ceux des Pays-Bas, de Sardaigne, d'Espagne, de Portugal, de Deux-Siciles et le Landrecht prussien (21). Mais, en réalité, le Code s'était surtout inspiré de la législation française. Le titre des assurances, en particulier, peut être considéré comme une copie intégrale. Tous les textes législatifs de l'époque se trouvent d'ailleurs marqués « du sceau de l'influence française » (22).

12. — Le Code de 1864 apportait une réglementation des assurances maritimes. Quant aux assurances terrestres, il n'en était pas encore question. Certes, il existait depuis fort longtemps dans certains villages de l'Anatolie un usage que l'on pourrait aujourd'hui qualifier d'une espèce d'assurance mutuelle : les villageois payaient une somme déterminée à des époques déterminées et cet argent servait à secourir ceux d'entre eux qui n'étaient pas capables de supporter les dommages causés par tel ou tel événement naturel. Mais ce service de secours avait un domaine relativement restreint et les assurances terrestres n'ont pu faire leur apparition que beaucoup plus tard, vers la fin du siècle. Ce fait semble être difficilement explicable. Car enfin, dans un pays comme la Turquie dont l'ancienne capitale, Istanbul, est une ville très vaste, presque uniquement composée de maisons particulières construites en majeure partie en bois, l'assurance contre l'incendie ne devait-elle pas se développer prodigieusement ? D'autant plus que de temps à autre des quar-

(21) Young, « Corps de Droit ottoman », 7 vol. Oxford, 1905-1906, T. VII, p. 103, en note ; Chaufton, *op. cit.*, T. II, p. 74 ; Lyon-Caen, « Tableau des lois commerciales », 2^e éd., Paris, 1881, p. 18.

(22) Rivière, « A travers les législations nouvelles » (Préface de M. Matter). Paris, 1935, p. 95.

tiers immenses étaient la proie des flammes. Ne serait-il donc venu à l'idée de personne de fonder au moins une caisse de secours des incendiés, le service des assurances étant défaillant ? Ce fait doit trouver son explication, à notre avis, dans une raison essentiellement politique. Il faut, en effet, songer à ce que sous l'Empire les individus, surtout dans la capitale, n'avaient le droit de se grouper sous aucun prétexte. Il fallait qu'une compagnie soit fondée en société dans le cadre du Code de Commerce et des lois en vigueur. Là encore se posait une question d'autorisation. L'attente se fera assez longue.

A cette époque où les assurances pouvaient être particulièrement florissantes, surtout dans la branche incendie, la défectuosité du régime politique constitua un grave obstacle à leur développement. La seule chose qu'on avait fait, c'était d'organiser des secours contre l'incendie (23). Une loi du 6 octobre 1877 mettait cette organisation à la charge des municipalités.

Quant à la branche vie, elle ne fut connue que plus tard. Les raisons de ce retard sont différentes de celles du non-développement des assurances-incendie. D'abord, le besoin ne s'était pas fait sentir. La mentalité du peuple voulait, par exemple, que la famille d'une personne décédée soit secourue soit par l'Etat, soit par ses coreligionnaires. D'innombrables fondations datant des temps prospères (24) venaient à l'aide des malheureux et de ceux qui étaient frappés par le destin. Les secours qu'elles apportaient n'étaient peut-être pas importants, surtout dans la période de décadence ; mais, le caractère sobre et fataliste des esprits et les préjugés populaires

(23) Service de Sapeurs-pompiers.

(24) V. Gisleni, « *Legationis turcicoe epistoloe quatuor* », trad. Gaudon. Paris, 1636.

n'exigeaient pas davantage. L'apparition des différentes branches se trouvant ainsi attardée, une législation relative aux assurances terrestres ne parut pas nécessaire. Elles furent pour la première fois consacrées dans une loi du 12 mars 1906, loi additionnelle au Code de Commerce terrestre et relative aux opérations d'assurances.

13. — Ce furent d'abord les compagnies étrangères qui introduisirent les assurances terrestres en Turquie. A la suite d'un incendie qui survint en 1870 et qui causa des dommages incalculables par la destruction d'arrondissements entiers, la nécessité se fit réellement sentir pour qu'on ait recours à des moyens de protection contre de semblables catastrophes. Cette date peut, en effet, être considérée comme le point de départ de l'industrie d'assurance en Turquie. L'année 1870 marque la fondation de deux compagnies anglaises : L'Impérial, créée grâce à l'initiative de la Banque Hanson, et la compagnie La Sun. En 1891 la première compagnie française, L'Union, vint s'installer en Turquie. L'année suivante vit la constitution de la Société Générale d'Assurances ottomane. Elle était constituée en société anonyme en vertu d'un firman impérial portant la date du 14 avril 1892 (25). Son organisation fut complétée par un règlement en date du 3 décembre 1892. Elle avait pour objet, d'après ce règlement, toute sorte d'opérations d'assurances, assurances contre l'incendie, les risques de transports par mer et par terre et sur la vie humaine (art. 3). Sa durée était limitée à trente ans (art. 4). Son capital devait être de 440 mille livres turques or et constitué de quarante mille actions.

(25) Pech, « Manuel des Sociétés anonymes fonctionnant en Turquie ». Paris, 1902, p. 186.

D'autres compagnies furent constituées dans les années qui suivirent. La Société d'Assurances ottomanes en 1893, le Syndicat de Salonique en 1896, le Syndicat de Smyrne, la même année, le Syndicat Général des Compagnies opérant à Constantinople en 1898 (26). Pendant ce temps L'Urbaine, la London Insurance, le Phénix anglais, la Britisch Law avaient aussi organisé des filiales. Les premières compagnies, surtout L'Union et La Société Générale d'Assurances ottomane, eurent beaucoup de peine à lutter contre les préjugés et les conceptions religieuses dénaturées par les commentateurs de l'Islam. Elles purent finalement obtenir un « fetva » sur le fondement de la formule : « Tout individu est tenu de conserver les biens qui lui sont accordés par Dieu » et le firent interpréter dans un sens favorable à l'assurance. C'était le seul moyen pour convaincre les esprits à la légitimité de l'institution.

Toutes ces compagnies faisaient de l'assurance contre l'incendie. A partir du début du siècle, les compagnies se multiplient : ainsi, La Nationale débute en 1903 (27). Elles furent en assez grand nombre pour qu'une réglementation de contrôle intervînt en 1906. En effet, le chapitre II du Règlement sur les sociétés anonymes étrangères du 12 mars 1906 portait sur les sociétés d'Assurances étrangères et exigeait sur elles le contrôle du Ministère du Commerce (28). Ce contrôle fut plus tard précisé davantage dans une loi du 30 novembre 1914 dont l'article 17 exigeait entre autre la communication chaque année, au Ministère du Commerce, des documents

(26) V. Le Chartier, « Livre d'or international des assurances ».

(27) Centenaire de La Nationale. Paris, 1930, p. 346.

(28) Texte du Règlement, Archives du bureau du Divan impérial.

relatifs à l'état financier de la compagnie et le dépôt de leur bilan.

Voilà dans ses grandes lignes l'évolution suivie par les assurances en Turquie jusqu'à la Guerre mondiale qui continua effectivement pour elle jusqu'en 1923. C'est à partir de cette date que la législation des assurances, comme d'ailleurs son organisation technique, vont, sous une impulsion nouvelle, s'engager dans une voie de développement.

14. — Avant d'aborder l'étude de la genèse de l'institution qui marque son état actuel et qui constitue à proprement parler l'objet du reste de notre travail, nous croyons nécessaire, sinon indispensable, de mettre en relief les caractères principaux que les assurances terrestres ont présenté pendant leur apparition en Turquie. Ces traits sont au nombre de deux :

1° Nous ne voyons pas en Turquie, à l'exemple des autres pays de l'Europe, des groupements d'initiatives dans le but de pallier à l'insuffisance des « forces divisées des assureurs » (29). On assiste, tout au contraire, à une espèce de formation spontanée des compagnies. Ainsi qu'on l'a vu plus haut, ce furent des compagnies étrangères qui vinrent d'office s'installer dans le pays, et qui, en quelque sorte, s'y imposèrent. Le besoin de s'assurer s'était donc déjà fait sentir, mais il n'avait pu se réaliser que par l'arrivée des compagnies étrangères.

2° Tandis que dans les autres pays la branche de l'assurance-vie n'apparut qu'assez tardivement et qu'elle avait été précédée par la branche incendie, en Turquie

(29) Vivante, « Traité de droit commercial », trad. Escarra. Paris, 1912, T. IV, p. 446.

les deux branches et même celle du transport terrestre apparurent au même moment. En effet, le plus ancien texte que l'on puisse trouver à ce sujet est le règlement du 3 décembre 1892, qui parle dans son article 3 de toutes ces branches sans exclusion aucune.

Telles sont les deux caractéristiques de la naissance des assurances terrestres en Turquie. On pourrait les formuler de la façon suivante :

- 1° Spontanéité dans la formation des compagnies, et,
- 2° Simultanéité dans l'apparition des diverses branches.

§ 2. — EVOLUTION SOUS LA RÉPUBLIQUE

15. — Disparition des vieilles conceptions, émancipation spirituelle, modification sociale... Ce furent là des résultats dûs au régime républicain. Rien que ce fait aurait suffi à mettre en valeur les assurances. Mais il s'est produit ce qui arrive à la suite de toutes les révolutions : pendant les premières années post-révolutionnaires les esprits ne furent préoccupés que de la reconstruction de la nouvelle vie sociale et pendant ce temps, les compagnies étaient entièrement libres de rédiger les conditions générales des polices comme bon leur semblait. Une seule restriction légale pouvait les retenir : la sanction de nullité en cas de contrariété à l'ordre public et aux bonnes mœurs. En fait, elles reproduisaient en plusieurs de leurs points les polices françaises enrichies d'abondantes clauses de déchéance.

16. — Bientôt le législateur républicain intervint. Il intervint pour fixer la physionomie du contrat d'assurance. C'est dans le chapitre XIII du nouveau Code de

Commerce que cette fixation prit forme. L'adoption d'un nouveau code avait paru nécessaire pour de multiples raisons. Mais, le législateur turc ne pourrait-il pas se contenter de transposer les règles figurant déjà dans le code de 1864, identiques à celles du Code de Commerce français, tout en ayant soin de les étendre d'une manière expresse aux assurances terrestres ? Cela ne lui aurait-il pas permis de gagner du temps et de ne pas fatiguer les tribunaux en les obligeant à appliquer une législation nouvelle ? Pourtant, le code de 1926 contient des dispositions visant particulièrement les assurances terrestres et différentes de celles que contenait celui de 1864.

D'après l'exposé des motifs qui l'accompagnent et qui est d'ailleurs d'une extrême brièveté, l'adoption d'un nouveau code a paru indispensable parce que l'ancien avait « complètement perdu sa capacité d'application » et se trouvait dans un « état de désuétude ». En effet, au cours des années les modifications nécessitées par les circonstances n'avaient pas été apportées par le législateur turc. Le Code de Commerce français subsistait dans son état de 1807 ; tandis qu'en France d'innombrables modifications y avaient été incorporées. Il était évident que l'œuvre de 1807 ne saurait être appliquée en 1926 sous sa forme originale. D'ailleurs, depuis fort longtemps et devant l'inactivité de la machine parlementaire, les juges turcs s'étaient vus réduits à recourir aux coutumes commerciales locales dans les affaires qui leur étaient soumises. A côté de cette raison invoquée par l'exposé des motifs il y en eut, pensons-nous, une autre, moins apparente mais plus décisive encore. En France, la jurisprudence était arrivée par une continue et laborieuse élaboration à dégager et à consacrer la presque totalité des règles du contrat d'assurance terrestre. De

sorte que la loi de 1930 s'est contentée, la plupart du temps, de les formuler. Une lutte incessante avait, en effet, existé entre les compagnies et les tribunaux et c'étaient ces derniers qui faisaient le plus souvent valoir leur opinion. En un mot, l'action de la jurisprudence avait été décisive. Ce ne fut pas du tout le cas en Turquie. Les tribunaux n'avaient rien fait d'analogue. Et, à la veille de la loi de 1926, le contrat d'assurance terrestre n'avait aucun statut et il n'existait aucune jurisprudence le concernant.

17. — Le code fut inspiré de beaucoup de législations : aussi bien de ceux de l'Europe que de ceux de l'Amérique latine. Le législateur avait particulièrement tenu compte des lois allemandes et italiennes (30). Mais, il contient aussi des dispositions originales (31). Il avait été préparé par une commission extra-parlementaire. Le projet était en voie d'élaboration depuis assez longtemps. Le code fut en effet « une œuvre que le législateur turc a mis sur pied après un long labeur et des études comparatives » (32).

18. — La loi de 1926 présente plusieurs particularités. Vue dans son ensemble elle en offre surtout trois qui méritent d'être soulignées. Cela pourrait avoir un certain intérêt en ce qu'il nous permettrait de mieux comprendre et apprécier la réglementation des assurances terrestres. Mettre en relief les caractéristiques de la loi reviendrait

(30) « 10 ans de République ». Ankara, 1933, p. 26 ; Rivière, *op. cit.*, p. 105.

(31) M. Réchid, « Notice sur le mouvement législatif en 1926 » ; article dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 1925, p. 171.

(32) E. Hirsch, « L'Etatisme et le Droit commercial ». Ankara, 1936, p. 15, en note.

en effet à posséder les éléments essentiels et à en tenir compte dans les jugements à porter sur elle. D'autant plus que ces trois points que nous nous proposons de faire remarquer sont ceux qui se dégagent d'une étude d'ensemble du texte et des rapports de la pratique avec le chapitre du code lui-même.

19. — Ces trois traits sont successivement les suivants:

1° La loi fait dans plusieurs de ses articles allusion aux usages locaux.

Nous ne voulons pas ici étudier un à un tous ces usages et dégager leur valeur respective. Mais, nous avons, toutefois, voulu faire apparaître le fait que le législateur turc semble attacher une importance spéciale à leur existence. C'est au tribunal qu'il appartiendra de fixer l'usage. Pourtant, il ne faudrait pas que le principe de la neutralité du juge en matière civile soit atteint. Il faudrait que les parties au procès apportent la preuve de l'existence de l'usage (33). Cette preuve sera faite quand la partie qui en a la charge aura fait état de l'enregistrement dudit usage auprès de la Chambre de Commerce locale. Faute d'un tel enregistrement, le juge pourra librement apprécier les divers faits et décider en conséquence.

Parmi ces articles faisant appel aux usages locaux nous nous bornerons à en citer deux qui figurent dans la section relative aux dispositions concernant l'assurance

(33) La Cour de Cassation turque apporte une solution opposée. Elle décide que le tribunal doit faire les investigations nécessaires pour s'assurer de l'existence de l'usage. (V. arrêt de la 3^e Ch. civ. du 3 juin 1929, cité dans notre ouvrage B. N. Esen, « Le contrat de vente d'après le Code des Obligations turc », publication de la Faculté de droit d'Istanbul, 1935, p. 57.) Il convient de remarquer toutefois que l'arrêt en question se trouve isolé.

des choses. Ce sont les articles 959 et 962, dont le premier se rapporte au commencement de la responsabilité de l'assureur et le second au mode de paiement de la prime (34).

20. — 2° Un second trait se rapporte à la méthode suivie dans la confection d'œuvres législatives. Nous avons eu plus haut l'occasion de rappeler que l'un des traits caractéristiques de l'apparition des assurances en Turquie était la simultanéité des différentes branches (v. *supra*, n° 14). De même trouvons-nous ici un fait analogue : dans les autres pays, le développement des diverses branches d'assurances incitèrent les législateurs à leur donner une réglementation spéciale. Les faits s'imposèrent et on a dû faire plutôt œuvre de constatation que d'innovation et de création. C'est tout à fait le contraire qui se produisit en Turquie. Son législateur fit, en matière d'assurances, œuvre de création et non de constatation. Il réglementa les branches d'assurances avant qu'elles soient engagées dans une voie précise

(34) NOTE IMPORTANTE : Il existe trois différentes traductions de la loi turque sur les assurances. Une qui est due à M. Rizzo, dans la collection de la Législation de la République turque et une autre, de M. Manasse. Toutes les deux se trouvent dans des traductions entières du Code de Commerce turc. Une troisième traduction a été publiée dans la *Revue Générale des Assurances Terrestres*, de M. le professeur Maurice Picard (1930, p. 225). Cette dernière, communiquée par le Comité général des assurances, est la plus médiocre. En plus, elle contient une erreur dans le numérotage des articles. Ce qui fait que dans tous les ouvrages des dernières années consacrés à des études comparatives et se référant à cette traduction anonyme on rencontre les mêmes erreurs. Nous croyons par suite utile de signaler ici, tout au moins, l'erreur afférente aux numéros d'articles. La rectification doit être faite comme suit : l'article 930 de la traduction correspond à l'article 932 du texte original. L'erreur se trouve réduite en partie à l'article 975 de la traduction, qui équivaut à l'article 976 de l'original. Enfin, l'erreur disparaît totalement à l'article 989. De 930 à 975 de la traduction, il faut donc compter en ajoutant deux et de 976 à 987 en ajoutant un à chaque numéro d'article.

d'évolution. Il n'y avait en effet, que l'assurance contre l'incendie, l'assurance sur la vie et l'assurance-transport qui étaient pratiquées. Mais le législateur a cru devoir réglementer à côté de celles-là, aussi bien l'assurance des choses en général que l'assurance contre les accidents, l'assurance agricole et l'assurance contre le vol. Et pourtant, ces assurances n'étaient pas du tout appliquées en Turquie au moment de la promulgation de la loi. Même à l'heure présente, des branches telles que celle des assurances agricoles n'occupent aucune place dans les chiffres fournis par les statistiques. Ce qui explique le grand effort que fait le gouvernement turc en procédant à des enquêtes spéciales sur les assurances agricoles depuis un certain temps.

Le législateur turc aurait-il voulu par là s'attribuer un pouvoir sybillin ? Certes non. Et, qu'est-ce alors ce phénomène qui paraît être singulier en lui-même ? C'est à notre avis, un phénomène beaucoup plus général qu'on ne serait tenté de croire. C'est une manifestation du nouvel état d'esprit d'après-guerre. Le droit veut devancer les faits. C'est la crainte d'une surprise malencontreuse. Mais il est tout aussi vrai que les faits se font attendre et on ne pourrait, sans risquer de tomber dans l'arbitraire, prédire la durée de cette attente. Il est un point certain que le droit, si immobile qu'on veuille le rendre, subit l'évolution inévitable du monde extérieur, de la vie réelle dont il est, suivant l'expression du doyen Géný, un élément intégrant. Nous ne voulons pas dire que les faits doivent fatalement dominer le droit. Mais il ne faut pas non plus que la loi ait la prétention de s'imposer aux faits.

La mode d'élaborer des lois dans le genre d'ouvrages doctrinaux à caractère plus ou moins rigide et par suite

peu malléable a été lancée par les rédacteurs du B.G.B. Depuis, la contagion sévit. Le législateur turc fut-il lui aussi une des victimes ? Nous ne le pensons pas. D'abord, parce que le droit civil turc a été plutôt inspiré du droit suisse et pour qu'une intelligence existe entre les différents codes qui ont été promulgués en Turquie il fallait avoir constamment le souci de la cohérence. Ensuite, parce que nous croyons que le législateur a voulu ouvrir une voie de développement aux branches d'assurances non développées. Quant au premier motif que nous donnons, on pourrait objecter que le Code de Commerce et la législation civile ne peuvent être en parfait accord, vu que leur préparation respective ne coïncident pas dans le temps. Cela peut être vrai, mais rien que pour les contrats qui se trouvent à la fois régis par le Code de Commerce et le Code des Obligations. Or, tel n'est pas le cas pour les assurances qui ne sont réglementées que par le Code de Commerce.

Nous pouvons donc dire en fin de compte que le but du législateur turc fut celui de donner des cadres légaux à plusieurs branches afin de permettre leur développement. Même en France où pourtant la presque totalité des règles étaient déjà consacrées par la jurisprudence, le législateur n'a pas hésité à étendre le champ d'activité de certaines assurances peu développées (35). Malgré cette ressemblance il faut aussi convenir que la méthode suivie par le législateur turc n'est pas celle que l'on rencontre ailleurs. Dans les autres pays la vie attend la loi. En Turquie, du moins pour les assurances, c'est la loi qui attend la vie. Les moules creusés et préparés d'avance attendent les événements futurs susceptibles de les

(35) Exposé des motifs (Hémard). « Documents parlementaires », 1925, Annexe 1544, p. 637.

remplir. Ce sont là des cadres hypothétiques. Cette prévision est peut-être sage ; mais, elle n'est pas moins condamnable. Car les faits dénoncent souvent le droit formulé dans les lois écrites. Ce fut d'ailleurs le cas en Turquie où des lois postérieures vinrent constamment modifier les dispositions du code sans même le stipuler expressément.

21. — 3° La loi est uniquement œuvre législative. Elle était préparée, ainsi que nous l'avons relaté plus haut, par une commission extra-parlementaire. Or, cette commission a dû tenir compte aussi de certaines solutions jurisprudentielles. Mais, en matière d'assurance, cette jurisprudence faisant défaut, elle n'a pu consacrer aucune règle. C'est là une des particularités qui caractérisent la loi turque : œuvre purement législative.

Voilà les trois traits se rattachant à une vue d'ensemble de la loi : consécration de certains usages locaux, œuvre de création, d'ailleurs précoce, et enfin, caractère purement législatif, donc œuvre uniquement constructive.

22. — Après avoir ainsi donné une idée d'ensemble sur la loi de 1926, nous pouvons poursuivre la marche de l'évolution parcourue par les assurances depuis sa promulgation. Cette évolution s'est poursuivie sous l'impulsion et la dépendance de deux facteurs : d'une part, le régime de contrôle ; et d'autre part, l'augmentation du chiffre d'affaires de l'industrie d'assurance.

23. — La nécessité d'un contrôle était apparue déjà sous la Monarchie. Dès 1905, une intervention du législateur avait été souhaitée. Les compagnies étrangères ne présentaient aucune garantie. Le fait s'était révélé parti-

culièrement fâcheux en ce qui concerne les compagnies d'assurances. Les agents des compagnies qui traitaient avec les tiers signaient les polices et faisaient des encaissements, mais déclaraient n'avoir pas le droit de représenter la Société en justice. En effet, la Société leur donnait des pouvoirs limités. Des juristes avertis n'hésitaient pas à dire que ces sociétés « tiennent une conduite qui blesse les intérêts de la justice et de la morale et qui est préjudiciable aux intérêts du public confiant » (36).

Bientôt, le gouvernement se sentit obligé d'établir le règlement du 12 mars 1906 (v. *supra*, n° 13) d'après lequel le contrôle devait être appliqué par le Ministère de commerce.

Les choses en sont restées là jusqu'à ce que le gouvernement républicain ait mis sur pied de nouveaux textes. Ces derniers datent de 1927. Une loi intitulée « Loi sur l'inspection et le contrôle des sociétés d'assurances » fut promulguée le 25 juin 1927 (37). L'article premier de la loi exige un permis et l'enregistrement. Il énumère aussi d'une manière limitative les personnes pouvant se livrer à l'industrie d'assurance. Ce sont les institutions officielles, les sociétés anonymes, les sociétés d'assurances mutuelles et toutes espèces de sociétés dont le capital est entièrement divisé en actions. Certains auteurs prétendent que les sociétés étrangères à responsabilité limitée peuvent aussi exercer le commerce des assurances. Ils ajoutent à l'appui de cette opinion que le Code de Commerce turc qui interdit aux « Limiteds », dans son

(36) E. R. Salem, « Communication faite au congrès international de droit comparé sur la condition légale des sociétés étrangères en Turquie » (Procès-verbaux, T. I, p. 584), Paris, 1905.

(37) R. G. (*Revue Générale des Assurances Terrestres*), 1930, p. 450. V. la même traduction dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 1927, p. 454.

article 504, la pratique des opérations d'assurance ne visent que les sociétés nationales. Les sociétés étrangères de cette espèce, disent-ils, pourraient par suite faire les dites opérations (38). Ce raisonnement ne nous semble pas exact. D'abord, le code ne fait pas de distinction et partant, il n'y a pas de raison pour que les sociétés limitées étrangères soient traitées plus avantageusement que les sociétés turques. Ensuite la loi du 25 juin 1927 sur le contrôle, loi d'ordre public, ne spécifie pas ces sociétés parmi celles qui, d'après elles, peuvent se livrer aux opérations d'assurances. Du reste, ces auteurs eux-mêmes notent que ces sociétés étrangères doivent posséder aux termes de la loi du contrôle un capital entièrement divisé en actions. Or, une telle entreprise ne saurait plus être considérée comme une société limitée qui, d'après l'article 50 du code turc, ne peut avoir un capital divisé en actions.

Le permis doit être obtenu du Ministère de Commerce. Pour que la compagnie puisse l'obtenir il faut, d'après l'article 2, alinéa 5, qu'elle fournisse un acte d'engagement par lequel elle déclare se soumettre aux dispositions des tarifs approuvés par le Ministère ou avoir adopté ou encore s'engager à appliquer un tarif inférieur. Cette disposition n'est pas applicable aux sociétés mutuelles (article 20). Aux termes de l'article 15, alinéa 5, le Ministère de commerce nommera des commissaires permanents chargés de vérifier et de contrôler si le tarif des primes approuvé par lui est observé ou non. Les rémunérations de ces commissaires sont payées par les sociétés.

L'enregistrement de la compagnie se fait auprès du

(38) E. Hirsch, Cours professé à la Faculté d'Istanbul (Doctorat), 1935-1936, p. 6.

tribunal intéressé, c'est-à-dire, du tribunal de commerce du lieu où s'en trouve le siège. Il faut en outre que cet enregistrement soit constaté par certaines publications légales.

Suivant l'article 9 de la loi, les sociétés d'assurances devront fournir au Gouvernement deux sortes de cautionnements : l'un fixe et l'autre variable. Ces cautionnements servent à garantir l'exécution de leurs engagements envers les personnes assurées. L'article 10, de son côté, prescrit que les sommes constituant les cautionnements aussi bien fixes que variables devront être utilisés comme suit :

a) achat d'immeubles en Turquie ;

b) prêts hypothécaires, à la condition qu'ils ne dépassent 50 % de la valeur réelle de l'immeuble ;

c) dépôts en espèces ;

d) rentes d'Etat et actions et obligations des sociétés anonymes turques au cours de la bourse à la date du dépôt.

Les compagnies ne se soumettant pas à ces trois obligations d'obtenir le permis, d'enregistrement et de cautionnement, ne peuvent valablement opérer dans le pays. Du reste, l'article 18 de la loi sur le contrôle ne manque pas de constater qu'on ne peut s'assurer qu'auprès des compagnies ayant le droit d'opérer en Turquie. Il n'y a d'exception que pour les assurances de transports en pays étranger et les assurances sur la vie. Le texte ajoute aussi que ceux qui auront agi contrairement à cette disposition, de même que les intéressés au contrat,

seront condamnés à des peines pécuniaires et le contrat lui-même sera nul et non avenu.

24. — Le gouvernement turc n'a pas jugé suffisant le régime de contrôle ainsi établi. Il élaborà un projet visant son habilitation par la Grande Assemblée Nationale, aux fins de créer une Caisse de réassurance. En fait, une loi additionnelle à la loi sur le contrôle des sociétés d'assurances fut mise sur pied le 20 juillet 1927, dont l'article premier était ainsi conçu : « Le Conseil des ministres est autorisé à obliger les sociétés d'assurances opérant en Turquie à réassurer, totalement ou partiellement, leur excédent, au delà des limites qu'elles peuvent conserver chez elles en proportion de leurs capitaux et de leurs fonds de réserve, d'après les tables approuvées par le gouvernement, sur les sommes assurées dans toutes espèces d'assurances conclues en Turquie » (39). A cette loi succéda une autre du 1^{er} août 1927 qui autorisait le gouvernement à monopoliser totalement ou partiellement la réassurance des parties des sommes assurées dans toutes sortes d'assurances conclues par toutes les sociétés d'assurances nationales ou étrangères se livrant aux opérations d'assurances dans la République turque qui doivent être réassurées d'après la loi y relative. L'article premier de la loi ajoutait que le gouvernement pouvait en outre instituer à cet effet une Caisse de réassurance.

Usant de l'autorisation qui lui a été accordée, le gouvernement créa la Réassurance nationale. L'idée de cette création avait sans doute été inspirée de l'expérience italienne et même du projet français de 1925 qui

(39) R. G., 1930, p. 457. *Ann. de légis. étrang.*, 1927, p. 453.

n'a pu aboutir. Les compagnies, aussi bien turques qu'étrangères, opérant en Turquie sont obligées de réassurer les 50 % des affaires qu'elles y traitent directement. Ainsi, la réassurance se trouve confiée depuis 1927 à un établissement de monopole. En pratique la Caisse s'occupe aussi du règlement des sinistres par l'intermédiaire d'un Bureau d'expertise qu'elle a créé. Elle surveille donc, d'une part, l'application des tarifs et, d'autre part, le règlement des sinistres. Elle s'occupe aussi des doléances que les assurés ont à formuler à l'encontre des sociétés avec lesquelles ils ont contracté.

Voilà en quelques mots le régime de contrôle turc dans ses grandes lignes. Il va bientôt subir de nouvelles modifications qui auront pour but la réalisation d'un contrôle plus effectif et qui porteront spécialement sur la question des réserves, sur les moyens de les empêcher de quitter le pays.

25. — Le régime de contrôle ne fut pas l'unique facteur qui eût influé sur le développement des assurances. La politique des compagnies elles-mêmes, leur nombre, leur chiffre d'affaires furent aussi un élément important dans l'évolution. Rien à ce sujet ne peut être aussi significatif et éloquent que des chiffres. Les statistiques ne deviennent régulières qu'à partir de 1934. Jusqu'en 1925 toutes les sociétés d'assurances fonctionnant en Turquie étaient des compagnies étrangères. Elles avaient créé des filiales : l'Assicurazioni Generali, la compagnie « Istanbul umum anonim sigorta sirketi », l'Union de Paris, la « Ittihadî millî türk sigorta sirketi », la Reuniona Adriatica, la « Sark sigorta anonim sirketi », la Compagnie d'assurance générale la « Bozkurt Türkiye

umum sigorta sirketi », le Phénix de Vienne la « Türkiye Millî sigorta sirketi ».

En 1925 on assiste pour la première fois à la fondation d'une société avec le concours de capitaux turcs : la Société anonyme d'assurances Anadolu, créée par la Banque d'affaires de Turquie et la compagnie l'Union.

D'après les chiffres fournis en 1933 il existait en Turquie quarante-six compagnies turques et étrangères et une société nationale de réassurance (40). A la fin de l'année 1934 il y avait sept compagnies nationales et cinquante compagnies étrangères qui fonctionnaient (41).

La branche la plus développée reste toujours la branche incendie. La majeure partie des primes, soit environ 74 %, est fournie par celle-ci. Mais cette proportion embrasse aussi l'incendie des voitures automobiles qui constitue même les 45,76 % du total des primes.

Dans l'ordre des revenus des primes, le second rang est occupé par les assurances collectives contre les accidents de travail dont la proportion des primes atteint 33,33 %. Plusieurs branches inconnues firent leur apparition. La dernière en date est celle des assurances contre les risques aériens dont les premiers renseignements sont fournis en 1934.

Voici les chiffres officiels concernant les principales branches (42) :

(40) 10 ans de République. Ankara, 1933, p. 102.

(41) L'assurance en Turquie en 1934. Rapport N° 15151 communiqué par la Chambre de commerce et d'industrie d'Istanbul.

(42) D'après les documents communiqués par le Ministère de l'Economie Nationale de la République Turque. Les chiffres que nous donnons correspondent à la moyenne quinquennale (1930-1934) pour chaque branche. Pour les calculs en francs, nous avons pris le cours d'avant la dévaluation, à savoir : 1 Ltq. = 12 francs.

Branches	Produit net	Sinistres réglés
Transport	7.706.850 fr. 36	3.125.396 fr. 64
Incendie	34.516.668 fr.	13.144.332 fr.
(37,69 % du produit net ont été réalisés par les compagnies turques et 35,66 % des sinistres réglés par elles).		
Accident	1.047.636 fr.	363.384 fr.

Pour l'assurance-vie nous possédons des chiffres plus récents. Ils résument la situation à la fin de l'année 1935. Les compagnies le « Phénix de Vienne » et la « Nationale Turque » fondée en 1917 et relevant de cette dernière ne sont pas comprises dans les calculs.

	Capitaux versés	Réserves math.	Avanc. s. police
C ^{ies} turques	72.527.723,16	22.086.225,96	2.601.891
C ^{ies} étrang.	187.623.710,64	62.408.071,56	10.385.676,96

Le capital moyen échouant à chaque police est pour les compagnies turques de 15.948 francs et pour les compagnies étrangères de 16.752 francs .

Beaucoup de problèmes se sont posés récemment pour les assureurs sur la vie. Le problème capital est celui d'initier les masses paysannes, qui forment le principal élément de la population, aux assurances sur la vie (43). En 1933 le pourcentage pour cette partie de la population se chiffrait à 1,80 %. En 1934 le même pourcentage s'est abaissé à 0,61 % du nombre total des assurés sur la vie. Les causes de cet abaissement doivent être cherchées

(43) Voir Rapport précité.

dans la maladresse que les compagnies ont commise dans leur politique.

Mais dans leur ensemble les assurances sur la vie se sont développées avec un rythme extraordinaire et leur développement se produisit surtout à partir de 1934, date à laquelle nous assistons à l'application intense des assurances collectives en Turquie. Il s'en est fallu de peu pour que cette évolution reçût un coup fatal avec la faillite du Phénix de Vienne. Ce fait aurait pu enlever tout le sentiment de confiance que le peuple manifestait aux sociétés. Fort heureusement la Caisse nationale de Réassurance a pris des mesures pour le maintien des contrats passés auprès du Phénix : elle a remboursé les réserves mathématiques des primes payées à ce dernier, à d'autres sociétés opérant en Turquie qui avaient consenti à prendre le contrat à leur charge. Ainsi, les réserves leur étant fournies, ces compagnies n'ont vu aucun inconvénient à ce que les contrats leur soient cédés.

De 1930 à 1934, pendant une période qui s'étend sur cinq années, les compagnies d'assurances ont réalisé un encaissement de primes s'élevant à 46.812.779 fr. 88 et elles ont versé 16.972.814 fr. 88 pour le règlement des sinistres survenus dans la même période.

A la fin de 1936 il existait en Turquie 32 sociétés étrangères d'assurance sur la vie réparties de la façon suivante :

8 sociétés allemandes ;

3 sociétés anglaises ;

1 société autrichienne (Le Phénix de Vienne a
disparu au courant de l'année).

1 société espagnole ;

11 sociétés françaises (La Compagnie d'Assurance générale transport a débuté en 1935).

4 sociétés italiennes ;

4 sociétés suisses.

Depuis le début de 1934, la société bulgare le Balkan, qui avait jusqu'à cette époque fonctionné en Turquie, a cessé son activité. D'autre part, une autre compagnie fondée avec des capitaux bulgares, la « Itimadi Milli Türk sigorta sirketi » s'est transformée en une société nationale le « Güven » à la suite de l'acquisition de l'intégralité de ses actions par la Sümer Bank. De même, dès 1936 la compagnie Anadolu devint une société purement turque, la Banque d'affaires de Turquie ayant acheté toutes les actions se trouvant entre les mains de l'Union.

26. — La situation générale des compagnies d'assurances au cours de ces dernières années a été assez satisfaisante. La Oesterreichische Revue « Organ für Versicherung und Volkswirtschaft » écrivait dans son numéro du 11 novembre 1935 que « d'une façon générale, malgré le mauvais état des conditions économiques, la situation financière de l'assurance turque est solide. » En effet, tandis que pendant les années 1934 et 1935 les compagnies du sud-est de l'Europe se sont trouvées en face des bilans dont le passif dépassait l'actif, les compagnies turques réalisaient toujours un petit bénéfice et la proportion du passif, y compris les impôts et taxes, n'atteignait que 41,2 et 40,9 %. Cette situation est due à l'intervention de l'Etat. C'est grâce aux différentes mesures protectrices et à l'efficacité du contrôle qu'il a

exercé que les compagnies turques ont pu résister pendant la période de malaise.

27. — Malgré le développement sensible des différentes branches depuis la République, il est incontestable qu'il reste encore beaucoup à faire. La tâche incomberait aux compagnies mêmes, mais l'initiative leur manque. Ce sont elles qui maintenant sont, en quelque manière, devenues fatalistes. Elles devraient étudier les conditions sociales et économiques du pays et diriger leur activité conformément aux exigences du milieu. Le mouvement doit venir d'elles. Mais, le fait est qu'elles n'ont pas fait grand'chose jusqu'à présent. Contentons-nous de fournir un exemple saisissant à cet égard : le nombre des bestiaux qui étaient de 25.201.000 (44) en 1931 est monté à 30.840.349 en 1934 (45) ; l'importance de ces chiffres suffit à indiquer la nécessité du développement de la branche des assurances contre les maladies et la mortalité du bétail. Il faudra, craignons-nous, une intervention, obligeant les masses paysannes à contracter de telles assurances ; ou encore, l'Etat se verra dans l'obligation d'organiser cette branche sous forme d'un service public ou bien de fonder des compagnies dont la majorité des capitaux serait fournie par les fonds publics.

28. — Concluons donc en disant que les compagnies ne se montrent pas suffisamment actives, et ceci, parce que elles ne suivent pas de près les facteurs qui influent directement autant qu'indirectement sur les conditions économiques et sociales de la Turquie.

(44) « Annuaire statistique international », Genève, 1931-1932, p. 76.

(45) « La Turquie contemporaine », Ankara, 1935. Voir la carte à la page 77.

29. — D'une façon générale, l'atome autour duquel évoluent les assurances est la loi de 1926. Mais avant d'étudier les traits particuliers que présentent dans la formation, les effets et l'extinction du contrat, il conviendrait de dégager les principes directeurs qui l'ont guidé. L'étude de ces derniers formera précisément l'objet de notre premier chapitre.

CHAPITRE PREMIER

Les Principes Directeurs

LES PRINCIPES DIRECTEURS

30. — Nous avons eu plus haut (voir *supra* n° 21) l'occasion de souligner que la loi de 1926 était une œuvre purement législative. Mais, il convient aussi d'examiner si dans cette œuvre le législateur a su discipliner d'une manière méthodique le contrat d'assurance.

Dès la fin du siècle dernier la doctrine avait commencé à souhaiter que le législateur de l'avenir consacre des chapitres distincts sur les entreprises d'assurances, sur le risque et sur la prime (1). Les auteurs se basaient ainsi sur les éléments essentiels du contrat d'assurance.

Parmi les lois sur le contrat d'assurance qui ont été promulguées depuis plus de trente-cinq ans il n'y en a qu'une seule qui se soit conformée d'une façon parfaite aux suggestions de la doctrine : la loi roumaine du 4 juillet 1930 (2). Les autres lois ne s'attachent pas moins aux vœux formulés par les auteurs. Mais elles s'allient plutôt quant à leur fond. Tandis que la loi roumaine, à la différence des autres, respecte aussi la forme et se divise en des chapitres qui s'intitulent les sociétés d'assurances, les risques, la prime, etc... ; les autres lois étrangères, à l'exception de la loi soviétique, contiennent une première partie consacrant des dispositions générales. Pour le reste, on peut dire qu'elles ont toutes à peu près la même

(1) Vivante, « Traité théorique et pratique des assurances maritimes ». Trad. Yseux, Paris, 1898, p. XXIX ; Vivante, « Traité de droit commercial ». Trad. Escarra, t. IV, Paris, 1912, p. 456.

(2) V. R. G., 1931, p. 219.

structure. Elles parlent d'abord de la formation du contrat d'assurance et ensuite des obligations de l'assuré et de l'assureur. Il n'y a que la loi tchécoslovaque du 3 juillet 1934 qui n'ait pas prévu des dispositions précises concernant la formation du contrat.

Donc, dans la plupart des lois étrangères le plan suivi est le même : dispositions générales, formation du contrat, obligations des parties et réglementation spéciale visant les différentes branches d'assurance.

31. — La loi turque présente une structure qui n'est ni celle qu'avait souhaitée la doctrine, ni celle qu'ont consacrée les lois des autres pays. Elle débute par des dispositions générales qui se trouvent incorporées dans deux articles dont l'un contient une définition du contrat d'assurance et l'autre un ordre hiérarchique des dispositions applicables aux différends pouvant surgir du contrat. Cette première section est suivie d'une seconde qui s'intitule : « Des dispositions concernant l'assurance des biens » et qui, à notre avis, forme la clé de voûte de l'édifice. On trouve ensuite diverses réglementations relatives aux assurances contre l'incendie, aux assurances de transport par terre et par les eaux autres que la mer, aux assurances sur la vie, contre les accidents, aux assurances agricoles, contre le vol et enfin une section portant le nom de la prescription.

L'armature principale de la loi réside, comme nous venons de le dire, dans la partie concernant l'assurance des biens. Dans cette section II qui ne contient pas moins de quarante-deux articles, la loi règle les questions les plus importantes. Elle commence par énumérer les personnes qui peuvent assurer. Elle parle ensuite des risques, à l'occasion desquels elle traite aussi des sous-

assurances, surassurances et double-assurances. Puis elle s'occupe des obligations des parties et de la formation du contrat. Après quoi elle édicte des dispositions concernant la prime. Entre temps elle fait allusion au cas de faillite des parties et au cas du changement de la propriété de la chose assurée. Puis elle revient sur la question des obligations des contractants. Enfin elle termine cette section par une nouvelle disposition relative à la prime.

Il n'est nullement besoin de faire remarquer que la loi turque n'a pas suivi en cette matière la voie indiquée par la doctrine et s'est en plus écartée de la majorité des législations étrangères.

Malgré l'existence apparente du titre des dispositions générales, pratiquement, celles-là se trouvent dispersées çà et là dans la loi. Il serait évidemment beaucoup plus logique de les grouper et de les placer sous le titre qui y figure déjà. Du reste, nous ne sommes pas les seuls à déplorer cette absence de systématisation ; d'autres auteurs ont aussi exprimé leur regret à cet égard (3).

32. — Un autre point, beaucoup plus important que celui que nous venons de signaler, attire l'attention. C'est que la loi ne semble pas s'inquiéter de distinguer nettement l'assurance des choses et l'assurance des personnes. On s'aperçoit que la méthode qu'elle poursuit n'est pas tellement cohérente. Il conviendrait, en effet, d'incorporer les sections qui se rapportent aux assurances agricoles et aux assurances contre le vol parmi celles figurant dans la partie qui traite de l'assurance des biens. De même qu'il serait plus rationnel de réglementer les assurances contre les accidents dans la partie destinée aux assurances de personnes. On aurait pu avoir ainsi

(3) V. Hirsch, « Cours », p. 22.

les deux groupes d'une façon bien définie. La loi suisse du 2 avril 1908 et la loi française du 13 juillet 1930 nous fournissent à cet égard deux exemples dignes d'être suivis (4). Toutes les législations, sauf celle des Soviets, ont adopté la même division des assurances en assurances de choses et de personnes. L'intérêt que peut avoir pareille conception est évident, étant donné que seules forment des contrats d'indemnité les assurances des choses. Le principe indemnitaire n'a pas à intervenir dans les assurances de personnes où il s'agit de paiement d'un capital.

33. — Le manque d'un plan rationnel est un défaut plus qu'une particularité à retenir. Aussi, n'allons-nous pas nous appesantir longuement là-dessus. Nous ne retiendrons que trois points essentiels qui frappent l'attention dans l'étude de la loi. Ce sont successivement la question de la définition légale du contrat, celle de la liberté contractuelle et enfin le problème de l'interdiction des clauses non favorables à l'assuré ou, d'une manière plus générale, celui de la protection de l'assuré. L'étude de ces trois points nous fournit le plan que nous nous proposons de suivre dans le présent chapitre. Chacun en fera l'objet d'une section à part.

(4) M. Capitant estime que c'est la meilleure méthode que celle de diviser la loi en trois parties : 1° Dispositions générales ; 2° Assurance des choses ; 3° Assurance des personnes. Voir « Comparaison du projet de loi relatif au contrat d'assurance avec le projet allemand et le projet suisse ». Paris, 1906, p. 6.

SECTION I

LA DÉFINITION LÉGALE

34. — Le problème de la définition du contrat d'assurance ne manque pas de préoccuper la doctrine. Beaucoup d'auteurs, parmi ceux qui ont une autorité indiscutable, condamnent les définitions légales. Définir, disent-ils, c'est plutôt l'œuvre de la doctrine et non celle du législateur (5). Et l'exposé des motifs de la loi de 1930 ajoute : « fixer la notion de l'assurance doit rester la tâche de la doctrine » (6). D'autres vont plus loin et prétendent que définir ne rentre pas dans la fonction du législateur et que les définitions formulées par lui sont périlleuses (7). La raison principale qu'ils donnent, c'est que des formules toutes faites et rigides pourraient empêcher le développement de l'institution dont on fournit la définition.

Il existe à côté de ceux-là un autre groupe de juristes qui, au contraire, voudraient que le législateur définisse le contrat (8). Vue sous cet angle, la question ne saurait dépasser les bornes d'une discussion purement théorique. Il nous semble qu'il vaudrait mieux l'étudier d'un point de vue différent. Il suffirait à cet effet de rectifier l'énoncé du problème qui est, à notre avis, mal posé par la doctrine.

(5) Van Eeckhout, « Le droit des assurances terrestres », 2^e éd., Bruxelles et Paris, 1933, p. 63.

(6) « Exposé des Motifs » (Hémard), *Documents Parlementaires*, 1925, Annexe 1544, p. 637.

(7) Capitant, « Préface au Code des Obligations de la République de Pologne ». Trad. Sieczkowski, Wasilkowski et Mazeaud, Paris, 1935, p. VIII.

(8) Lefort, « Le contrat d'assurance sur la vie, sa définition » ; *Revue Générale du droit*, 1918, p. 103.

Quel peut être l'intérêt de formuler une définition du contrat d'assurance ? Serait-il juste que le législateur en donne une ?

35. — L'intérêt que peut présenter une définition du contrat d'assurance serait d'abord celui de le distinguer des autres contrats similaires. Mais il est évident qu'à l'heure actuelle, aucune confusion n'est possible. Toutes les lois relatives au contrat d'assurance, qu'elles contiennent ou non une définition, règlent plus ou moins minutieusement les cas d'existence du contrat ; elles consacrent toutes des dispositions sur les conditions d'existence des risques, sur l'intérêt, etc. Le fait que l'industrie d'assurance ne peut être pratiquée que par des entreprises spécialisées, par des sociétés constituées à cet effet, empêche le contrat de revêtir une forme qui pourrait prêter à des confusions. Une technique spéciale qu'il faut observer dans sa pratique le distingue suffisamment des autres contrats.

L'intérêt peut résider ensuite dans l'énumération des divers éléments du contrat qui serviraient à fixer les effets qui en résultent. Or, il est naturel que le législateur ne pourrait se contenter de rester là. Les effets du contrat ne sauraient être énoncés sous forme de principes généraux, et il faudrait les fixer dans les détails.

Il semble donc qu'une définition formulée par la loi ne présente pas un réel intérêt. Elle ne peut correspondre qu'au désir de donner un aspect dogmatique à son œuvre chez le législateur.

Quant à la question de savoir s'il serait juste que la loi donne une définition du contrat, celle-ci dépend de plusieurs facteurs. Il s'agirait d'abord, de déterminer l'utilité que présenterait une telle définition. Il faudrait

ensuite qu'elle embrasse tout le domaine des assurances et qu'elle soit d'une parfaite exactitude.

36. — Nous venons de montrer que la définition légale n'est pas nécessaire, car elle n'offre pas un réel intérêt. Mais, ceci ne veut pas dire qu'elle n'est d'aucune utilité. Elle peut en effet être utile si la doctrine n'en a pas formulé une, s'il y a défaillance de sa part. Et en fait, on était parti de la définition légale à l'époque où la doctrine ne s'en était pas encore occupée d'une façon sérieuse. LE GUIDON DE LA MER en donne une dès son article premier et PARDESSUS fait remarquer que cette définition du contrat d'assurance se trouve dans toutes les lois en vigueur à la fin du ^{xvii}^e siècle (9). Ceci était, à l'époque, parfaitement compréhensible ; car les tribunaux se trouvaient bien obligés de résoudre d'abord la question de la qualification du contrat pour appliquer ensuite les règles qui le concernaient. L'habitude de formuler une définition légale persista dans la plupart des pays. De sorte qu'aujourd'hui encore le Code hollandais (art. 246), le Code italien (art. 417), le Code hongrois (art. 403), le Code chilien (art. 512), le Code civil espagnol (art. 1791), le Code argentin (art. 492), le Code bulgare de 1897 (art. 476), la Loi belge (art. 1^{er}), etc... lui consacrent tous une définition.

37. — En Turquie, la loi additionnelle à l'ancien Code de commerce terrestre et relative aux opérations d'assurance (voir *supra* n° 12) avait tenu à formuler une définition dans son article premier ainsi conçu : « L'opération d'assurance consiste à garantir l'endommagement

(9) Pardessus, « Collection des lois maritimes », 6 vol. Paris, 1828-1845, t. II, p. 377, en note,

et la perte résultant de tous dangers et risques des biens meubles et immeubles moyennant une rémunération. » La loi de 1926, dans son article 932 définit le contrat d'assurance comme suit : « L'assurance est un contrat par lequel celui qui assure prend à sa charge, moyennant une prime, d'indemniser quelqu'un des pertes et des dommages qu'il éprouverait par suite de cas extraordinaires ou de force majeure déterminés, ou de payer une somme d'argent d'après la durée de la vie ou à la survenance de certains événements de la vie d'une ou de plusieurs personnes. »

Cette définition, assez longue, vise aussi bien les assurances des choses que les assurances de personnes. Elle marque la différence essentielle qui les sépare et elle est, sans doute, mieux conçue que celles qui figurent dans d'autres lois qui, en général, se contentent de définir seulement l'assurance des choses (Code néerlandais) ou, qui se voient obligées d'en donner une pour les assurances des choses et une autre pour les assurances de personnes (Code bulgare).

Les travaux préparatoires n'étant pas connus on ne peut au juste savoir les motifs qui ont poussés le législateur turc à définir le contrat d'assurance. Mais, nous croyons pouvoir en donner deux qui, sûrement, furent décisifs. Le premier, c'est que les lois régissant la vie juridique antérieurement aux grandes réformes législatives de la période républicaine, en particulier le Medjellé, formulaient des définitions pour les contrats qu'ils traitaient. La doctrine et la jurisprudence religieuses, qui seules comptaient à l'époque de l'Empire avaient dans un souci de méthode, toujours tenu à les définir. C'était pour elles une méthode qui était devenue

classique. Or, le projet du nouveau Code de commerce, auquel se trouve incorporé le chapitre relatif aux assurances, avait été préparé par une commission extra-parlementaire composée de juristes imbus de ladite tradition. En effet, sur les onze contrats spéciaux régis par le code il y en a huit qui ont reçu une définition. Le second motif c'est que la loi fut votée sans discussion à la Grande assemblée Nationale. L'œuvre à réaliser devait être mise sur pied dans le plus bref délai possible. Faute de discussion, le projet fut adopté dans son intégralité et la loi conserva le cachet de l'état d'esprit de la commission qui l'avait élaborée. Cette commission avait, sans doute, voulu faire œuvre de doctrine ; elle voulait que son projet soit non seulement pratique, mais aussi scientifique.

Ainsi que nous venons de le dire, une définition légale peut être utile quand il s'agit de fournir à la doctrine un point de départ, un essor. Considérée de ce point de vue on ne saurait nier l'importance de la définition que nous offre la loi turque. Mais, reste à savoir si cette définition est bonne. Elle semble avoir pris en considération les éléments essentiels de l'assurance, à savoir : la prime, l'intérêt, le risque. D'autre part, elle fait allusion au principe indemnitaire pour les assurances de choses et parle de versement d'un capital dans les assurances de personnes.

38. — Plusieurs questions peuvent se poser à propos de divers éléments que nous venons de signaler et qui ont pour la plupart reçu une solution dans la loi. Celles qui sont relatives à la prime seront traitées plus haut quand nous étudierons les effets du contrat. Celles qui se rapportent à l'intérêt sont de même traitées par la loi dès

le début de la section consacrée à l'assurance des biens. Les articles 934 à 940 parlent en effet des personnes qui peuvent faire assurer un bien et les énumèrent suivant leur intérêt. Pour les assurances sur la vie, l'article 989 stipule de son côté que la vie d'une personne peut être assurée par un tiers même à son insu et sans que son consentement soit nécessaire, à condition toutefois que le tiers « ait intérêt à la prolongation de la vie de cette personne. » La loi turque exige donc un intérêt dans tous les cas. Elle se rapproche du droit anglais qui veut qu'il y ait un intérêt pécuniaire dans les assurances sur la vie. Mais l'intérêt peut être aussi d'ordre moral d'après elle et la différence qui existe entre elle et la loi du 13 juillet 1930 peut se résumer en une différence en matière de preuve. Tandis que d'après l'article 57 de la loi française l'existence de l'intérêt est présumée, d'après l'article 989 de la loi turque le preneur d'assurance devra faire la preuve de l'existence de son intérêt. On peut, dès lors, considérer le système de la loi turque comme un système intermédiaire entre les systèmes anglais et français.

La définition de la loi paraît restreindre la notion de risque aux cas extraordinaires et aux cas de force majeure déterminés dans la convention. Il ne faudrait pas s'attacher ici à la lettre de la loi et interpréter ces termes d'une manière stricte. Les expressions de cas extraordinaire et de force majeure ont toujours signifié dans le langage juridique turc des événements où la volonté humaine n'avait point à intervenir. Le législateur turc a voulu par là laisser entendre que les cas couverts par l'assurance devaient constituer des événements indépendants de la volonté des contractants. Nous pouvons à l'encontre de notre raisonnement citer un texte de la loi elle-même : l'article 941 qui dit expressément que l'assu-

rance contre un risque « provenant d'un fait du bénéficiaire ou de l'assuré, prohibé par la loi ou contraire aux bonnes mœurs » est nulle. Cette disposition consacre la règle d'après laquelle la loi ne doit pas s'opposer à l'assurance d'un risque et autorise implicitement l'assurance des fautes. Ce dernier point se trouve d'ailleurs exprimé dans l'article 953 qui correspond à l'article 12 de la loi du 13 juillet 1930 et qui est ainsi rédigé : « Sauf stipulation contraire, l'assureur répond des dommages causés par la faute de l'assuré, du bénéficiaire et de ceux dont il est légalement responsable. Cependant en aucun cas, l'assureur n'est tenu de répondre des dommages causés par le dol de l'assuré, du bénéficiaire ou, sauf clause contraire dans le contrat, des dommages provenant du vice de la chose assurée ; ». Le texte tout en autorisant l'assurance des fautes, exclut le cas de dol. Il n'est pas stipulé d'une manière explicite que les fautes intentionnelles ne peuvent être assurées. En dépit de ce silence, il est hors de doute que celles-ci restent inassurables, parce que le risque disparaîtrait totalement. C'est ici que la définition donnée par la loi devient utile. On peut en effet, en se basant sur elle, interdire l'assurance des fautes intentionnelles ; c'est-à-dire qu'on peut prétendre qu'il n'y a plus de risque et que sa réalisation n'est pas indépendante de la volonté de l'assuré.

Pour les assurances sur la vie, la question peut se poser de savoir si l'assurance du suicide est valable ou non. La loi turque a, à notre avis, le grand mérite d'observer les règles régissant la matière de risque. Elle déclare dans le premier paragraphe de son article 995 que le suicide de l'assuré libère l'assureur, et elle ajoute : « Néanmoins, l'assurance n'est pas atteinte dans son effet si le suicide se produit sous l'influence des événe-

ments supprimant la volonté et la conscience ». La loi ne consacre donc pas la clause d'incontestabilité ; elle se base sur la distinction des suicides conscients et inconscients et déclare licite seule l'assurance du suicide inconscient.

39. — On serait tenté de reprocher à la définition que nous donne la loi turque qu'elle ne prend pas en considération les éléments techniques de l'assurance. Mais, il faut aussi remarquer que ces éléments ne sont pas importants pour une loi qui ne vise que le contrat d'assurance. Ce sont, presque partout, les lois sur le contrôle et la surveillance des sociétés d'assurance qui consacrent les règles régissant les éléments techniques. Et encore en existe-t-il parmi celles-là beaucoup qui dépendent de l'organisation particulière des entreprises, de leur vie intime, des facteurs économiques qui varient constamment, etc...

Les législations sur le contrat d'assurance peuvent être divisées d'une façon générale en deux catégories : celles qui contiennent une définition du contrat et celles qui n'en parlent pas. Ces dernières, tout en ne consacrant pas une définition telle que : « le contrat d'assurance est un contrat par lequel... », se voient quand même obligées de parler des conséquences qui résultent du contrat, des effets qu'il engendre pour les parties, etc..., ce qui d'ailleurs est leur raison d'être. Quelle différence, dès lors, entre les deux espèces de législations ? A notre avis, rien qu'une simple différence de forme et de technique législative. Pour un contrat comme celui de l'assurance qui est en plein développement, en évolution constante, il est, certes, très difficile de donner une définition décisive. Mais il n'en est pas moins vrai que la définition

légale permet de nous rendre compte de l'idée que le législateur s'est faite du contrat ; elle nous donne la facilité de voir tout de suite ses principaux effets.

40. — En résumé, la définition de la loi turque n'est pas inutile. Elle servira de point de départ à la doctrine en lui fournissant un champ de discussion qui sera toujours digne d'intérêt. Elle servira beaucoup plus encore à la jurisprudence qui pourra lui avoir recours dans certains cas, comme celui de l'inassurabilité des fautes intentionnelles. Il serait donc juste et même souhaitable, dans un pays comme la Turquie où la doctrine ne s'était même pas formée à la veille de 1926, que la loi prenne l'initiative, qu'elle lui fournisse les éléments d'étude pouvant servir à son développement, voire à sa formation.

SECTION II

LA LIBERTÉ CONTRACTUELLE

41. — Le mouvement philosophique que nous appelons l'individualisme, d'une part ; le grand mouvement social marqué par la Révolution de 1789 d'autre part, firent naître entre autres l'idée et l'expression de liberté contractuelle. Pendant tout le courant du xix^e siècle on l'invoqua à toute occasion et aujourd'hui le problème a un renouveau d'actualité. Si l'on ouvre les codes les plus récents, on voit que le législateur semble encore tenir compte d'elle, mais d'un autre côté, il lui apporte aussi les plus lourdes restrictions. Il la paralyse à tel point que non seulement il impose aux contractants de se soumettre à différentes limitations au moment de la conclusion de leur accord, mais aussi il permet au juge, dans certaines conditions, de fixer le mode d'exécution du contrat, de déterminer le montant de la prestation, etc... (10).

Cette liberté n'a jamais existé d'une façon complète. L'ordre public et les bonnes mœurs constituèrent une première limitation et d'autres restrictions apparurent tour à tour. Le début du siècle dernier, qui avait assisté à l'époque d'or de la liberté contractuelle, fut suivi d'une période de développement du machinisme qui aboutit à une socialisation du droit. Les contrats d'adhésion ne firent de la liberté contractuelle qu'un simple mythe. Les idées qui avaient voulu qu'à la fin du xviii^e siècle la liberté soit un dogme, subirent de si profonds change-

(10) V. « Code des Obligations de la République de Pologne », article 269, Paris, 1935.

ments qu'on assista à une dictature de la puissance économique. Son influence s'était fait sentir particulièrement en matière d'assurance.

En Turquie, les libertés individuelles ne furent proclamées qu'après 1923. Mais tout de suite, on comprit que le législateur devait empêcher les abus pouvant naître dans le domaine économique. En effet, c'était au législateur d'empêcher ces abus (11) en sa qualité de puissance politique.

42. — Parallèlement au déclin de l'individualisme, le libéralisme économique perdit aussi le prestige dont il avait joui pendant tout le xix^e siècle ; l'intervention de l'Etat devint indispensable dans les activités économiques. Les lois qui furent votées, surtout après la Grande Guerre, n'hésitèrent pas à sacrifier les intérêts individuels. Il y eut, dans certains pays, peut-être des abus ; la loi éloigna les droits individuels des domaines où l'intérêt public n'était pas mis en danger par leur existence. Aussi faut-il que cette intervention de l'Etat ne se manifeste que quand l'intérêt public exige véritablement le sacrifice (12).

La liberté des conventions fut consacrée en Turquie par l'article 19 du Code des Obligations : « L'objet d'un contrat peut être librement déterminé dans les limites indiquées par la loi ».

La formule consacrée par le Code des Obligations était une arme à double tranchant : d'un côté, elle édictait la liberté contractuelle ; mais, d'un autre, elle

(11) Ripert, « La règle morale dans les obligations civiles », 3^e éd. Paris, 1936, p. 109.

(12) Ripert, « Le Régime démocratique et le droit civil moderne », Paris, 1936, p. 129.

prescrivait l'obligation de se soumettre aux limites indiquées par la loi. Le principe admis est celui de la liberté contractuelle ; les contractants ont, par suite, la faculté de régler la convention comme ils l'entendent.

43. — Mais les lois modernes qui réglementent certains contrats laissent une part moins large, quelquefois très étroite, à la liberté contractuelle et la plupart de leurs dispositions sont d'ordre impératif (13). Les restrictions qu'elles apportent à la liberté contractuelle se manifestent de deux manières :

1° Celles qui se trouvent consacrées dans le souci de sauvegarder les intérêts généraux de l'Etat, en même temps que les droits des particuliers ;

2° Celles qui visent plus spécialement la protection d'une des parties contractantes.

Les lois sur le contrat d'assurance sont marquées du sceau des restrictions de la seconde catégorie. Mais toutes n'ont pas suivi la même méthode pour arriver au but commun qu'elles se proposaient. Si l'on parcourt, en effet, les législations sur le contrat d'assurance, on s'aperçoit qu'il existe des différences entre elles et qu'on peut les classer comme suit :

1° Les législations où la liberté contractuelle ne subit, en principe, aucune limitation. Tels sont le Code de Commerce bulgare de 1897 et la loi soviétique de 1922 ;

2° Les lois qui en principe n'atteignent pas la liberté contractuelle mais qui acceptent des modifications à ce principe par voie d'élargissement des pouvoirs du juge. Tel est le cas de la loi suédoise de 1927 (art. 34) ;

(13) Capitant, « L'évolution historique du droit des contrats ». Cours de droit civil approfondi, 1935-1936, p. 5.

3° Les lois qui, en principe, se qualifient d'ordre public par le caractère impératif de leurs dispositions. Les lois allemande, suisse, chinoise et roumaine font partie de cette catégorie ;

4° Les lois qui, tout en étant d'ordre public, prennent aussi soin d'énumérer attentivement leurs dispositions auxquelles dérogation est permise. La loi française et la loi tchécoslovaque de 1934 en sont des exemples.

44. — Dans laquelle de ces quatre catégories conviendrait-il de placer la loi turque ? La réponse se trouve dans la loi elle-même qui porte un article 933 ainsi rédigé : « Quelle que soit l'espèce d'assurance, sont applicables aux différends qui surgissent : 1° les clauses du contrat d'assurance qui ne sont pas contraires aux dispositions impératives ou prohibitives de la loi ; 2° les dispositions du présent chapitre, à défaut de clauses contraires dans le contrat d'assurance ». D'après ce texte, les parties sont liées par les dispositions impératives ou prohibitives de la loi. Le terme « loi » ne vise certainement pas uniquement la loi sur les assurances, mais toutes les lois contenant des dispositions impératives (14). L'article ajoute que les dispositions du chapitre relatif aux assurances seront applicables dans le cas où le contrat lui-même n'aurait pas stipulé une clause spéciale. Il est évident que la loi a voulu consacrer dans cette dernière partie de l'article 933 la liberté contractuelle. Beaucoup d'autres dispositions viennent confirmer notre observation. De nombreux articles de la loi ne se lassent pas de répéter que leurs dispositions ne seront applicables que

(14) M. Manasse, qui a fait une excellente traduction annotée du Code de commerce turc, semble restreindre la portée de ce terme rien qu'au chapitre XII (v. notes 1 et 2 sous l'article 933).

dans le cas où il n'y aurait pas convention contraire. Cela fait entrer la loi turque dans la première catégorie de législations que nous avons établie tout à l'heure.

D'autre part, la loi turque contient aussi plusieurs dispositions impératives qui, certes, forment une limitation sérieuse de la liberté contractuelle (15). L'existence de ces dispositions la rapproche donc de la troisième catégorie qui compte les lois allemande et suisse. Mais, il n'en est pas moins vrai que, du moins théoriquement, elle fait partie des lois qui consacrent en principe la liberté contractuelle.

45. — A côté des dispositions impératives formulées par la loi dans plusieurs de ses articles, il faudrait aussi prendre en considération les lois d'ordre public qui sont intervenues postérieurement et qui ont implicitement paralysé l'application d'un certain nombre de ses dispositions supplétives. Tels est le cas pour les différentes lois sur le contrôle qui sont intervenues ces dernières années et qui ne vont sans doute cesser d'augmenter en nombre. Les dispositions interprétatives peuvent donc devenir sans application non seulement par une habitude constante de la pratique (16) les écartant dans les contrats, mais surtout par des dispositions d'ordre public qui viennent se superposer à elles et les anéantisent totalement sans qu'il soit dit d'une manière expresse, et même, parfois, sans que le législateur lui-même s'en rende compte. Ces dernières limitations proviennent d'une nouvelle conception qu'on a pris l'habitude d'ap-

(15) V. à titre d'exemple les articles : 939, 941, 942, 943, 946, 949, 950, 951, 953, 954, 955, 970.

(16) Lyon-Caen et Renault, « Traité de droit commercial », T. VI, p. 264.

peler l'étatisme ; idée qui fait nécessairement intervenir l'économique dans le juridique et qui veut même que celui-ci soit prédominé par celui-là. L'étatisme est une doctrine qui s'implante inévitablement dans les pays où l'industrialisation a besoin de s'accomplir rapidement. La politique économique de la Turquie est revêtue du caractère étatique et l'action de l'étatisme se fait sentir dans tous les domaines. Il y a même des auteurs qui vont jusqu'à dire que « l'étatisme étant un des principes fondamentaux de la nouvelle Turquie, il faut que les tribunaux rendent la justice en s'appuyant sur ce principe ». Ils ajoutent que ça ne peut être qu'ainsi que la protection de « la loyauté et de la droiture dans les actes commerciaux » peut être assurée et que l'Etat pourra atteindre son but d'empêcher les abus pouvant naître « de la liberté individuelle dans le domaine économique » (17).

Les lois de contrôle portent, en ce qui concerne la liberté contractuelle, surtout des restrictions relatives aux conditions générales des polices. Elles établissent, soit un système de ratification préalable auprès de certaines administrations ; soit des règlements spéciaux visant ces conditions générales. Ainsi, le contrat perd sa particularité d'être soumis à la liberté contractuelle et devient l'accord dans l'élaboration duquel l'Etat a aussi sa part. M. RIPERT nous explique ce phénomène de la manière la plus claire : « Une sorte de socialisme d'Etat, dit-il, impose l'obligation de veiller sur tous les contrats privés pour qu'ils ne viennent pas déranger l'économie dirigée » (18). C'est ainsi que la liberté contractuelle a reçu les atteintes les plus profondes. Ce qui reste aujourd'hui aux

(17) E. Hirsch, « L'Etatisme et le Droit commercial. Ankara, 1936, p. 6.

(18) Ripert, « Le Régime démocratique et le Droit civil moderne ». Paris, 1935, p. 302.

parties ce n'est qu'une liberté de contracter, une liberté d'initiative. Mais dès qu'elles se décident à passer le contrat elles sont obligées de se plier devant les rigueurs des lois impératives : le contrat est dirigé par le législateur. Il y a en effet une substitution du législateur aux parties qui ne sont plus libres de régler leurs obligations contractuelles comme elles les entendent ; « nous passons du type souple au type semi-rigide » (19).

46. — La loi turque, qui dans la forme, est une loi consacrant la liberté contractuelle perd donc son caractère de libéralisme sous l'influence des lois d'ordre public. Les dispositions qu'elle contient perdent par suite leurs effets et il ne reste plus grand'chose de cette prétendue liberté. Il serait souhaitable que le législateur turc agisse le plus discrètement possible dans les lois de droit public qu'il mettra sur pied ultérieurement. Il ne faut pas en effet, que son immixtion dans le domaine du droit des assurances fasse de la liberté contractuelle une chose vaine, dénuée de tout sens ; les intérêts de la collectivité doivent être sauvegardés sans que les intérêts légitimes des particuliers soient foulés aux pieds (20).

Il vaudrait mieux à notre sens, que la loi turque suivît l'exemple de la loi française et énumérât d'une manière stricte ses dispositions d'ordre impératif. Car l'article 933 fait croire que les parties jouissent d'une liberté assez large, tandis qu'en réalité cette liberté est

(19) Ripert, « L'ordre économique et la liberté contractuelle », Dans *Recueil Gény*. T. II, p. 347 et suiv.

(20) E. Thilo, « L'intervention du pouvoir public dans les rapports de droit privé » (article dans le *Journal des Tribunaux*, Lausanne, 1937, p. 162).

sapée de tous les côtés. Des dispositions comme celle de l'article 958 qui consacre la preuve du risque exclu ne peuvent pas d'après leur rédaction être qualifiées d'impératives. Pourtant, il serait d'un très grand intérêt de savoir si l'assureur peut se décharger de la preuve que le dommage provient du risque exclu. La loi n'étant pas précise sur ce point, on est obligé de conclure en se basant sur l'article 933 que cette preuve peut conventionnellement être mise à la charge de l'assuré. Cela n'est qu'un exemple, et on voit que le problème de la protection de l'assuré a beaucoup plus d'importance ici que dans les législations dont le caractère impératif apparaît à première vue. Dans le système de la loi turque cette protection sera assurée d'une part par la loi elle-même, et d'autre part, par l'intervention de l'Etat par voie de réglementation.

SECTION III

LA PROTECTION DE L'ASSURÉ

47. — Nous venons de préciser que la loi turque consacre le principe de la liberté contractuelle. Mais cette liberté suffit-elle à assurer la réalisation de la justice ? C'est cette question qu'ont voulu résoudre tous les législateurs. Il ne leur fut pas difficile de constater que la simple liberté contractuelle ne suffit pas à assurer nécessairement la justice. Cette liberté devient une chose purement chimérique si une égalité n'existe pas entre les parties ou si l'égalité existante est rompue (21).

Les conditions sociales et économiques sont en perpétuelle modification. Il arrive que le nouvel ordre qui se rétablit aboutisse à une oppression de certaines catégories de contractants. C'est alors que l'impérieuse nécessité d'une protection s'impose.

On pourrait songer à confier cette tâche de protection au juge qui est là pour dire le droit, pour sauvegarder la justice, pour assurer le respect des sentiments d'équité. En fait, le grand problème qui préoccupa les jurisprudences modernes fut celui du maintien d'un équilibre entre les prestations des diverses parties contractantes. L'esprit de justice qui anime les tribunaux les fait intervenir pour empêcher l'exploitation d'une partie par l'autre.

Mais la vie moderne se développe avec une cadence telle que le juge ne pouvant s'arroger les pouvoirs d'un législateur n'a su arriver à l'application des principes

(21) Gounot, « Le principe de l'autonomie de la volonté ». Thèse, Dijon, 1912, p. 386.

généraux de manière à fournir la protection voulue contre l'oppression. Il a fallu pour secourir les nouveaux faibles autre chose qu'une action de la jurisprudence ; une intervention du pouvoir législatif. Le droit opéra le redressement dans l'équilibre rompu.

48. — Parmi les contrats où l'une des parties se trouve dans une situation inférieure par rapport à l'autre, le contrat d'assurance vient en tête. En effet dans un contrat d'assurance, la plupart du temps c'est l'assureur qui possède une situation supérieure eu égard à celle de l'assuré. Un régime de liberté contractuelle engendrait dans ce domaine la « dictature des compagnies puissantes » (22). La compagnie élabore elle-même le contrat ; les assurés ne font qu'y adhérer, les conditions ne sont point débattues, « les tractations sont réduites au strict minimum » (23).

Certaines lois ont cru pouvoir trouver la solution du problème dans l'élargissement des pouvoirs du juge. L'article 34 de la loi suédoise du 8 avril 1927 lui permet d'apporter des modifications au contrat dans le cas d'une injustice évidente que les conditions pourraient occasionner. Malgré la grande originalité de la disposition de cette loi nous croyons que dans cet ordre d'idées la solution la plus sûre et la plus radicale a été apportée par la loi du 13 juillet 1930. La loi française se préoccupe dans la majorité de ses dispositions de la protection des assurés. Désormais, le contrat n'est plus susceptible d'une libre discussion, car le législateur estime que les assurés seraient toujours sacrifiés (24). Ce ne sera plus la com-

(22) G. Morin, « La loi et le contrat ». Paris, 1927, p. 61.

(23) Josserand, « Evolutions et Actualités ». Paris, 1936, p. 169.

(24) Ripert, « Régime démocratique », p. 200.

pagnie seule qui fixera les conditions de l'opération, la loi formera aussi en quelque sorte l'une des parties. C'est par ce moyen que l'inégalité économique pourra être enrayée, que l'assureur ne sera plus lésé, que la justice sera maintenue. De ce souci de protection du faible est né ce qu'on a appelé soit l'« étatisation du contrat » ou le « dirigisme », soit « les types rigides ou semi-rigides » de contrats (25).

49. — La loi turque, consacrant en principe la liberté contractuelle, donc des textes interprétatifs, le problème de la protection de l'assuré se trouve résolu par elle d'une façon très confuse. Mais un examen attentif permet tout de même de dégager les principes et les règles qui y sont affectés.

Voici comment cette protection est assurée :

Il y a d'abord des dispositions qui se trouvent dans la loi elle-même.

On rencontre ensuite des lois d'ordre et de droit publics qui restreignent l'activité des entreprises d'assurances.

Les premières qui sont les plus importantes pour notre étude peuvent être classées de la façon suivante :

1° Les dispositions qui édictent la nullité de la clause défavorable à l'assuré.

2° Les dispositions qui imposent à l'assureur une situation légale définie.

3° Les dispositions qui garantissent à l'assuré une situation minimum.

(25) V. Jossierand, « Le contrat dirigé » (*D. H.*, 1933) ; Ripert, « Régime démocratique », p. 272.

50. — Les dispositions qui édictent la nullité d'une clause défavorable à l'assuré se rencontrent dans les articles : 954, 969 alinéa 2, 970 paragraphe 2, 993 paragraphe 1.

L'article 954 prévoit l'obligation pour l'assuré de donner avis à l'assureur de la réalisation du risque dans les cinq jours de la date à laquelle il en a eu connaissance. Il ajoute que la clause contraire insérée au détriment de l'assuré est nulle et non avenue. La nullité de la clause a pour condition le fait d'être défavorable à l'assuré. Les clauses qui ne seraient pas à son détriment seront donc parfaitement valables. On pourrait donc stipuler au contrat qu'il devrait aviser l'assureur dans quinze jours. Ceci ne lui serait pas défavorable. Par contre, on ne pourrait ni abréger le délai de cinq jours, ni convenir que l'assuré devra avertir la compagnie dans tel délai dès que le sinistre se serait produit. Pareilles stipulations seraient encore défavorables à l'assuré. Car la loi veut que celui-ci donne avis à son assureur au moins dans cinq jours à partir de la date à laquelle il a eu connaissance du sinistre, et non à partir de sa réalisation.

L'article 959, alinéa 2 se rapporte au paiement de la prime. Il consacre en principe, sa quérabilité ; mais il ajoute que la clause contraire est valable. Seulement, dit-il, cette clause n'aura plus aucune valeur et sera considérée comme résiliée « nonobstant stipulation à ce contraire » dans le cas où la prime est habituellement payée au domicile de l'assuré. La clause se trouve donc résiliée de plein droit. Il s'agirait de savoir le moment exact de cette résiliation. La réponse dépendra évidemment du sens que vont donner les tribunaux à l'expression « habituellement ». En quoi consistera cette habitude ? Sans doute dans le fait par l'assureur d'être allé

chercher les primes chez son assuré un nombre de fois répété. Ce sera la date de la première quittance qui servira de point de départ. Les primes antérieures non payées devront toujours obéir à la clause de portabilité à moins que l'assureur ne les réclame aussi chez l'assuré.

Le deuxième paragraphe de l'article 970 vise les clauses défavorables à l'assuré en matière de procédure de mise en demeure dans le cas de non paiement de la prime à l'échéance. L'assureur doit avertir son assuré par l'envoi d'un acte public ou d'une lettre recommandée de la résiliation dans le mois. Une stipulation contraire à cette disposition et défavorable à l'assuré est nulle. Les parties pourront par suite valablement prolonger le délai d'un mois et dire, par exemple, que celui-ci sera de quarante cinq jours.

L'article 993, paragraphe 1 n'est que l'application de cette disposition aux assurances sur la vie. Il précise en plus que l'assureur ne possède pas d'action en cas de non paiement.

Les clauses non favorables à l'assuré sont atteintes d'une manière générale de la sanction de nullité d'après la loi turque. Les dispositions que nous venons de signaler sont toutes susceptibles de modifications dans l'intérêt de l'assuré. En France, malgré le caractère impératif de la loi de 1930, la question s'était posée de savoir si ses dispositions étaient ou non susceptibles de modifications au profit de l'assuré. Une lettre du 30 décembre 1926 du ministre Fallières précisait que lesdites dispositions constituaient « un minimum de garantie » auquel il ne pouvait renoncer (26). Mais, il

(26) Ancey et Sicot, « La loi sur le contrat d'assurance ». 2^e éd., Paris, 1931, p. 27.

eût été quand même préférable que la loi précise les textes permettant des modifications dans l'intérêt de l'assuré (27). Quant à la loi turque, elle a expressément prononcé dans les textes ci-haut mentionnés qu'ils pouvaient être modifiés au profit de l'assuré.

51. — Un second moyen de protection consacré par la loi réside, avons-nous dit, dans des dispositions qui imposent à l'assureur une situation légale définie. Ces textes sont les suivants : les articles 943 in fine, 964, paragraphe 2, 974, paragraphe 3, 993, paragraphe premier.

Le premier se rapporte à l'étendue de l'obligation de l'assureur en cas de sinistre et précise que si la valeur assurée a été estimée dès l'origine par des experts nommés d'un commun accord entre les parties et acceptée par elles, l'assureur ne pourra plus la contredire. On voit que la loi veut lier l'assureur par l'accord antérieur et le fixe dans cette situation intervenue par avance.

L'article 964 dans son paragraphe second porte une règle analogue. Mais tandis que dans l'article 943 il s'agit d'une surassurance réelle et que le texte vise le cas où la somme assurée dépasse la valeur du bien, évaluée d'un commun accord au moment de la conclusion du contrat ; l'article 964 envisage le cas où il s'agirait de fixer la valeur du bien au moment du sinistre. D'après cet article c'est la valeur agréée qui prévaut. Le texte laisse entendre que la clause n'a pas l'effet d'un renversement

(27) Maurice Picard, « La clause d'incontestabilité dans les polices d'assurances sur la vie et la loi du 13 juillet 1930 » (*R. G.*, 1932, p. 236 et suiv.).

de preuve, mais que l'assureur ne peut pas la contredire. Il ne peut que prouver la fraude de son assuré, et c'est après cette preuve de dol seulement qu'il peut repousser l'évaluation d'experts préalable. Mais l'assuré peut toujours prétendre que la valeur estimée ne correspond pas à la valeur réelle. En effet, l'article ne vise que l'assureur ; c'est à lui seulement qu'il interdit de contredire l'évaluation. Il y a là un système assez original (28) qui se place entre les systèmes anglais et français quant aux effets de la valeur agréée.

L'article 974 qui traite de la faculté de résiliation de l'assureur en cas de changements des risques apportés par l'assuré en cours d'assurance, précise dans son paragraphe 3 que si l'assureur n'exerce pas son droit de résiliation dans les huit jours de la date à laquelle il a eu connaissance du changement, ce droit s'éteint pour lui. Il est donc censé avoir accepté les changements et la loi le fixe de nouveau dans une situation déterminée d'où il ne peut plus bouger.

Il se trouve aussi lié en matière de paiement des primes dans les assurances sur la vie. L'article 993, paragraphe premier, dit qu'il n'a pas d'action judiciaire de ce chef. Sa situation est encore définie d'avance par la loi.

Tous ces cas constituent des moyens de protection de l'assuré. Le législateur a estimé que ces garanties lui sont indispensables pour qu'il puisse y avoir un équilibre économique dans le contrat, pour qu'une égalité soit maintenue entre les parties.

(28) Maurice Picard, « Les règles générales gouvernant les assurances de dommages à l'exclusion des assurances de responsabilité ». Cours de doctorat, année 1936-1937.

52. — Enfin, un dernier mode de protection est celui qui est assuré par des textes fournissant à l'assuré une garantie minimum ; ils définissent d'une manière stricte un certain nombre de positions de l'assuré. Cette troisième série est constitué par les dispositions ci-après : les articles 950 *in fine*, 995 alinéa 2, 1008.

L'assuré après avoir répondu exactement au questionnaire qui lui est adressé par la compagnie n'a plus rien à craindre. Aucune responsabilité ne peut lui incomber en dehors des questions qui lui ont été posées au moment de la conclusion du contrat. C'est ce principe que formule l'article 950 *in fine*.

L'article 994 a rapport aux assurances sur la vie. Il forme une autre garantie pour l'assuré. D'après ce texte le contrat doit clairement énoncer les conditions de la réduction. Ainsi, l'assuré connaît sa situation à l'avance, dès la conclusion du contrat.

Relativement aux assurances sur la vie nous rencontrons encore la disposition de l'article 995, deuxième alinéa, qui nous apprend que le suicide n'enlève pas sa valeur à l'assurance s'il a eu lieu sous l'influence d'un événement annihilant la volonté et la conscience de l'assuré.

L'article 1008 stipule que le contrat d'assurance agricole ne prend pas fin par l'arrivée d'un sinistre. Ce texte est, à notre avis, impératif. Car, il est de l'essence même du contrat d'assurance agricole, d'après la loi turque, que celui-là soit valable pour toute la durée pour laquelle il a été contracté sans que l'arrivée d'un sinistre soit prise en considération. C'est encore là une des dispositions originales consacrées par la loi.

53. — Toutes les dispositions que nous venons d'énumérer sont protectrices de l'intérêt de l'assuré. Elles ne peuvent être modifiées qu'en sa faveur. La loi turque a pensé qu'elle aurait pu lui fournir ainsi des garanties suffisantes pour que l'inégalité pouvant provenir du principe de la liberté contractuelle consacrée par elle ne le désavantage point. Mais, le législateur s'est très vite rendu compte que rien que les dispositions protectrices de la loi de 1926 ne seraient pas à elles seules suffisantes pour atteindre le but. C'est ainsi qu'il a apporté une nouvelle protection efficace avec l'article 17 de la loi sur le contrôle. Cet article est relatif aux tarifs applicables par les compagnies. Les fonds de cautionnement que celles-là sont obligées de fournir constituent un autre moyen de protection, indirecte peut-être, en faveur de la masse des assurés.

Tout ce que nous venons de dire nous conduit à la conclusion que la liberté contractuelle que semble consacrer la loi turque n'est que vaine. Le souci de la protection de la partie faible oblige le législateur à la laisser quelquefois, même complètement, de côté. Le vrai problème c'est d'assurer cette protection. Or, il est évident que tant qu'une loi formule à la tête de ses principes celui de la liberté contractuelle, la protection apparaîtra toujours comme une atteinte à ce principe. Il vaudrait, nous croyons, beaucoup mieux choisir le système de la loi française et énumérer expressément les dispositions susceptibles de modifications en général, et celles qui ne le seraient que dans l'intérêt de l'assuré. Avec les textes turcs que nous possédons actuellement cette liberté n'existe que dans la lettre. Mieux vaut ne pas en parler du tout que de la donner comme un simple ornement ne pouvant servir à rien. Ceci peut en outre être

dangereux. Car si jamais les compagnies veulent se retirer derrière certains textes de caractère purement interprétatif et les interpréter d'une manière défavorable aux assurés, rien ne les en empêcherait. Le plus sage serait de distinguer nettement les clauses permises de celles qui ne le sont pas. Ainsi, on arriverait à une protection efficace, non pas seulement de l'assuré, mais même de l'assureur qui représente la collectivité (29).

(29) Bruck, « Principes généraux du droit civil et droit de l'assurance » (*R. G.*, 1936, p. 5 et suiv.).

CHAPITRE II

La Conclusion du Contrat d'Assurance

LA CONCLUSION DU CONTRAT D'ASSURANCE

54. — Les rapports juridiques qui lient l'assuré à l'assureur trouvent leur support dans le contrat d'assurance. Leur accord sert à déterminer les effets du contrat ; il trace les limites des rapports futurs, il apporte des solutions aux différends susceptibles de se produire dans l'avenir, il règle les divers cas pouvant avoir pour effet une perte de droit pour l'une ou l'autre des parties, etc... C'est dans cette conclusion que résident donc toutes les données qui, le cas échéant, serviraient à apporter une solution aux divers problèmes qui pourraient se poser durant le contrat.

La conclusion d'un contrat dépend principalement d'une opération essentielle qui est celle de l'accord des volontés des contractants. Cet accord de volonté peut, suivant le cas, revêtir des formes différentes : il peut se manifester, d'une façon générale, de n'importe quelle manière. Mais, parfois, le législateur, pour maintenir une parfaite sécurité dans les transactions, pour protéger les tiers, ou avec un souci de sauvegarder l'ordre public et les bonnes mœurs, soumet les parties à l'observation de telle ou telle solennité, de telle ou telle formalité préalable. Il ne voudrait pas que des liens juridiques apparaissent sans que ces dernières soient respectées.

En ce qui concerne le contrat d'assurance, toutes les lois ne sont pas en parfait accord sur ce point. Certaines, considèrent le contrat comme solennel ; d'autres, veulent, au contraire, que la convention ait un caractère

consensuel. L'importance de la question est évidente, étant donné que la validité du contrat dépend du parti pris par la loi. Mais, il ne suffit pas d'étudier seulement le caractère solennel ou consensuel du contrat. Il faut aussi en tirer les conséquences, examiner les principales questions qui en découlent, suivre les différentes étapes de la confection de l'acte juridique. Enfin, il convient de traiter la question de la preuve du contrat, ou plus généralement, d'étudier la police elle-même.

Tels sont les problèmes que nous nous proposons de préciser dans le présent chapitre.

SECTION I

CARACTÈRE CONSENSUEL DU CONTRAT

55. — C'est un principe général du droit moderne que les contrats se forment par le seul consentement mutuel. Les contrats qui s'écartent de la règle ne sont pas nombreux. Il en existe un petit nombre où une forme spéciale est requise sous peine de nullité. On rencontre certaines lois qui exigent la forme écrite pour la validité même du contrat d'assurance : le Code de Commerce bulgare dans son article 481, paragraphe premier, édicte que « pour la validité du contrat d'assurance un acte par écrit est requis. » Il en est de même de la loi soviétique dont l'article 379 porte que « le contrat d'assurance doit, à peine de nullité, être conclu en forme écrite. » D'après ces lois, le contrat d'assurance ne peut prendre naissance s'il n'est pas fait suivant la forme indiquée.

L'écrit ne doit pas être considéré comme étant de l'essence même du contrat d'assurance. Primitivement, le contrat était conclu par le seul accord des volontés des parties. *Le Guidon de la Mer* (1) nous apprend qu'« on en faisait anciennement sans écrit, qui étaient dites de confiance, parce que celui qui stipulait l'assurance ne faisait pas ses pactions en écrit, mais se confiait en la bonne foi et prud'hommie de son assureur, supposant qu'il les écrivait sur son livre de raison (ch. 1, art. 2). » Plus tard, dans le but de mettre un terme aux difficultés qui surgissaient en matière de preuve, on édicta la règle d'après laquelle le contrat d'assurance est rédigé par écrit, règle qui se perpétua jusqu'à nos jours. Mais il ne

(1) Pardessus, « Collection des lois maritimes ». T. II, p. 377.

faut pas croire que les auteurs furent d'accord pour reconnaître un caractère de faciliter la preuve à l'exigence de l'écrit dans le contrat. EMERIGON, le grand spécialiste des assurances, voyait dans la disposition de l'Ordonnance de 1681 un élément de validité, une règle de solennité (2). Malgré la grande autorité dont jouissait cet auteur, la majorité de la doctrine était d'accord pour convenir du caractère non solennel de l'exigence de l'écrit. La discussion s'apaisa sous l'empire de l'article 332 du Code de Commerce. L'entente se fit en grande partie pour décider que ce texte ne visait que la preuve. La loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance consacra exactement la même disposition. Pourtant, le défaut de netteté des textes nouveaux a pu donner lieu à des interprétations divergentes. De grands juristes, tels que M. Jossierand, ont interprété la loi dans le sens du caractère solennel du contrat. En dépit de la controverse, il n'est pas douteux que le contrat d'assurance possède, en droit français, un caractère consensuel et que l'écrit ne soit exigé que pour la preuve.

56. — Tandis qu'en France les lois concernant les assurances permettaient et même exigeaient qu'on les interprète de façon que la forme écrite ne constitue pas une solennité, en Turquie le premier texte qui intervint dans ce domaine, la loi du 12 mars 1906, stipulait que le contrat d'assurance devait dans tous les cas être fait dans la forme écrite (article 2). Sa rédaction ne laisse aucun doute en ce qui concerne la consécration de la règle de solennité. Sous l'empire de cette loi, c'est-à-dire, jusqu'en 1926, année de la promulgation de la nouvelle loi sur les

(2) Emérigon, *op. cit.*, ch. 2, sect. I, p. 27.

assurances terrestres, le contrat fut donc un acte solennel ; l'écrit était requis sous peine d'inexistence.

Aujourd'hui la question se trouve réglée dans l'article 966, alinéa 1 du Code de Commerce. « Le contrat « d'assurance, dit cet article, se prouve par un acte « appelé police d'assurance » ou par le certificat provisoire délivré pour y tenir lieu. » Le texte de la loi turque est le seul qui à notre connaissance, se sert du verbe « prouver » pour caractériser la police. Les autres législations emploient en général l'expression constater ou établir et admettent le caractère consensuel du contrat d'une manière plutôt implicite. La loi turque, par contre, est formelle et explicite quand elle dit que l'acte écrit ne sert qu'à prouver le contrat. Pourtant un des auteurs les plus avertis, M. BESSON, énumérant les législations faisant du contrat d'assurance un contrat solennel nous dit : « Il semble que le nouveau Code de Commerce turc de 1926 se prononce dans un sens identique » (3). Sans pouvoir affirmer d'une manière certaine le caractère solennel du contrat d'après la loi turque, l'auteur laisse pourtant entrevoir une telle possibilité. Mais l'écrit n'est exigé qu'*ad probationem* et non *ad solemnitatem*. Ce qui conduit M. BESSON à penser que la loi considère le contrat comme solennel c'est le fait qu'il se sert d'une traduction erronée. Cette traduction dit, en effet, que la conclusion du contrat est établie par un acte écrit. Or, la loi se sert en réalité du terme « prouver » (*ispat*) et non pas du terme établir. Par suite, la rédaction de l'écrit n'est aucunement indispensable à l'existence même du contrat. Celui-ci aura existence à partir du moment où l'accord

(3) Besson, « Conclusion du Contrat d'assurance ». Paris, 1933, p. 9, note 16.

sera intervenu sur les conditions essentielles. D'ailleurs le principe admis par le droit commun turc est la conclusion par simple accord de volonté. Il en est de même, en matière commerciale. Le Code de Commerce le consacre dans son article 663 de la façon suivante : « Pour la conclusion des contrats commerciaux, il suffit que les volontés des deux parties se rencontrent et l'établissement d'un acte ou l'accomplissement d'autres formalités n'est pas nécessaire. » Une fois le principe posé, la loi énumère ensuite les cas qui peuvent constituer des dérogations. L'article qui suit déclare que « dans le cas où pour la formation d'un contrat il faudrait, d'après la loi, observer une forme spéciale ou lorsque les parties subordonnent la conclusion du contrat à certaines formalités comme l'établissement d'un acte, le contrat n'est pas conclu tant qu'on ne s'est pas conformé à ladite forme ou que les formalités précisées ne sont pas accomplies. » Il va sans dire que les parties pourront subordonner la conclusion du contrat à telle ou telle formalité qu'elles jugeraient utile. D'autre part, le code lui-même désire quelquefois l'observation de formalités spéciales. Si la loi ne dit rien à ce sujet, la validité du contrat n'est subordonnée à l'observation d'aucune forme particulière. Or, en matière d'assurance, elle est complètement muette à cet égard. Faute de stipulation légale expresse et étant donné la forme de rédaction de l'article 966, rien ne nous autorise à dire que l'écrit constitue une condition de validité du contrat. Tout au contraire, le mot « prouver » indique assez clairement et sans laisser place à aucune discussion possible que l'écrit n'est requis que comme preuve. C'est, à notre avis, la seule interprétation que l'on puisse donner du texte. Ceci est d'ailleurs en parfait accord avec l'économie

entière du contrat d'assurance, avec sa nature intime qui suppose des modifications en cours d'exécution vu qu'il s'agit de la garantie des risques, d'une vente de sécurité. Il est ensuite conforme à l'idée que la presque unanimité de la doctrine se fait de l'exigence de l'écrit dans le contrat d'assurance (4).

57. — On ne peut donc dans aucun cas déclarer le contrat nul faute de rédaction d'un écrit. Le contrat est en effet parfait par la seule rencontre des volontés des contractants. Cette rencontre aura lieu quand, des deux côtés, des déclarations concordantes de volontés auront été faites. Dès cet instant le contrat aura vie, ses effets commenceront à se produire, à moins qu'il n'y ait stipulation contraire. Le principe admis par la législation turque des assurances est celui de la consensualité du contrat. Mais ce caractère n'existe qu'en principe et la pratique y apporte continuellement des dérogations par l'insertion de certaines clauses de style. Il est en effet d'usage dans les compagnies, de stipuler que le contrat ne sera conclu qu'après la signature ou qu'après le paiement de la première prime. Dans la première hypothèse, les parties subordonnent la conclusion du contrat à l'accomplissement d'une formalité particulière ; et dans le second cas, le contrat prend le caractère d'un véritable contrat réel (5) qui ne se formera que par la remise, par l'une des parties, du montant de la première prime à l'autre. L'existence du contrat se trouve alors

(4) Quénault, « Traité des Assurances terrestres ». Paris, 1828, p. 122 ; Alauzet, « Traité général des assurances », 2 vol. Paris, 1843, T. I, p. 389.

(5) Besson, *op. cit.*, p. 35.

soumise à l'accomplissement préalable de l'apposition de signature ou du paiement de la prime.

Malgré l'existence de fait de ces pratiques dérogatoires par lesquelles les assureurs obtiennent une garantie plus grande, les règles générales régissant la formation du contrat restent les mêmes. Tout le mécanisme réside dans la proposition et l'acceptation. A côté de cela, il existe des particularités concernant la police elle-même, qui a une importance toute particulière dans le contrat d'assurance.

SECTION II

LA PROPOSITION D'ASSURANCE

58. — La loi turque ne contient aucune règle spéciale concernant la proposition d'assurance. Devant ce silence, il convient d'étudier la question à la lumière des principes du droit commun, principes qui se trouvent en même temps dans le Code de Commerce et dans le Code des Obligations.

La proposition présente un intérêt particulier quant au point de savoir quel est son rôle exact dans la formation du contrat et sa valeur en tant qu'elle lie l'auteur dont il émane.

Pour qu'on puisse être en présence d'une proposition, il faut que celle-ci constitue le futur contrat, qu'elle contienne toutes les conditions essentielles de l'opération, qu'elle soit acceptée sans aucune modification par l'assureur. Il s'ensuit, ainsi que le fait remarquer M. BESSON, que la simple demande de renseignements de la part de l'assuré, ne constitue nullement une proposition. Quant au questionnaire, malgré la différence juridique qui le sépare de la proposition, il est dans la pratique turque des assurances entièrement confondu avec celle-ci. Dans les formules de propositions qu'elles soumettent à la signature de leurs clients, les compagnies font en même temps intervenir sous forme d'une liste de questions, le questionnaire proprement dit. L'assuré signe le tout suivi d'une déclaration de prise de connaissance des conditions générales. Un même document constitue à

la fois la proposition d'assurance et le questionnaire (6). Le système a l'avantage de ne pas faire perdre de temps à l'assuré dans le cas où les choses se passent normalement, c'est-à-dire dans le cas où cette proposition faite en bonne forme se trouve acceptée dans les conditions exigées.

59. — Le droit commun turc distingue d'abord la proposition faite à une personne présente et celle qui est formulée à une personne non présente. Dans la première hypothèse, il veut que l'acceptation intervienne immédiatement. Il faudrait donc que si l'offre n'est pas acceptée sur le champ, séance tenante, elle soit du moins acceptée le même jour, afin qu'on ne puisse dire qu'il y avait un délai. En Turquie, la plupart du temps le contrat d'assurance se forme entre absents. Car, les compagnies ne donnent en général à leurs agents que le pouvoir de faire signer la proposition. Ils doivent ensuite la lui soumettre. Or, quand le contrat se forme ainsi entre absents on distingue habituellement deux cas, suivant que l'offre est faite avec ou sans fixation de délai. S'il y a fixation de délai, le proposant ne peut se dédire avant son expiration. Ce principe est général et s'applique même dans le cas où les parties seraient présentes. Le droit commun exige que le délai stipulé soit toujours respecté. S'il n'y a aucun délai prévu, ce qui est le cas en matière d'assurance, l'auteur de l'offre reste lié jusqu'à l'écoulement d'un délai que l'usage impose. Le Code de Commerce (article 666) dit qu'il « ne peut se dédire avant que ne s'écoule le délai que l'usage impose,

(6) M. Sumien considère même la proposition comme « un questionnaire détaillé » (« Traité théorique et pratique des Assurances terrestres et de la Réassurance », 3^e éd. Paris, 1931, p. 37).

selon l'importance du contrat, en vue de permettre à la partie qui doit accepter le contrat, de réfléchir et de donner en réponse son acceptation. » D'après le Code des Obligations, article 5, il est lié « jusqu'au moment où il peut s'attendre à l'arrivée d'une réponse expédiée à temps et régulièrement. » Le caractère d'opération commerciale de l'assurance entraîne l'application de la disposition figurant dans le Code de Commerce. Dès lors, en cas de litige, le juge devra rechercher le délai d'usage. Mais, l'usage ne consacre, à notre connaissance, aucun délai en cette matière. Il se verra donc obligé de statuer d'après l'importance du contrat. Cette importance apparaît lorsqu'on considère les éléments de fait qui découlent de la situation spéciale du proposant au moment où il fait son offre à la compagnie. Si, par exemple, le sinistre est imminent la fixation du délai devra être faite en conséquence (7).

60. — Des explications qui précèdent, il appert que la loi turque admet la règle d'après laquelle le futur assuré est lié par sa proposition. C'est la conception opposée à celle de la loi française qui d'après l'article 7 de la loi de 1930 ne considère la proposition que comme une simple sollicitation n'engageant point l'assuré.

On serait en face d'une solution beaucoup plus sûre si la loi turque avait, à l'instar d'autres lois étrangères, admis un délai légal pour l'acceptation de la proposition. Elle pourrait soit admettre un délai maximum, comme le fait la loi suisse quand elle dit dans son article premier que le proposant est lié pendant quatorze jours s'il n'a

(7) Vivante propose dans son « Traité théorique et pratique des Assurances maritimes » (p. XXXV) que dans ce cas le refus soit immédiat.

pas fixé un délai plus court ; soit un délai fixe tel que celui des huit jours consacré par l'article 69 de la loi roumaine, soit enfin un délai assez court comme celui de la loi bulgare (48 heures, article 481, paragraphe 3). Un délai légal visant l'hypothèse de non fixation de délai aurait l'avantage d'éviter les controverses susceptibles de se produire, en même temps qu'il apporterait plus de sécurité aux opérations.

61. — Nous venons de voir, qu'une fois faite, la proposition lie son auteur. C'est là la caractéristique qu'il faut retenir de la loi turque. Et on aperçoit immédiatement la différence essentielle qui sépare cette législation de la loi française : d'après la loi du 13 juillet 1930, la proposition peut être retirée jusqu'à ce que l'acceptation de l'assureur soit intervenue ; aux termes de la loi turque la proposition n'est considérée comme retirée que dans le cas où la compagnie est informée de ce retrait avant d'avoir pris connaissance de l'offre elle-même ou dans le même temps qu'elle a connaissance de cette offre. Le système de la loi française fournit donc en cette matière une liberté plus large au proposant que la loi turque.

62. — Le fait que d'après la loi turque le proposant ne peut se rétracter jusqu'à ce que l'assureur ait déclaré son acceptation, entraîne une conséquence directe qui, en quelque sorte, constitue la contre-partie de la situation fort désavantageuse de l'auteur de l'offre. Qu'arriverait-il si la compagnie ne répondait pas à temps, c'est-à-dire, dans un délai raisonnable et si elle s'attardait d'une manière abusive ? La question cache au fond le problème de savoir quels doivent être, dans ces conditions, les

moyens par lesquels la protection du proposant peut être possible. On pourrait songer d'abord à ce que la loi elle-même édicte des mesures en vue d'éviter un préjudice quelconque aux clients qui ont dû attendre plus longtemps qu'il ne fallait. Ceci, serait sans doute souhaitable. Mais, devant le silence des textes on est obligé d'avoir recours aux théories générales. La première qui vient à l'idée et qui a été appliquée par certaines Cours américaines est celle de la responsabilité pour retard injustifié. La compagnie qui répond tardivement doit être tenue des dommages-intérêts envers son proposant. Seulement, ce résultat paraît être difficilement conciliable avec l'esprit d'une loi qui, en principe, consacre la liberté contractuelle. On pourrait ensuite songer à l'application de la théorie générale des actes illicites. On pourrait, en effet, dire que l'assureur qui ne répond pas dans un délai raisonnable, agit par négligence ou par imprudence. S'il arrive donc que le proposant subisse un dommage à la suite de cette attitude, l'assureur est tenu de le réparer. Le fondement de sa responsabilité se trouverait d'après cette théorie dans l'article 41 du Code turc des Obligations, texte qui équivaut aux dispositions des articles 1382 et 1383 du Code Civil français. Enfin, il peut venir à l'idée que la théorie générale de la bonne foi ne soit pas tout à fait étrangère à la solution de notre problème. L'article 2 du Code Civil turc pose un principe général lorsqu'il dit que « chacun est tenu d'exercer ses droits et d'exécuter ses obligations selon les règles de la bonne foi » et quand il ajoute que « l'abus manifeste d'un droit n'est pas protégé par la loi. »

L'assureur ne garde pas le silence d'une façon définitive. Il le garde pendant le délai raisonnable. La loi

elle-même veut que ce délai soit respecté. Son expiration aura donc pour effet immédiat de délier le proposant de son offre. Si ce dernier subit un préjudice du fait d'un retard qui ne peut être attribué qu'à une négligence de la compagnie ou à une utilisation abusive de son droit, rien n'empêche à ce que des dommages-intérêts lui soient alloués. Les tribunaux turcs auront donc recours en cette matière soit à la théorie des actes illicites, soit à celle de la bonne foi. C'est ainsi qu'ils pourront pallier aux inconvénients pouvant naître de l'indécision dans laquelle se trouverait le proposant. Il faudrait donc distinguer : si, malgré le préjudice qu'il subit du fait du retard dans l'acceptation, le proposant veut tout de même conclure, la responsabilité de l'assureur sera une responsabilité contractuelle ; si, au contraire, il ne tient plus à passer le contrat, mais se contente de demander des dommages-intérêts, le fondement de la responsabilité de l'assureur sera plutôt délictuel. Dans le premier cas ce sera l'article 2 du Code Civil qu'il faudra appliquer ; tandis que dans le second, c'est l'article 41 du Code des obligations qui va recevoir application.

63. — L'acceptation de la proposition présente un intérêt capital en ce qu'elle détermine le moment exact de la formation du contrat. Elle est la consécration indiscutable de la manifestation de volonté de l'assureur à qui l'assuré s'est adressé. Mais, quand pourra-t-on dire que les deux volontés se sont rencontrées ? Serait-ce au moment où l'acceptation fut envoyée ou au moment où l'auteur de l'offre en a eu connaissance ?

On admet, d'une façon générale, qu'il y a rencontre de deux volontés concordantes, au moment où l'assuré

est avisé de l'acceptation de la compagnie (8). La forme de l'acceptation n'a aucune influence à la formation du contrat. La seule condition c'est qu'elle contienne les mêmes éléments que la proposition. Si elle est de nature à faire subir des modifications à celle-ci, elle doit être considérée comme une nouvelle offre et non comme une acceptation de la proposition primitive.

Il en est de même d'après le droit commun turc. L'article 672 du Code de Commerce dit que le contrat est conclu à la réception par le proposant de la réponse portant acceptation. Il se peut qu'après avoir donné son acceptation, l'assureur veuille se rétracter. Il faut alors qu'il retire son acceptation avant qu'elle parvienne au pollicitant ou encore que celui-ci soit informé du retrait dans le même temps qu'il prend connaissance de l'acceptation. Si aucun retrait n'a été fait le contrat sera conclu à la réception de cette réponse. Quant à ses effets, ils remonteront encore plus loin et commenceront à courir à partir de la date d'expédition de l'acceptation (article 673).

64. — Telles sont les règles auxquelles se trouve soumis le contrat d'assurance lors de sa formation. L'assureur fait, d'une façon générale, connaître son acceptation à l'assuré dans une police qu'il soumet à sa signature. Cette police, nous le verrons tout-à-l'heure, n'est exigée que comme preuve du contrat.

La plupart du temps, les assureurs veulent retarder les effets du contrat ainsi formé. C'est pour des raisons plutôt pratiques qu'ils désirent que les effets ne se produisent pas immédiatement. Mais, ce fait ne fait pas

(8) Besson, *op. cit.*, p. 24.

perdre toute valeur au principe d'après lequel le contrat prend effet immédiat dès sa formation. La proposition que le futur assuré présente à la compagnie ou à son agent est faite à des conditions précises ; elle contient l'indication du taux de la prime, elle décrit les risques à garantir, le proposant déclare même avoir pris connaissance des conditions générales de l'assurance à laquelle il entend souscrire. Il est, en effet, toujours utile que la compagnie fasse connaître ces conditions aux futurs assurés. La loi turque ne lui impose aucune obligation à ce sujet ; mais il n'est pas moins vrai que la clause soit devenue de style dans les propositions. Nous aimerions, toutefois, que le législateur turc suive à cet égard la voie tracée par son collègue brésilien qui par un décret de 1924 a imposé l'obligation de faire connaître les conditions générales aux assurés (9).

Par contre, dans beaucoup de cas, le contrat ne prend pas effet immédiatement. Les assureurs subordonnent sa prise d'effet au paiement de la première prime ou à la signature de la police, la réalisation de cette dernière condition se trouvant d'ailleurs soumise au paiement lui-même. La date de ce paiement a alors une importance des plus grandes, comme celle de la formation. Elle marque l'entrée en application du contrat, elle indique le point de départ des obligations des parties. La conclusion ne se confond plus avec la prise d'effet. C'est à partir de la prise d'effet que le contrat aura une vie véritable, qu'il se présentera dans tout son dynamisme. Le contrat existe bien, l'une ou l'autre des parties ne pourra y apporter aucune modification ; l'assuré sera bien tenu

(9) V. article 93 du décret du 31 décembre 1924. *Annuaire de législation étrangère*, 1924, p. 497.

de donner avis à la compagnie du changement des risques si jamais il y en a un. Il n'est pas soumis à une condition suspensive, car il est déjà formé. Seulement sa prise d'effet se trouve subordonnée à un terme, il y a là un terme suspensif de la prise d'effet (10).

65. — La loi turque contient un article 960 dont voici la traduction : « L'assureur a droit à la prime à partir de la date à laquelle commence la responsabilité d'assurance ». Nous trouvons dans ce texte l'expression d'un juste et heureux principe : celui de la corrélation du risque et de la prime. Du reste, le dernier alinéa de l'article qui suit vient affirmer ce principe d'une façon formelle. A défaut de stipulations contraires, est-il dit, la prime doit être acquittée intégralement au comptant, au moment où commence la responsabilité de l'assureur. La loi veut donc que la prime soit payée au moment où commence la responsabilité de l'assureur, c'est-à-dire, au moment de la prise d'effet du contrat. L'assuré est garanti à partir de la date à laquelle il a payé la prime. Cette garantie ne peut lui être refusée. De même, le risque ne sera pas garanti tant que la prime n'aura pas été acquittée. La loi fixe ainsi une règle bien précise en matière de prise d'effet : la garantie de l'assureur est fonction du paiement de la prime. Les conséquences directes qui en découlent sont les suivantes :

a) L'assuré se trouve garanti de plein droit dès qu'il a effectué le paiement.

b) L'assureur n'est pas tenu de la garantie avant que le paiement soit effectué.

(10) Besson, *op. cit.*, p. 57 ; ajournement de la prise d'effet (Planiol et Ripert et Lepargneur, « Traité pratique de droit civil français », t. XI, p. 579).

Le paiement de la prime est nécessaire pour la prise d'effet du contrat, mais il n'est nullement exigé pour sa perfection (11). La loi elle-même est assez explicite sur ce point quand elle dit, traitant dans l'article 970 de la sanction du non-paiement, que l'assureur doit envoyer un avertissement à l'assuré qui ne paie pas sa prime lors du contrat lui faisant savoir que l'accord sera résilié s'il ne s'exécute pas dans le mois qui suit cet avertissement. La loi parle ici du contrat et de sa résiliation, bien que la prime ne soit pas encore payée. Ce qui montre qu'il existe bien avant que le paiement soit fait.

(11) Paris Le Clerc, « Le contrat d'assurance. Sa nature juridique ». Thèse, Paris, 1932, p. 102.

SECTION III

LA PREUVE DU CONTRAT

66. — En matière de contrat les moyens de preuve sont, en général, assez abondants et tous ceux qui sont consacrés par la loi sont admis. Mais, lorsqu'il s'agit du contrat d'assurance, il en est différemment. La question de preuve présente dans ce contrat un intérêt particulier, parce qu'elle se trouve résolue d'une façon spéciale. Nous voyons, en effet, dans cette solution une règle propre au droit des assurances. Les lois sur le contrat d'assurance consacrent toutes la preuve par écrit. Mais, quelle est la portée exacte de cette disposition ? C'est à cette question que nous devons répondre avant tout.

67. — Les textes actuels qui régissent la matière des assurances en Turquie se contentent de dire, ainsi que nous l'avons signalé (v. supra N° 56), que le contrat se prouve par la police ou par le certificat provisoire. Avant la République, l'ancien Code de Commerce (article 176) disait que le contrat est fait par acte authentique ou sous seing privé (12). Nous avons aussi parlé de la loi du 12 mars 1906 qui dans son article 2 avait précisé la nécessité dans tous les cas de dresser un écrit. Aujourd'hui les parties sont parfaitement libres de faire constater l'assurance par un acte passé devant notaire ou de la passer par acte sous seing privé. Dans le premier cas, elles doivent, en France, conformément à l'article 1325 du Code Civil, respecter la formalité des doubles. Dans le second

(12) V. Desjardins, « Traité de droit commercial maritime », 9 vol. Paris (1878-1890), t. VI, p. 47.

cas, elles ne sont pas obligées de la remplir. Mais, la pratique française consacre quand même l'usage de dresser le contrat en double et même en triple exemplaire. La loi turque dans son article 966 prend soin de préciser expressément que l'acte doit être dressé en double exemplaire. C'est une garantie commune pour les parties quant à l'établissement de la preuve.

68. — La rédaction de la loi permettrait de penser que son législateur n'a pas voulu limiter les moyens de preuve à la police et au certificat provisoire. En apparence, il n'est question que de ces deux actes, et le texte semble avoir un caractère plutôt impératif. Par suite, on pourrait songer à la nullité du contrat dans le cas où la police ou le certificat provisoire ferait défaut. Mais, nous croyons que cette manière de voir ne serait pas exacte et cela pour différentes raisons. D'abord, il est impossible de concilier le caractère consensuel du contrat avec une solution pareille. Etant consensuel, la non observation de la forme écrite dans le contrat ne peut entraîner sa nullité. Ensuite, la doctrine comme la jurisprudence sont également d'accord pour dire que le défaut d'une preuve littérale n'entraîne pas la nullité du contrat (13).

La police peut donc parfaitement être remplacée par d'autres écrits, tels qu'une lettre missive ou un télégramme (14). Elle apparaît comme un simple acte probatoire (15). L'article 966 veut, sans nul doute, que le contrat soit prouvé par un écrit. Il mentionne la police tout en spécifiant qu'elle est une convention écrite (Mu-

(13) Alauzet, *op. cit.*, T. II, p. 439.

(14) Sumien, *op. cit.*, p. 37.

(15) Cosack, « Traité de droit commercial »; trad. Mis. Paris, 1907, T. III, p. 397.

kavelename) et cite en second lieu le certificat provisoire qui n'est pas autre chose que la note de couverture. La loi entend-elle par là exclure tous les autres moyens de preuve ? Faut-il les exclure tous, ou convient-il de faire une distinction et ne mettre de côté que la preuve par témoins ? Il est assez difficile d'apporter une réponse décisive dans un sens ou dans l'autre. Mais, tâchons toutefois d'éclaircir le problème à l'aide des textes généraux du Code de Commerce. L'article 680 de ce dernier dispose : « A moins que le contraire ne soit stipulé dans le présent Code, le juge peut, à part les moyens de preuve admis par les lois générales, juger en se fondant sur la conviction acquise par le témoignage, présomptions et indices, et ce, quel que soit le montant litigieux ». Que dire maintenant de la disposition de l'article 966 ? Est-ce un des cas où la loi stipule que le témoignage ne doit pas être admis comme moyen de preuve ? Nous croyons qu'il faut répondre par l'affirmative. La législation turque établit ici une différence entre les assurances terrestres et les assurances maritimes. Le livre II du Code de Commerce dans son chapitre X consacré aux assurances maritimes ne fait aucune allusion à la preuve du contrat. La police n'est dressée que si l'assuré le demande (art. 1325). Ce qui montre qu'elle n'est pas nécessaire pour la preuve de l'assurance et qu'en matière maritime tous les moyens de preuve sont admissibles. En revanche, dans les assurances terrestres, nous voyons la loi prescrivant scrupuleusement la preuve par la police, énumérer les énonciations qu'elle doit contenir. De plus, l'article 967 nous dit que l'assureur « est tenu de remettre le contrat d'assurance à l'assuré dans les vingt-quatre heures de sa date ». Ce qui prouve encore la volonté du législateur de voir le contrat établi par écrit. L'article 966 vise donc

le but d'exclure le témoignage comme moyen de preuve en matière d'assurance terrestre. Une objection semble pourtant possible à la solution que nous préconisons : pourquoi serait-on plus exigeant et plus rigoureux en droit commercial terrestre qu'en droit maritime ? Mais, ceci est parfaitement compréhensible. D'abord, en matière maritime les affaires ont besoin de se dérouler le plus rapidement possible. Ensuite, le contrat est conclu la plupart du temps pour un voyage déterminé et la prime est unique. Tandis que, en matière terrestre, l'unité de temps régissant le contrat est presque toujours l'année. Des contestations sont toujours possibles soit à l'occasion du paiement des primes, soit pour cause de déclarations inexactes. La mise en marche des sanctions contractuelles peut devenir complètement impossible si les différentes modalités ne sont pas fixées d'une manière précise. Or, le seul moyen d'obvier à ces inconvénients c'est de faire la preuve par la police. Et, c'est dans ce sens qu'il convient de comprendre le texte de la loi, car c'est ainsi qu'il présente un intérêt pour les parties, de même que pour la sécurité des affaires. Vouloir apporter une solution opposée serait détourner la loi de son but, altérer son esprit. Cependant, il existe des auteurs qui se refusent à admettre cette propriété de preuve de la police (16) ; ils disent que sa seule valeur c'est son pouvoir de concrétisation, c'est-à-dire, celui d'établir que son détenteur a le droit de réclamer l'indemnité, et ils vont jusqu'à lui donner la qualification d'« effet boiteux ». Il y a là, à notre avis, une confusion entre les polices maritimes et les polices terrestres. Ce qui fait croire à ces auteurs que la police n'a qu'un pouvoir de concrétisation,

(16) Hirsch, Cours, p. 48.

c'est que l'article 1427 du Code de Commerce Maritime ture dispose qu'il faut que l'assuré détienne la police pour pouvoir exercer ses droits en justice sans qu'il soit besoin du consentement du souscripteur. Mais, il s'agit dans ce cas d'une situation particulière créée par une assurance pour compte, et en plus, survenue en matière maritime. Leur raisonnement ne peut être exact que pour les polices au porteur ou d'une façon plus générale pour les polices d'assurances pour compte qui sont transmissibles de la main à la main (16 bis).

69. — Ces développements montrent que la rédaction de la police est le seul moyen efficace pour la preuve du contrat. Mais, la loi n'ayant voulu écarter que la preuve par témoins, d'autres modes de preuve peuvent être apportés. Ces modes de preuves résident dans l'aveu, le serment et le commencement de preuve par écrit.

Pour que l'aveu puisse constituer une preuve, il faut que les parties tombent d'accord sur toutes les clauses contenues dans leurs conventions (17). Par ailleurs, la règle de l'indivisibilité de l'aveu, consacrée expressément par l'article 683 du Code, ne rencontre aucune exception.

S'il s'agit de la preuve par serment, il faut évidemment que l'on soit en face d'un serment décisoire.

Ces deux preuves, l'aveu et le serment sont admises sans qu'un commencement de preuve par écrit soit nécessaire (18).

Dans la pratique, les polices consacrent, en général, des dispositions spéciales concernant les modes de preu-

(16 bis) Dans le même sens, Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, p. 368.

(17) Persil, « Traité des assurances ». Paris, 1835, p. 59.

(18) Ripert, « Droit Maritime », 3^e édit., III, p. 480; Vivante, « Traité théorique et pratique des assurances maritimes », p. 19.

ve. Voici, en effet, dans quels termes s'exprime l'article 5 des conditions générales de la police-type incendie turque : « Les engagements de la Compagnie envers l'assuré sont déterminés par le contrat, le certificat provisoire d'assurance, les actes de prolongation et les avenants, les annotations et les apostilles sur le contrat ou les textes imprimés et manuscrits figurant sur toutes autres pièces et documents signés par la compagnie et la réponse positive écrite ou verbale donnée à l'assuré dans l'affirmation des inscriptions faites antérieurement par les établissements d'assurances ». Le texte semble viser la preuve de l'étendue des obligations de l'assureur. Mais, nous ne pensons pas que tel soit le but auquel il vise. D'abord, l'article se trouve sous la rubrique de la « formation du contrat ». Ensuite, la fixation de l'étendue des obligations des parties est une question d'interprétation des clauses du contrat. Nous croyons, au contraire, qu'on a voulu régler par là conventionnellement la question de la preuve de l'assurance. Seulement, la rédaction est assez confuse et révèle la volonté de garder la supériorité économique des compagnies. Les conditions générales visent en réalité la question de la preuve du contrat. Elles exigent bien, dans tous les cas un écrit. Il n'est question d'un engagement par voie verbale que si des inscriptions ont été déjà prises préalablement sur les registres de la Compagnie. Dans ce dernier cas, les inscriptions en question serviront de commencement de preuve par écrit.

70. — La pratique, on le voit, est d'accord avec la doctrine pour écarter la preuve par témoignage. Le principe général du droit commercial d'après lequel ce mode de preuve est admis quelle que soit la valeur de l'objet d'un

contrat, se trouve écarté en matière d'assurances. Mais, il peut être admis dans le cas où il y aurait un commencement de preuve par écrit (19). Soutenir le contraire, nous paraît, en effet, incompatible avec le fait de décider que le contrat peut être conclu par lettre missive ou par télégramme. Interdire dans ce cas la preuve par témoin serait condamner à mort le contrat déclaré pourtant conclu. Ce serait empêcher un accord de produire son utilité économique et sociale sans raison valable et permettre à l'une ou à l'autre des parties de se dégager de ses obligations sans motif juridique. Dire que le contrat est conclu mais que la preuve n'est pas possible, équivaut à dire aux caravaniers du Sahara mourants de soif et arrivés à dix mètres d'une oasis : « voilà l'eau, mais vous ne pourrez pas la boire ».

Mais, en règle générale, c'est au moyen de la police que la preuve du contrat d'assurance est faite. Ce caractère de preuve qui lui est spécial se trouve d'ailleurs formulé par la loi dans son article 967. La loi désire que la police soit remise par la compagnie à l'assuré dans les vingt-quatre heures, s'il est conclu directement par lui ou par son mandataire ; et dans les dix jours, s'il est conclu par l'intermédiaire d'un courtier. Elle ne veut pas sans doute, faire ainsi un contrat solennel, car elle prend soin de dire que cette obligation incombe à l'assureur, à la condition qu'il n'existe pas de stipulation contraire. Ce qu'elle veut, c'est faire respecter la règle de la preuve par la police. En édictant cette disposition elle évite aux parties les contestations qui pourraient se produire dans l'avenir. Si l'assureur ne se conforme pas à cette obligation la loi met en marche une sanction qui consiste dans

(19) Alauzet, *op. cit.*, T. II, p. 298.

le paiement des dommages intérêts à l'assuré. La pratique, exprimée dans l'alinéa 4 de l'article 5 de la police-type incendie, a consacré, d'une façon générale, le délai de dix jours pour la remise du contrat à l'assuré ou à son mandataire.

71. — Tout ce qui vient d'être dit de la police est également vrai pour le « certificat provisoire » dont il est question dans l'article 966. Celui-là, nous l'avons déjà fait remarquer, n'est pas autre chose que la note de couverture. Le terme dont se sert la loi turque est suffisamment expressif en ce qu'il fait allusion au caractère de police provisoire de la note de couverture. Cette dernière constitue une lettre d'acceptation de la proposition d'assurance avec effet immédiat (20). Elle fixe l'engagement de l'assureur dès avant la remise de la police à l'assuré. Mais il faut qu'elle soit faite aux conditions générales de la police, qu'elle contienne tous les éléments que la police doit indiquer. La seule différence essentielle qui les sépare, c'est que la note de couverture a eu effet immédiat. On ne devrait pas dire, comme l'ont déjà fait certains tribunaux (21), que la note de couverture peut résulter d'une fiche établissant le paiement de la prime. Une fiche peut bien constater l'acquittement de la prime, mais elle ne constitue pas une note de couverture.

72. — La police doit contenir certaines énonciations. Son contenu ne peut pas être contraire à la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Ce point avait été précisé

(20) Trasbot, « Commentaires de la loi du 13 juillet 1930. D., 1931, 4°, p. 10, col. 3, *in fine* ; Maurice Picard, « Les règles essentielles du contrat d'assurance » (Cours de doctorat, 1936, 1935).

(21) Triv. civ. Meaux, 25 octobre 1933 (*R. G.*, 1934, p. 62).

pour la première fois dans l'article 28 du règlement sur les sociétés d'assurances étrangères du 12 Mars 1906. Plus tard, un texte modificatif intervenu en date du 10 août 1915 formula l'article 24 de la loi sur les sociétés d'assurances étrangères (loi du 30 novembre 1914) comme suit : « Seront valables toutes clauses figurant dans les polices d'assurance pourvu qu'elles ne soient pas contraire aux bonnes mœurs, à l'ordre public et qu'elles ne soient pas prohibées par la loi. » Aujourd'hui, le principe est consacré par le droit commun (article 19 du Code des Obligations). Les polices contiennent en outre un texte beaucoup plus général et parlent non seulement des dispositions impératives ou prohibitives des lois, mais aussi de celles des règlements et des conditions générales.

L'article 966 énumère les différentes énonciations qu'il désire voir figurer dans la police. Après avoir dit qu'elle doit être faite en double, datée et signée, il ajoute qu'elle doit contenir les noms et domiciles des parties, l'objet de l'assurance, les indications sur les risques, la somme assurée, la prime et certaines circonstances permettant l'appréciation des risques. Il se sert, dans cette énumération, de l'expression « doit contenir ». Mais, il ne faut pas attribuer pour cela un caractère impératif au texte et dire que toutes ces énonciations doivent figurer obligatoirement dans la police. La police, en tant que moyen de preuve, doit pouvoir constater clairement l'assurance ; et par suite, mettre en valeur les différents éléments qui la caractérisent. On sait que ces éléments sont au nombre de trois : l'intérêt, le risque et la prime. Ils doivent être indiqués dans la police, l'absence de l'un d'eux nous mettrait en face d'un autre accord. Ils sont donc requis pour l'existence même du contrat.

Quant aux autres mentions que doit contenir la police, on doit les exiger suivant l'importance qu'elles présentent pour la formation du contrat. L'omission de la formalité des doubles, par exemple, ne sera pas grave et n'aura pas une influence sur la formation, ni sur les effets du contrat. L'indication de la date n'a pas non plus une influence sur la formation du contrat, mais sur sa prise d'effet. La date n'étant pas un élément essentiel du contrat, son absence ne constituera pas une cause de nullité de l'assurance (22). L'ancien Code de Commerce apportait plus de précision en ce qui concerne la date du contrat. Il disait dans son article 176 que la police devait énoncer la date du contrat avec mention de l'heure à laquelle il a été conclu. Aujourd'hui, la loi dit simplement que la police doit être signée et indiquer les jours où les risques commenceront et où ils finiront. Mais il faut dire qu'en pratique, les polices contiennent toujours le moment précis à partir duquel les risques commenceront à courir pour l'assureur et consacrent la clause de midi à midi.

73. — L'apposition de signature est spécialement importante en matière de contrat d'assurance. Car, il existe, en fait, des pratiques dérogeant au caractère consensuel du contrat. La signature est exigée alors comme une condition d'existence.

En dehors de ce cas, il ne nous semble pas qu'elle soit indispensable. La loi n'exige, en effet, la police que pour la preuve ; la forme écrite n'est pas nécessaire pour la validité du contrat. Par suite, les règles du droit commun relatives à la signature se trouvent écartées, étant donné qu'elles ne doivent être respectées que quand la forma-

(22) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, p. 345.

tion du contrat est soumise à la forme écrite. Néanmoins, les principes généraux concernant la signature reçoivent application dans le cas où les parties l'apposent sur la police. Cette signature doit être écrite de la main du souscripteur. Mais, dans le cas où quelque moyen mécanique est admis par l'usage, ceci remplacera la signature. Pour les aveugles, leur signature devra être dûment légalisée ; ou bien, ils ne seront réputés obligés que s'il est établi qu'ils ont connu le texte de l'acte au moment de signer (Code des Obligations, article 14). Les personnes qui ne peuvent pas signer, peuvent remplacer leur signature par une marque à la main, dûment légalisée. Une simple croix peut donc constituer une signature à la condition, toutefois, d'avoir été légalisée.

L'apposition de la signature n'a donc rien à voir avec la prise d'effet du contrat, elle n'indiquerait nullement le point de départ de la responsabilité de l'assureur ou le moment où les risques commenceraient à courir (23). Tout autre serait, par contre, la solution si la signature avait été prévue par une clause spéciale comme devant être une condition pour que le contrat produise effet. D'ailleurs, même dans ce cas, l'assureur peut être engagé à partir d'une date antérieure si cette date se trouve indiquée quelque part dans la police comme étant la date de prise d'effet (24).

Voilà, vues assez rapidement les énonciations les plus importantes qui doivent, d'après la loi turque, figurer dans la police. L'ancien Code de Commerce voulait, à l'instar du Code français, qu'elle énonce aussi la qualité de propriétaire ou de commissionnaire de l'assuré. La loi actuelle est muette en ce qui concerne cette mention.

(23) *Contra*, Persil, *op. cit.*, p. 45.

(24) Paris, 4 avril 1935. *R. G.*, 1936, p. 530.

Faut-il en conclure qu'elle n'exige plus que pareille mention soit faite ? Nous ne le croyons pas. D'abord, en pratique, l'assureur sait toujours quel est le véritable intéressé au contrat. Dans l'assurance pour compte, par exemple, il sait que le souscripteur n'est pas la personne qui sera couverte par l'assurance. Par ailleurs, la loi consacre une série d'articles (934 et suivants) dans lesquels il énumère les personnes qui peuvent passer l'assurance. Elle exige la mention de la qualité du souscripteur, mais d'une façon indirecte. Elle dit en effet, au second paragraphe de son article 936 que « le contrat d'assurance dont les clauses ne permettent pas de déduire qu'il a été conclu au nom et pour le compte d'autrui, est considéré l'avoir été au nom et pour le compte du souscripteur. » Le vœu de la loi se trouve donc réalisé. Ce qu'elle veut c'est que d'abord l'assureur sache si le souscripteur est le véritable intéressé ou non, et ensuite, qu'en cas de conflit on puisse savoir à qui s'en tenir. C'est grâce à cette mention qu'apparaîtra à nos yeux l'intérêt d'assurance qui est un des éléments essentiels du contrat.

74. — La police contient, la plupart du temps d'autres énonciations que la loi n'a pas mentionnées. Il se peut très bien qu'elle omette de stipuler celles qui ne font pas partie de l'essence même du contrat. Cette omission n'aura aucune influence sur la validité de l'assurance. Il se peut même que la police ne contienne pas un des éléments essentiels tels que la prime ou la description des risques. Seulement, là, elle ne pourra plus être considérée comme une police, elle n'aura la valeur que d'un écrit quelconque, d'un commencement de preuve par écrit (25).

(25) Dans le même sens : Van Eeckhout, *op. cit.*, p. 209 ; Manasse, Code de commerce ture, note 3, sous l'article 966.

75. — La police qui énumère les éléments nécessaires, forme ainsi le moyen de preuve exigé par l'article 966 de la loi. Mais il arrive parfois que les parties ne tombent pas d'accord dans l'interprétation de telle ou telle clause. On est alors devant une question d'interprétation de volonté. Le rôle du juge serait, par conséquent de la faire conformément au droit commun. La règle que consacre ce dernier, se trouve formulée dans l'article 18 du Code des Obligations qui dit qu'il y a lieu dans ce cas de rechercher la réelle et commune intention des parties. Mais, si général que soit ce texte il convient de le compléter par un autre qui est spécial au droit commercial et qu'il faudrait aussi appliquer aux assurances. Nous voulons parler de l'article 678 du Code de Commerce qui est ainsi rédigé : « Quand les termes d'une convention comportent plusieurs sens et que l'intention réelle des parties n'a pas pu être précisée... la convention s'interprète en faveur de celui qui s'est engagé et contre celui qui doit profiter de l'engagement. » Nous retrouvons là, la même règle que réserve le Code Civil français en matière d'interprétation des contrats. Il s'agirait donc de voir quelle est la partie qui s'oblige et quelle est celle envers qui l'obligation est assumée. Or, le caractère synallagmatique du contrat d'assurance peut, la plupart du temps, nous conduire à des erreurs. C'est-à-dire, qu'il peut nous être impossible ou très mal aisé de nous prononcer d'une façon formelle. Dans ces conditions, il serait, sans doute, beaucoup plus prudent de posséder un critère sûr auquel on puisse avoir recours pour l'interprétation de l'acte. Ici encore, il nous semble qu'il faudrait tenir compte de la particularité du contrat d'assurance d'être un contrat d'adhésion, ou plus exactement un contrat où il existe une inégalité économique

entre les parties. On sait que ce fait réside dans l'esprit même de l'opération et qu'il est exigé par la technique spéciale à laquelle les assurances sont soumises. Par conséquent, une question va se poser inévitablement devant le juge : quelle est la partie maîtresse dans le contrat, qui est-ce qui est économiquement le plus fort ? La règle qu'il va se fixer dépendra de la réponse qu'il apportera à cette question. Presque toujours, l'assuré est économiquement dans une situation inférieure à celle de la Compagnie ; c'est cette dernière qui dicte le contrat et ses différentes clauses. Il doit donc être responsable des ambiguïtés qu'il y insère (26). S'il y a des termes ou des clauses qui paraissent confus, leur rédaction étant faite par l'assureur, il est normal que les conséquences susceptibles de se produire à cause de cette confusion pèsent sur lui. Le juge devra donc interpréter le contrat contre la Compagnie, auteur de la police et en faveur de l'assuré. Telle doit être la règle que les tribunaux doivent appliquer au cas où l'article 678 du Code de Commerce ne serait pas suffisant pour donner une interprétation exacte de l'acte. Elle est en outre conforme à l'esprit qui guide la loi turque sur les assurances qui tout en consacrant la liberté contractuelle s'efforce en même temps de protéger le plus efficacement possible l'assuré.

76. — On s'aperçoit par les développements que nous venons de faire que la police, en tant que moyen de preuve, est régie par des règles identiques à celles qui gouvernent la loi française du 13 juillet 1930. Mais,

(26) Planiol et Ripert et Lepargneur, *op. cit.*, p. 588 ; Perreau, « Clausés manuscrites et clauses imprimées » : article dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, 1927, p. 303. Guineau, « Le paiement de la prime », Thèse, Paris, 1932, p. 104.

pourtant, une différence qui, à nos yeux, est des plus importantes sépare les deux législations. La loi du 13 juillet 1930 stipule dans son article 8 que le contrat est rédigé en caractères apparents. Nous ne voyons aucune stipulation analogue dans la loi turque qui est complètement muette sur ce point. Il serait souhaitable que le législateur turc suive l'exemple de son collègue français. Il y a, en effet, dans la consécration de cette règle, des avantages considérables. C'est grâce à elle qu'on peut assurer que la personne garantie prenne connaissance des conditions de la police.

Dans la pratique, les polices turques ne sont pas imprimées en caractères suffisamment apparents. Il n'y a qu'une partie des polices d'assurances maritimes de la compagnie « Anadolu » qui satisfassent à la règle. Les autres polices en vigueur en Turquie emploient des caractères minuscules. Cet état de choses est évidemment au grand détriment des assurés. En ce qui nous concerne, nous croyons pouvoir proposer la solution suivante : les caractères servant à l'impression des conditions générales devraient être de la grosseur des caractères des machines à écrire. Ces derniers servent, en effet, à remplir les blancs du recto de la police et il n'y a aucune raison pour que les caractères employés au verso soient plus petits. En effet, les risques exclus de l'assurance qui figurent parmi les conditions générales et qui sont imprimés presque d'une manière illisible sont, sans aucun doute, aussi importants, sinon plus importants, que la mention du domicile de l'assuré qui se trouve faite en première page de la police à l'aide des caractères d'une machine à écrire.

Quant aux clauses édictant des nullités ou des déchéances, elles ne sont pas soumises à une règle

spéciale dans la pratique turque et ce fait est encore plus regrettable que le précédent. La loi devrait exiger leur mention en caractères gras, très facilement lisibles. Devant son silence les tribunaux vont se trouver assez embarrassés pour se prononcer sur ces clauses. Il nous semble qu'ici on peut sans crainte admettre la nécessité de l'impression de ces clauses avec des caractères au moins de la même grosseur que ceux qui ont servi à consacrer la création du droit pour l'assuré. Pourquoi, la perte ou l'anéantissement du même droit se trouverait-il soumis à des conditions matérielles inférieures à celles qui ont régi sa création ? Aucune raison ne pourrait justifier une telle solution. Le juge devra donc, en se servant sagement de son grand pouvoir d'appréciation, statuer de façon que les intérêts de l'assuré et sa protection soient assurés.

77. — Finalement, nous dirons que, d'après la loi turque, la preuve du contrat doit être faite à l'aide de la police ou du certificat provisoire. La preuve par l'aveu ou le serment décisive est aussi possible ; celle par témoins est exclue, sauf dans le cas où la police serait perdue par suite d'un cas fortuit ou de force majeure (27)

(27) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, p. 338 ; Ripert, « Droit maritime », 3^e éd., III, p. 480 ; Munteano, « De la formation du contrat d'assurance », thèse, Paris, 1932, p. 140.

CHAPITRE III

Les Effets du Contrat

LES EFFETS DU CONTRAT

78. — Le contrat étant formé, il s'agit à présent d'étudier les effets qu'il produit. Cette étude ne peut être autre chose que l'examen des obligations respectives des parties. Ces obligations et leur examen nous feront apparaître les divers traits particuliers soulignant l'exécution de la convention.

Les parties ont conclu leur accord dans un but déterminé qu'elles se proposent d'atteindre. Pour l'assuré ce but sera d'être indemnisé en cas de sinistre. Mais, pour que cela soit possible, il faut que l'assurance ait été valablement conclue ; qu'il n'y ait pas de faits pouvant influencer sur la vie du contrat ; de causes contemporaines à la formation et susceptibles d'entraîner une nullité ; que les parties se soumettent à l'accomplissement de telle ou telle obligation jusqu'à ce que l'assurance produise son effet définitif.

Il convient d'étudier ces obligations par rapport à la personne. Elles sont, en effet, liées à la qualité d'assuré ou d'assureur des parties contractantes. Nous les examinerons donc, suivant qu'elles appartiennent à l'une ou à l'autre. Mais, il faut aussi les étudier par rapport au temps. Car il y en a qui se placent au moment de la formation, d'autres qui doivent être exécutées au cours du contrat et enfin, d'autres qui apparaissent avec la réalisation du sinistre. Considérant ces deux nécessités rationnelles, nous allons examiner en premier lieu les obligations de l'assuré, et en second lieu celles de l'assureur, et toutes les deux, en les situant dans le temps.

SECTION I

LES OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ

79. — L'assurance, disons-nous toujours, est une vente de sécurité. Si significative que soit cette affirmation, elle ne permettrait nullement de faire un rapprochement entre les deux contrats. Il est exact de dire que l'assuré est obligé de payer la prime, prix de l'assurance, tout comme l'acheteur qui a l'obligation de payer le prix dans la vente. Mais, là s'arrête l'analogie. Le contrat d'assurance implique des obligations particulières et originales qui incombent à l'assuré. Le droit des assurances s'est forgé des théories spéciales en ce qui concerne ces obligations. Nous les étudierons sous deux chefs :

Paragraphe I. — Les déclarations de l'assuré.

Paragraphe II. — Le paiement de la prime.

§ 1. — LES DÉCLARATIONS DE L'ASSURÉ

80. — A la vérité cette obligation de déclarer se limite aux déclarations concernant seulement les risques. C'est à propos de celles-ci que le droit des assurances a mis sur pied une théorie propre. Mais, d'autres déclarations doivent encore être faites ne se rattachant pas directement aux risques. Telles sont les déclarations relatives aux assurances multiples et la déclaration du sinistre. Il faut remarquer pourtant, que même dans ces dernières la notion de l'obligation de déclarer évolue autour de la notion de risque sans que celui-ci constitue directement et immédiatement l'objet de l'obligation.

Pour expliquer l'existence d'une théorie spéciale relative à l'obligation de déclarer dans le droit des assurances, il ne faut pas perdre de vue cette particularité du contrat d'être un contrat de bonne foi. En effet, d'une façon générale, chacun des contractants se trouve protégé dans la vie juridique contre le dol de l'autre partie. Pour le reste, la loi ne se soucie pas trop, et elle compte sur la diligence et la prudence des individus dans l'emploi de leurs droits et dans la défense de leurs intérêts. Dans le contrat d'assurance, des considérations nouvelles entrent en jeu et le législateur exige une confiance réciproque des deux parties. Pour aboutir à cette fin, il déclare l'obligation de renseigner l'assureur une obligation juridique. Celui-ci doit, en effet, connaître les différentes circonstances pouvant influencer sur le risque et sur la réalisation du risque. C'est par les déclarations du futur assuré qu'il pourra les connaître et c'est sur ces renseignements qu'il basera ses calculs, qu'il établira la prime. Si, maintenant, les déclarations sont inexactes ou sont faites d'une manière incomplète l'assureur aurait fait ses calculs sur des bases fausses, sur des données qui ne correspondent pas à la réalité. Il s'en suivrait de là un bouleversement dans les méthodes techniques dont il a besoin d'avoir recours pour mettre en marche l'institution de l'assurance.

Craignant que la liberté contractuelle ne serve d'échappatoire aux parties pour qu'elles règlent le régime des déclarations à leur gré, les lois ont jugé bon de fixer elles-mêmes les cadres de l'obligation, et, certaines comme la loi française, ont déclaré le caractère impératif des textes visant l'obligation de déclarer.

81. — La loi turque présente, en ce qui concerne les déclarations de l'assuré, une structure assez spéciale. Elle diffère de la majorité des législations :

1° Quant à la construction du régime auquel doivent être soumises les déclarations.

2° Quant à la sanction de l'obligation de déclarer.

82. — I. — La loi turque adopte en matière des déclarations le système du questionnaire. Les avantages et les inconvénients que présente ce système sont connus. Il a l'avantage de la précision et de la simplification (1), les cas de nullité et de déchéance se trouvent écartés. Le futur assuré, une fois ayant répondu aux questions qui lui sont adressées n'a plus rien à craindre, il est complètement tranquille. C'est donc un système sûr. Mais, par contre, il présente un inconvénient pratique très important : c'est qu'il exige une certaine connaissance des affaires chez les assurés. Ceux-ci sont pour la plupart ignorants des affaires d'assurance. Même en supposant qu'ils sachent lire, on n'est pas certain qu'ils aient une instruction suffisante pour saisir la portée et l'étendue de chaque question qui leur est posée et comprendre les termes généralement techniques qui y figurent. Aussi, en pratique, ce sont les agents de la compagnie qui répondent à la place de l'assuré ; car, celui-ci leur confie le soin de remplir le questionnaire.

Malgré cet inconvénient, nous croyons que le système du questionnaire est préférable à celui de la déclaration spontanée, illimitée. Ce dernier n'écarte pas l'inconvénient qui vient d'être signalé. L'assuré n'est, certes,

(1) Rapport Lafarge, « Documents législatifs », Chambre des députés, 1926, n° 3316.

pas tenu de répondre à des questions qui lui sont posées. Mais, il est obligé d'apprécier lui-même les circonstances qui peuvent être susceptibles d'exercer une influence sur l'opinion du risque chez l'assureur. Or, cela est encore beaucoup plus difficile que de répondre à un questionnaire. Pour que l'assuré puisse renseigner la compagnie d'une façon satisfaisante, il faut dans le système de la déclaration spontanée, qu'il sache quelles sont les circonstances que l'assureur considère comme importantes pour l'appréciation des risques, qu'il connaisse les éléments dont se servent les entreprises d'assurances pour établir les primes, en un mot qu'il soit au courant des opérations d'assurances autant que l'assureur lui-même. Il est évident que l'assuré n'est pas un technicien spécialisé de ces opérations et que le fait qu'il ne sache apprécier les différentes circonstances doit être considéré comme excusable. S'il n'est pas admis d'une façon générale que le système du questionnaire s'adapte mieux aux intérêts de l'assuré, que du point de vue de sa protection il est préférable, il est par contre certain que la loi turque a, en l'adoptant, établi une garantie nouvelle pour lui. D'ailleurs, jugeant que le questionnaire protège l'assuré mieux que dans le système de la déclaration illimitée, beaucoup d'auteurs ont regretté que la loi française ne l'ait pas consacré (2). Même, cette considération théorique mise à part, nous sommes convaincus que le législateur turc a su apporter la solution qui correspondait le mieux à la vie juridique de son pays. Il a estimé, vu la faible proportion des gens suffisamment instruits, que le système du questionnaire serait le seul qui pourrait cons-

(2) Georges Picard, « Formation, durée, transmission du contrat d'assurance », thèse, Paris, 1933, p. 50 ; Pettrignani, « Déclarations de l'assuré et constatations de l'assureur », thèse, Paris, 1935, p. 62 et 124.

tituer une garantie pour les assurés. Reste à savoir maintenant si le questionnaire dressé par la Compagnie est assez clairement rédigé ou non. Parce que, tout dépendra de la façon dont il est conçu. Pour que les questions qui y sont contenues soient accessibles aux assurés, il faut que les termes techniques soient écartés, que les questions soient construites de la façon la plus claire. Et pour atteindre ce résultat, le moyen le plus efficace serait d'astreindre les compagnies à soumettre leurs questionnaires au ministère de l'économie nationale qui n'aurait que le droit de faire des rectifications visant la simplification de la rédaction, de veiller à ce que des questions inutiles ne soient pas posées, de supprimer les termes techniques et de les remplacer par des expressions communes et s'il est nécessaire par des périphrases claires et précises. Ainsi, on éliminerait le grand inconvénient que présente le système du questionnaire et qui réside dans le fait de faire rédiger les réponses aux agents de la Compagnie.

Faisons d'ailleurs remarquer que les législations qui consacrent le système de la déclaration illimitée de l'assuré ont en réalité une tendance pour se rapprocher du système du questionnaire. D'abord, en pratique, les assureurs ne se contentent pas de se fier aux seules déclarations des assurés, ils procèdent à la vérification de ces déclarations et se renseignent aussi de leur côté. Cette pratique est appliquée dans les pays où le premier système est en vigueur comme dans ceux du second. Ensuite dans les législations consacrant en principe l'obligation de déclarer d'une façon illimitée il a été quand même apporté des limitations, en ce sens que les assureurs ont pris l'habitude de n'exiger que les faits qui peuvent influencer sur l'appréciation du risque et qui présentent une véritable importance de ce point de vue. Il ne

faut pas, par suite, croire que quand on parle de l'obligation illimitée de déclarer, celle-ci veuille dire que l'assuré soit tenu de faire de nombreuses déclarations dont l'appréciation dépend uniquement de l'assureur.

Malgré ces usages qui se sont introduits petit à petit dans le domaine des assurances, le système de déclaration illimitée ne présente pas à notre avis, les mêmes garanties que fournit le questionnaire pour l'assuré. Ce dernier régime, surtout s'il était établi avec les modifications que nous avons préconisées plus haut, c'est-à-dire, si le questionnaire était dressé sous le contrôle de l'autorité publique qui serait chargé de veiller à ce que les questions soient claires, simples et facilement compréhensibles, présenterait un avantage manifeste par rapport aux autres systèmes en vigueur. Il faut, d'autre part, que les tribunaux considèrent l'ensemble des déclarations de l'assuré pour se prononcer sur l'une quelconque de celles-ci. Car, elles se complètent et même se rectifient les unes les autres (3).

83. — Le système adopté par la loi turque est donc celui du questionnaire. Une fois que l'assuré a répondu aux questions qui y sont contenues, aucune responsabilité ne lui incombe. Cette conséquence est consacrée d'une façon formelle par la loi qui dit dans son article 950, *in fine* que « aucune responsabilité n'est encourue qui ne découle des questions écrites dans la formule que le souscripteur est invité à remplir au moment de la conclusion du contrat d'assurance ». C'est une première limitation de l'obligation de déclarer, limitation qui découle du fait

(3) Maurice Picard, note sous Colmar, 10 janvier 1933. *R. G.*, 1933, p. 538. L'arrêt précise que l'indication du type et du numéro d'ordre de la série d'une voiture est suffisante pour permettre à la compagnie d'avoir une connaissance exacte de la date de fabrication du châssis.

de l'emploi du questionnaire. L'assureur ne pourra pas se prévaloir de l'absence d'une déclaration qui n'aurait pas fait l'objet d'une des questions du questionnaire. Mais, à côté de cette première limitation, il en existe une seconde qui dérive de la nature même des faits qui sont soumis à l'obligation de déclarer.

Les circonstances qui se trouvent, d'après la loi, soumises à déclaration ne sont pas toutes celles qui figurent dans le questionnaire. Ce sont seulement celles qui entraînent la renonciation de l'assureur au contrat ou la majoration de la prime si celui-ci connaissait la situation réelle au moment de la conclusion (article 950, alinéa 1). Il faut que ces circonstances fassent l'objet de questions indépendantes. S'il n'en est pas ainsi, l'assureur seul sera tenu responsable de l'omission. C'est à lui de juger, suivant les exigences de la technique professionnelle, de l'importance des diverses circonstances. Ayant omis de se renseigner sur elles, il est en faute et il est tout à fait normal qu'il soit seul à subir les conséquences de ce manque de vigilance. Seulement, ici, il s'agirait de savoir quelles sont les circonstances qui sont d'une importance telle qu'elles puissent influencer sur l'opinion du risque ? La loi turque prend nettement parti sur cette question en spécifiant que ce sont les circonstances qui entraîneraient la renonciation de l'assureur au contrat et celles qui impliqueraient une majoration de la prime si elles étaient connues de lui au moment de la conclusion. Elle consacre à ce sujet la théorie de la proportionnalité de la prime au risque. La notion essentielle, d'après elle, qui joue en matière de déclarations est celle de la prime. Le risque d'une part, et la prime de l'autre sont deux vases identiques qui communiquent par le canal « contrat d'assurance ». Il ne faudrait pas que leur contenu subisse

d'un côté ou de l'autre une pression moindre ou plus élevée. Ceci entraînerait automatiquement une différence entre les deux niveaux que nous voudrions maintenir sur le même plan. Il y a là une espèce d'application du principe de Pascal que nous rencontrons dans le domaine de l'hydrostatique. Les circonstances qui n'auraient pas pour conséquence une augmentation du taux de la prime ne sauraient être considérées comme pouvant influencer sur l'opinion du risque chez l'assureur. Par suite, ce dernier ne pourra rien alléguer contre l'assuré qui s'est tu devant une question sans importance du questionnaire.

84. — Les circonstances soumises à déclaration subissent une troisième limitation aussi importante que les précédentes. Celle-ci a trait aux faits qui sont déjà connus de l'assureur ou de son agent ayant le pouvoir de signature (4). C'est une limitation qui s'opère non pas dans le questionnaire mais dans la personne de l'assuré. Le fait se trouve bien énuméré dans le questionnaire ; il a bien une importance spéciale en ce qu'il influe sur le taux de la prime, mais il est connu de l'assureur. Cette connaissance est de nature à délier l'assuré de son obligation de déclarer. Il y a deux considérations à l'adoption de cette solution ; une considération visant le but même de l'obligation qui est celui de renseigner exactement l'assureur, et une autre se rapportant au principe de la bonne foi qui anime l'assuré. Le but de l'obligation se trouve atteint, puisque l'assureur a déjà connaissance de la circonstance. Quant à la sauvegarde du principe de la

(4) Si l'agent néglige de signaler une circonstance susceptible d'influer sur l'opinion du risque par l'emploi de quelque ruse, l'assureur reste toujours tenu d'indemniser. Le professeur Vivante dit que sa responsabilité est une responsabilité découlant de la faute de ses commis (Vivante, *op. cit.*, p. 518).

bonne foi chez l'assuré, cette considération empêche qu'on lui demande une nouvelle déclaration, puisqu'il est parfaitement en droit de croire à l'inutilité de celle-ci étant donné que l'assureur n'ignore pas la situation.

Nous pouvons à présent résumer les trois limitations apportées par la loi turque à l'obligation de déclarer en les formulant de la façon suivante :

1° Limitation provenant de l'emploi légal du questionnaire qui élimine toutes les circonstances qui restent en dehors de ses énumérations ;

2° Limitation à l'intérieur même de la précédente, une limitation dans la limitation, qui exclue les circonstances n'ayant pas une répercussion directe sur le taux de la prime ;

3° Limitation résultant de la connaissance par l'assureur du fait non déclaré.

85. — La loi turque présente une autre particularité assez remarquable, relative aux déclarations à faire par l'assuré. Le texte de son article 950 se sert de termes tout à fait généraux et se contente de mentionner les circonstances qui entraîneraient la renonciation de l'assureur ou une majoration de la prime. Sous réserve des limitations que nous venons de signaler, ces circonstances visent aussi bien le risque objectif que le risque subjectif. D'autant plus qu'en droit commun turc, l'article 24, 4° du Code des Obligations prescrit que, lorsque l'erreur porte sur des faits que la loyauté commerciale permettrait à celui qui se prévaut de son erreur de considérer comme des éléments nécessaires du contrat, la convention n'oblige pas celui qui se trouve dans cette erreur et que l'assureur pourrait parfaitement alléguer cette cause de

nullité si le risque subjectif n'a pas été exactement déclaré par l'assuré. Le futur assuré devra donc faire aussi les déclarations qui se rattachent à sa personne, à son intérêt. Toutefois, il est nécessaire que sa qualité soit de nature à former une circonstance pouvant influer sur l'opinion du risque, qu'elle fasse l'objet d'une question du questionnaire et qu'elle ne soit pas connue de l'assureur.

La loi n'établit aucune espèce de différence entre le risque objectif et le risque subjectif quant à leur déclaration. Tous les deux sont soumis à l'obligation.

86. — II. — Une seconde grande différence qui sépare la loi turque des autres législations en matière des déclarations de l'assuré apparaît quand on étudie la sanction de l'obligation de déclarer. Les différentes législations sur le contrat d'assurance peuvent être groupées en matière de sanction des déclarations fausses ou des réticences en deux catégories : celles qui prévoient une nullité et celles qui confèrent un droit de résiliation. Les lois bulgares (article 488 « attaquer la validité... par action directe ou par exception »), soviétique (article 383 — annulation), roumaine (article 54 — nullité), suédoise (article 4 — nullité), font partie de la première catégorie; tandis que les lois tchécoslovaque (articles 3 et 4), allemande (articles 16 et 17), suisse (articles 6 et 8 - n'est pas lié, peut se départir), chinoise (article 16) appartiennent à la seconde. La loi turque de 1926 rentre aussi dans cette dernière. Il n'est pas besoin d'insister longuement sur les conséquences que peut entraîner cette différence de sanction. La conséquence la plus importante se rattache aux effets de la résiliation. Dans ce cas, le contrat produit tous ses effets jusqu'à ce que la résiliation soit intervenue. A côté de cette différence, il en existe un autre non moins

importante : dans l'hypothèse où la sanction serait la nullité, la mise en marche d'autres actions en nullité, comme celles qui ont pour base l'erreur ou le dol, devient presque inutile (5). Celle-ci absorbe celles-là. Tandis que dans le système de la loi turque, la sanction de la résiliation n'écarte pas l'application d'autres sanctions. Ainsi, la sanction des réticences et fausses déclarations apparaît dans le droit turc comme une théorie autonome. Elle peut intervenir indépendamment de toute autre cause. Elle ne peut absorber d'autres actions, car elle n'est pas elle-même une nullité, mais une résiliation. Elle n'est pas une application de la théorie générale des vices du consentement, mais une théorie propre, élaborée uniquement pour le droit des assurances. La loi française se rapproche sur ce point du système conçu par la loi turque. En effet, l'article 21 de la loi de 1930 s'écarte du droit commun qui trouve son expression dans l'article 1116 du Code Civil en ce que la nullité intervient dans tous les cas où il existe une fausse déclaration intentionnelle, même si l'on se trouve en face d'un cas de dol incident. Elle consacre par cette particularité une théorie spéciale pour les sanctions des fausses déclarations tout comme la loi turque, avec la seule différence qu'elle ne vise que la mauvaise foi de l'assuré.

Il n'est pas difficile de se rendre compte que le système établi par la loi turque est tout à fait général. Sans prendre en considération le cas de bonne ou de mauvaise foi de l'assuré, elle édicte la résiliation. Sa théorie ne coïncide pas avec celle de l'erreur substantielle (6).

(5) Planiol et Ripert et Lepargneur, *op. cit.*, T. XI, p. 579.

(6) *Contra* : Vivante, *op. cit.*, p. 521.

87. — Il ne serait pas tout à fait exact de dire, comme le font certains auteurs (7), que la loi turque fait partie des législations qui annulent l'assurance sans distinguer si l'assuré a été de bonne foi ou non. Parce que, d'abord, cette loi ne prescrit pas la nullité, mais la résiliation. Ensuite, la bonne et la mauvaise foi de l'assuré n'y sont pas confondues.

88. — Il convient à ce sujet de faire une distinction entre les déclarations au moment de la conclusion du contrat et les déclarations au cours du contrat. Pour ce qui est des premières, la loi établit explicitement une différence entre le cas de la bonne foi et celui de la mauvaise foi de l'assuré (7 *bis*). On serait tenté, à la première lecture de l'article 950, de croire que ce texte ne fait aucune distinction. Car il y est dit que l'assureur a le droit de résilier dans tous les cas. Là, apparaît la différence qui sépare la législation turque de la législation française. D'après cette dernière, la sanction de nullité n'intervient que dans le cas de la mauvaise foi de l'assuré, tandis que la loi turque fait toujours intervenir la sanction de résiliation. L'assureur peut résilier, d'après elle, aussi bien quand l'assuré est de bonne foi que quand il est de mauvaise foi. Quand l'assuré est de mauvaise foi, l'assureur acquiert en même temps le droit à la prime à côté de celui de la résiliation. La nature de cette sanction, qui consiste à accorder la prime à l'assureur malgré la résiliation du contrat a, à notre avis, un caractère mixte. Elle a non seulement le caractère de

(7) Moncharmont, « Déclaration du risque », thèse précitée, p. 72.

(7 *bis*) M. Manasse fait erreur quand il traduit le terme de mauvaise foi (sui niyet) de l'article 950 par l'expression de fraude.

dommages-intérêts, mais aussi un caractère de sanction pénale.

Dans le cas de la bonne foi de l'assuré, l'assureur a le droit, soit de résilier le contrat, soit de maintenir le contrat avec un nouveau taux de prime. Ce dernier terme de l'alternative n'est pas prévu d'une manière expresse par la loi. Mais, il n'est pas difficile de l'admettre par le plus simple raisonnement. En effet, l'une des idées essentielles sur laquelle se base la loi pour construire sa théorie des fausses déclarations et pour établir la sanction générale de résiliation, c'est le souci d'écarter toute disproportion entre le degré de gravité des risques et la prime. C'est le but de la loi que celui de rétablir cette proportionnalité. Il n'y a, par conséquent, aucun doute que l'assureur peut proposer un nouveau taux de prime avant de procéder à la résiliation.

Le droit de résiliation de l'assureur est limité dans le temps. La loi dit qu'il sera déchu de son droit s'il ne l'exerce pas dans le mois qui suit la date où il a été informé de la situation. Ce délai ne pouvant être prolongé au détriment de l'assuré, la proposition de l'augmentation du taux de la prime devra être faite le plus vite possible. La Compagnie devra en outre avoir soin de fixer un délai d'acceptation à son client, lequel délai doit d'ailleurs être calculé de telle manière que l'assureur puisse avoir, en cas de refus de l'assuré, le temps nécessaire pour déclarer le contrat résilié sans que le délai légal d'un mois soit expiré. La résiliation n'est soumise à aucune forme spéciale par la loi. En dépit de son silence sur ce point, nous croyons qu'il serait conforme aux intérêts de l'assuré comme à ceux de l'assureur, de souhaiter l'usage de la notification par lettre recommandée. Deux raisons, l'une de technique législative et l'autre d'ordre pratique, nous

conduisent à formuler ce vœu. En effet, il est une des tendances générales du Code de Commerce turc que les notifications soient faites par acte public ou par lettre recommandée. Ensuite, les conditions générales précisent toujours la nécessité de notifier par lettre recommandée (8). La lettre recommandée peut aussi être d'une très grande utilité en ce qu'elle pourra, le cas échéant, servir, grâce à l'accusé de réception, à la preuve de la résiliation et de son point de départ. D'après la loi du 13 juillet 1930, la résiliation intervient dix jours après la notification (article 22, al. 2). D'après la loi turque elle n'interviendra qu'à partir de la réception de la lettre par l'assuré, car impliquant une perte de droit pour lui, la résiliation ne peut se produire à son insu. Mais, il nous semble, toutefois, qu'il serait plus conforme à l'équité dans certains cas d'admettre comme point de départ de la résiliation l'envoi de la notification. Tel, par exemple, le cas où l'assuré, une fois ayant eu connaissance de la proposition d'augmentation de la prime de l'assureur, a fait un paiement, mais tardivement au délai stipulé pour l'acceptation. Si l'on admettait dans ce cas que la résiliation produirait son effet à partir de l'arrivée de la notification chez l'assuré, la prime ainsi payée resterait acquise par l'assureur. Or, le contrat ayant disparu, ce paiement n'aurait plus aucune cause. Pour éviter toutes contestations et pour ne pas avoir recours à la théorie de l'enrichissement sans cause dont l'application est toujours très délicate ou à celle de la cause, qui n'est pas, d'une façon générale, admise dans le droit turc, il vaut mieux consacrer la solution que nous préconisons comme un cas particulier et l'appliquer là où les intérêts de

(8) V. par exemple, l'article 26 des conditions générales des polices-incendie.

l'assuré et le bon fonctionnement des relations juridiques l'exigent.

Dans le cas où l'assuré serait de mauvaise foi, nous venons de le dire, la prime sera acquise par l'assureur. La mauvaise foi mentionnée par la loi turque implique, de même que la fraude et le dol, violation d'une obligation générale de la loi à laquelle nul ne peut se soustraire (9). Cette mauvaise foi devra être prouvée par l'assureur (10), conformément au droit commun.

Si nous devons maintenant apporter un jugement sur le mécanisme général des fausses déclarations de la loi turque au moment de la conclusion du contrat, nous devons dire que le système est, dans son ensemble, assez satisfaisant. La question capitale est celle de savoir si les tribunaux turcs sauront appliquer les textes de la loi d'une manière sage, rationnelle, conforme aux intérêts de l'assuré et de l'assureur et à l'esprit de la loi. Nous ne pourrions quand même nous empêcher de souhaiter qu'il serait de l'intérêt des transactions de maintenir le contrat et de soumettre le droit de résiliation de l'assureur à la proposition préalable d'une nouvelle prime toutes les fois que l'assuré ignorait le fait qu'il n'a pas révélé, pourvu toutefois qu'il n'y ait pas eu faute de sa part à ne point le connaître (11).

89. — Il nous faut à présent étudier l'hypothèse de modification des risques au cours du contrat. L'obligation de déclarer ne se limite pas, en effet, qu'aux déclarations

(9) Maurice Picard, « La clause d'incontestabilité dans les polices d'assurances sur la vie et la loi du 13 juillet 1930 (*R. G.*, 1932, 236 et s.).

(10) V. pour la nécessité de la preuve du dol une décision récente du Tribunal civil de la Seine du 13 juin 1935. *R. G.*, 1935, p. 1074.

(11) Ripert, « *Droit Maritime* », III, p. 450; *contra* : Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, p. 576, note 2.

au moment de la conclusion du contrat, mais aussi à celles qui doivent être faites postérieurement à cette conclusion. Pour ce qui est des modifications survenues à l'état des risques, la loi turque ne fait aucune distinction entre le cas de la bonne foi et celui de la mauvaise foi de l'assuré. Elle traite cette hypothèse d'une façon très brève. C'est dans son article 974 qu'elle s'occupe de cette question et elle ne s'en occupe que partiellement. En effet, il n'est fait allusion qu'au cas d'aggravation par le fait de l'assuré lui-même. Il est évident qu'une modification de nature à aggraver les risques devant avoir pour effet immédiat l'aggravation de la situation juridique et économique de l'assureur, on ne pourrait concéder à l'assuré « le pouvoir d'aggraver le sort de l'autre » (12). Quant aux modifications qui ne sont pas dues à un fait de l'assuré, la loi n'en parle pas.

Les cas de modification, et plus spécialement ceux de l'aggravation des risques sont considérés, suivant les législations, tantôt comme des causes d'extinction du contrat, tantôt comme des causes modifiant les conditions de la convention (13). Certains auteurs estiment que, lorsque le risque se trouve ultérieurement modifié par le fait de l'assuré, l'assurance doit s'éteindre (14). D'autres prétendent, toujours dans un désir de voir le contrat prendre fin, que la modification des risques devient une cause de résolution, que le contrat ne subsiste plus, car il « ne se trouve plus dans les termes de la convention » (15). D'autres, enfin, suggèrent la solution d'après

(12) Vivante, *op. cit.*, p. 580.

(13) Deschamps, « L'aggravation du risque en cours d'assurance », thèse, Paris, 1932, p. 256.

(14) Cosack, *op. cit.*, p. 431.

(15) Persil, *op. cit.*, p. 298 et suiv.

laquelle ce fait ne donnerait lieu qu'à des dommages-intérêts (16).

La loi turque accorde à l'assureur la faculté de résilier. Ici encore elle adopte le système du questionnaire. Elle veut que le changement soit de nature « telle que l'assureur n'aurait pas contracté l'assurance ou ne l'aurait contractée qu'à des conditions plus onéreuses s'il avait été effectué au moment du contrat ». On aperçoit immédiatement que l'aggravation n'a pour effet que la modification des conditions du contrat en rendant les conditions existantes plus onéreuses. Ce qui prouve que l'aggravation du risque n'est point, d'après la loi turque, une cause d'extinction du contrat. Mais, le passage du texte que nous venons de citer montre aussi que le système de la loi turque en matière de la déclaration des aggravations du risque n'est pas celui de la déclaration spontanée. La règle générale, c'est que le contrat continue toujours. L'inexécution de l'obligation de déclaration de l'aggravation crée un droit de résiliation pour l'assureur. Mais, il faut pour l'exercice de ce droit la réalisation simultanée de plusieurs conditions :

- 1° il faut que le changement soit le fait de l'assuré ;
- 2° qu'il soit le résultat d'une circonstance impliquant une prime plus élevée ;
- 3° que cette circonstance se rapporte au changement du lieu des risques ou à l'état dans lequel la chose assurée se trouvait au moment de la conclusion ;
- 4° que l'assureur n'ait pas lui-même connaissance du changement ;
- 5° que la résiliation intervienne dans le délai légal.

(16) Danjon, Traité, T. V (2^e édit., p. 50).

90. — La loi ne parle, ainsi que nous l'avons signalé, que du cas où l'aggravation serait l'œuvre de l'assuré. Elle ne traite pas du cas où celle-ci peut être le résultat d'un fait qui lui serait étranger. Que dire, par suite, si l'aggravation ne provient pas d'un fait de l'assuré ? Dans le silence de la loi, il faudrait décider que dans ce dernier cas l'assureur n'aurait plus le droit de résilier. Mais, ceci ne serait vrai que dans l'hypothèse où le contrat lui-même serait muet sur la question ? Or, les polices envisagent toujours les deux cas à la fois. Elles prescrivent que l'assuré sera tenu de l'obligation de déclarer, même si l'aggravation est due à un fait en dehors de sa connaissance. L'article 9 des conditions générales des polices-incendie stipule, par exemple, que le délai accordé à l'assuré pour la déclaration des changements effectués en dehors de sa connaissance est de cinq jours à partir de la date à laquelle il en a eu connaissance. Seulement, l'obligation n'est alors plus légale, mais simplement conventionnelle.

91. — Les diverses législations adoptent des systèmes différents les uns des autres pour la détermination des aggravations qui doivent être soumises à l'obligation de déclarer. Les unes sont pour le système du questionnaire, c'est le cas de la loi roumaine (article 57) ; les autres sont pour la déclaration spontanée, telle la loi allemande (articles 23 et 27) ; d'autres encore, comme la loi suisse, adoptent un système mixte (article 28) en exigeant la déclaration pour les aggravations essentielles portant sur des faits « dont les polices avaient déterminé l'étendue lors de la conclusion ».

Il ne serait pas exact de croire, ainsi que le font

certain auteurs (17) que la loi turque adopte aussi en cette matière la déclaration spontanée. Elle consacre, à notre avis, un système mixte et assez original. Voici quel est ce système : l'assuré n'est tenu de déclarer que les aggravations telles, que si l'assureur les avait connues, il n'aurait contracté qu'à des conditions plus onéreuses ou n'aurait pas contracté du tout. Or, ces circonstances sont exactement de même nature que celles qui impliquent une déclaration lors de la conclusion. Celles-là, avons-nous vu, devaient former l'objet des questions du questionnaire. Or, le questionnaire adressé à l'assuré au moment de la formation du contrat sert de base aux obligations futures. Si l'on ne tenait pas compte de son contenu pendant la durée du contrat, les avantages qu'il est susceptible de produire disparaîtraient d'eux-mêmes et la loi n'aurait aucun intérêt à s'attacher à ce système. Il serait donc illogique de penser que le questionnaire, l'une des bases du contrat, n'ait plus rien à voir dans les déclarations en cas d'aggravation du risque. Pour la détermination des circonstances impliquant une prime plus élevée, nous ne pouvons nous adresser qu'aux éléments qui s'y trouvent déjà incorporés. Nous allons dire que sont des circonstances aggravantes celles qui se trouvent modifiées ultérieurement et qui ont déjà formé l'objet des questions dans le questionnaire au moment de la conclusion.

92. — Ce n'est pas tout pour montrer l'originalité du système adopté par la loi turque. Car, des explications que nous venons de fournir, il ressort plutôt que la loi admet le système du questionnaire. Mais, voici mainte-

(17) Deschamps, « Quelles aggravations du risque l'assuré doit-il déclarer ? » (article dans la *R. G.*, 1932, p. 716).

nant comment elle s'écarte de celui-ci pour aboutir à son originalité. L'article 976 mentionne que seules les circonstances se rapportant à un changement du lieu des risques ou à l'état dans lequel la chose assurée se trouvait au moment de la conclusion doivent être déclarées. Nouvelle limitation, nouveau rétrécissement de l'obligation. Même parmi les circonstances ayant déjà fait l'objet de questions dans le questionnaire, toutes ne sont pas soumises à l'obligation de déclaration en cours. Il faut distinguer parmi celles-là, celles qui sont spéciales au lieu du risque et à l'état de la chose assurée. L'obligation ne s'étend que jusque-là. En pratique, les polices énumèrent un à un les cas susceptibles d'être considérés comme une aggravation. Ces cas sont au nombre de onze dans la police-type-incendie (article 9) et se rapportent tous à l'état de la chose assurée et au lieu du risque.

Si l'aggravation a cessé d'exister, c'est-à-dire, si la situation antérieure se trouve de nouveau rétablie, il n'y a pas lieu d'appliquer la sanction de l'article 974. La loi est muette sur cette question, mais il n'y a pas de raison pour ne pas admettre une telle solution. Car, il n'y a plus aucun intérêt à ce que l'obligation persiste, étant donné que le fait sur lequel elle portait a disparu. D'après ce que nous venons de dire, les aggravations temporaires ne seront pas soumises à l'obligation de déclarer.

93. — Si l'assureur a lui-même connaissance du changement effectué ou, comme le précise la loi, s'il a préalablement donné son consentement, il ne peut plus invoquer son droit de résiliation. Dans ce cas, le vœu de la loi se trouve, en effet, réalisé. L'assureur a déjà connaissance

de l'aggravation. C'est donc à lui de procéder à la résiliation s'il la juge nécessaire.

94. — La résiliation doit, dans tous les cas, intervenir dans les délais stipulés par la loi. Les textes ne contiennent aucune précision sur le point de savoir dans quelle forme devra être faite cette résiliation. Les polices ont adopté, malgré ce silence, l'usage de la forme écrite. L'article 26, paragraphe 2 des conditions générales de la police-type-incendie prévoit, en effet, pour la validité de toute espèce de notifications l'emploi de la lettre recommandée.

L'assuré doit notifier le changement survenu de son fait dans les huit jours à partir de la date à laquelle il s'est produit. L'assureur, à son tour, devra se servir de son droit de résiliation dans les huit jours qui suivent la notification du nouvel état par l'assuré. De même, il doit encore se servir de son droit dans les huit jours à partir de la date à laquelle il a eu connaissance du changement s'il n'a pas été avisé par l'assuré. S'il ne se sert pas de son droit pendant le délai prescrit par la loi, il le perd, et l'assurance ne peut plus être résiliée. Mais son silence doit-il équivaloir à une ratification ou faut-il lui reconnaître, malgré la perte de son droit de résilier, un droit de demander une augmentation du taux de la prime ? Non. S'il a à proposer un nouveau taux, il faut encore qu'il le fasse dans le délai imparti pour l'exercice de son droit de résiliation. Car, autrement, l'attente de l'assuré peut se prolonger indéfiniment et pendant cette attente il sera toujours redevable des primes ; sa situation reste indécise, il ne sait pas s'il fera mieux d'aller se faire couvrir auprès d'une autre compagnie ; il en est empêché du fait du silence de son assureur. Les considérations de

bonne foi (18) ne permettent pas que l'assureur puisse garder le silence.

Quand l'assureur fait, dans le délai de huit jours, une proposition d'augmentation de la prime, l'assuré va l'accepter ou la refuser. Il n'y a pas de délai pour cette acceptation ou ce refus. Les compagnies devront par suite avoir soin d'en stipuler un dans leur proposition. S'il y a acceptation tout ira bien. Dans le cas où l'assuré refuserait la surprime demandée, l'assureur sera obligé de recourir à la résiliation. Mais, le délai de huit jours prévu pour la résiliation se trouvera déjà expiré depuis longtemps, et l'assuré pourra parfaitement prétendre que son contrat reste toujours en vigueur faute de l'exercice du droit de résiliation dans les conditions légales. Ni la loi, ni les polices n'ont prévu l'hypothèse. L'assureur ne pourra, par suite, rien faire pour obtenir la majoration de la prime. Les tribunaux doivent, dans ce cas, appliquer le grand principe de la proportionnalité de la prime au risque, mettre sur pied une théorie jurisprudentielle en déclarant le contrat résilié. La loi française (article 17) est supérieure sur ce point à la loi turque. Elle déclare, en effet, que si l'assuré n'accepte pas le nouveau taux de prime, la police est résiliée.

95. — Avant de terminer avec l'obligation de déclarer de l'assuré, nous voudrions dire quelques mots de deux autres obligations qui sont également édictées par la loi. L'une a trait à la déclaration de l'assurance multiple. Mais, tandis que d'après l'article 30 de la loi du 13 juillet 1930 cette déclaration doit être faite immédiatement, d'après la loi turque, elle doit être faite après la réalisa-

(18) Vivante, *op. cit.*, p. 581.

tion du sinistre. La cause de cette différence réside dans une considération d'ordre pratique : c'est que la loi turque considère comme important le moment du sinistre, car d'après son article 947, deuxième alinéa, les assurances ne seront réductibles qu'après la réalisation du sinistre. La solution de la loi turque n'est pas tout à fait conforme aux fondements que M. Henri Lalou donne de l'obligation de déclarer l'assurance multiple (19). Mais elle atteint quand même son but essentiel, qui est l'application de la règle proportionnelle. La loi ne prévoit aucune sanction en cas d'inexécution de cette obligation. Quant aux polices, elles stipulent toujours des déchéances.

96. — L'obligation de déclarer le sinistre fait, dans la loi turque, l'objet de trois articles très importants. Il y est dit que l'assuré est tenu de déclarer le sinistre dans les cinq jours de la date à laquelle il a eu connaissance de sa réalisation. Le texte ajoute aussi qu'une clause contraire à ce principe et au détriment de l'assuré est nulle (article 954). On ne pourra donc pas raccourcir le délai de cinq jours. Si l'assuré ne remplit pas son obligation par dol ou par faute lourde, il perd son droit à l'assurance (article 955). C'est assez dire pour montrer toute l'importance que la loi attache à la déclaration du sinistre. Il y a là, sans nul doute, le souci d'empêcher les sinistres volontaires. La loi veut que l'assureur se renseigne le plus vite possible des conditions de réalisation du sinistre. Seulement, il convient aussi d'ajouter que la règle qu'elle admet est trop rigide. Car, on ne peut savoir

(19) Henri Lalou, « Les assurances multiples. *Chr. D. H.*, 1935, p. 53. L'auteur parle, à côté d'un intérêt matériel, d'un autre, moral, qui empêche, dit-il, de fournir à l'assuré l'avantage qu'il pourrait trouver à la réalisation du sinistre.

à l'avance, juste après la réalisation du sinistre, quelles seront ses conséquences finales, quel sera le montant réel du dommage. L'inconvénient peut se présenter particulièrement dans l'assurance contre les accidents et les assurances agricoles. La déclaration de l'accident peut être tardive quand « la blessure, dont la gravité s'est révélée ultérieurement » avait semblé de prime abord comme insignifiante à l'assuré (20). D'autre part, dans les assurances agricoles qui sont, d'après l'article 1008, valables pour tout le temps pour lequel elles ont été contractées, il peut se produire que le sinistre ne fasse pas apparaître tous ses effets pendant le délai stipulé par la loi. Il vaudrait, par conséquent, mieux que la loi soit moins intransigente en ce qui concerne la sanction de l'obligation du sinistre par l'assuré.

§ 2. — LE PAIEMENT DE LA PRIME

97. — Le paiement de la prime est une des obligations qui caractérise le contrat d'assurance. La prime est en effet, non seulement une condition, mais encore un élément constitutif du contrat d'assurance qui n'est pas concevable sans elle. A défaut d'elle, l'entreprise ne pourrait se constituer le fonds nécessaire au paiement des capitaux assurés (21).

L'intérêt de l'étude de cette obligation d'après la loi turque, se manifeste spécialement de trois façons :

1° En ce qu'elle se transforme dans certains cas, en tout ou en partie, en une sanction pénale.

(20) *D.*, 1921-1-81.

(21) *Vivante, op. cit.*, p. 463.

2° En ce qu'elle sert, dans des cas déterminés, à fixer l'étendue d'une nouvelle obligation qui naît sur la tête de l'assureur.

3° En ce que son exécution marque le commencement de la responsabilité de l'assureur.

La loi mentionne deux cas dans lesquels l'obligation du paiement de la prime se transforme en une sanction pénale pour l'assuré :

a) Quand celui-ci sait, au moment du contrat, que le risque se trouve déjà réalisé, l'assureur peut exiger la prime (article 942). Il en est de même, si la réalisation du risque est devenue impossible par le fait de l'assuré avant que la responsabilité de l'assureur ait commencé (article 951 *a contrario*).

b) Lorsque l'assuré, usant du droit qui lui est conféré par l'article 952, résilie le contrat avant que la responsabilité de l'assureur ne commence, celui-ci a droit à la moitié de la prime.

Dans les assurances sur la vie, si l'assureur tombe en faillite ou en cas de liquidation judiciaire, le droit des bénéficiaires des contrats en cours est déterminé d'après les primes payées jusqu'au jour où le jugement de faillite ou de liquidation judiciaire a été rendu, sans tenir compte des intérêts (article 999). De même, toujours dans les assurances sur la vie, malgré la rupture du contrat en cas de guerre contre un Etat étranger, les primes perçues doivent être restituées sans intérêt s'il y a survivance des sinistres.

Enfin, l'obligation de paiement présente un réel intérêt pour la détermination du début de la responsabilité de la Compagnie. L'article 960 de la loi porte, en effet, que « l'assureur a droit à la prime à partir de la date où a

commencé la responsabilité d'assurance ». Le début de la garantie est donc le paiement de la prime, à moins de convention contraire. Si, par suite, les parties ont stipulé que la police ne sera remise qu'après le paiement de la prime et si, malgré cette clause la police a été remise, on devra admettre que l'assureur a voulu accorder un délai de paiement (22).

98. — Les particularités les plus remarquables que la loi turque présente en matière du paiement de la prime, c'est d'abord que la prime peut ne pas être payée en argent ; et ensuite, qu'elle peut, si l'on n'a pas convenu d'elle et de son mode de paiement, être fixée par le juge d'après l'usage local et les cas analogues.

En consacrant le premier point le législateur a, sans doute, voulu faciliter le développement de certaines branches d'assurances, comme celles des assurances agricoles. Mais, il n'en est pas moins vrai que l'application de ce procédé serait des plus dangereux pour l'organisation technique de l'entreprise, qui aurait de grandes difficultés à établir ses calculs et à constituer ses réserves. Aussi croyons-nous qu'en introduisant dans l'article 961 les termes de « appréciable en argent », le législateur a, en même temps, voulu mettre en garde les compagnies et leur dire de s'assurer de la facilité de conversion du bien délivré à la place de la prime. La disposition par laquelle la loi dit que la prime peut ainsi consister dans l'accomplissement d'un fait appréciable en argent ne sera pas d'une application courante. Nous sommes penchés à croire qu'elle ne sera que d'une application exception-

(22) Vivante, *ibidem* p. 482, *contra* : Besson, « Conclusion du contrat d'assurance », p. 65.

nelle : quand il s'agira, par exemple, de régler un rapport de droit personnel entre l'assureur et l'assuré à l'aide du contrat d'assurance.

La seconde disposition, qui est celle de l'article 962 et qui prescrit que, si la prime n'a pas été fixée cette fixation peut être faite par le juge, est assez singulière. L'assurance ne devrait-elle pas être nulle dans ce cas, faute d'un des éléments essentiels du contrat ? On ne peut, en effet, concevoir un contrat d'assurance sans la prime. Pour que le texte de la loi turque puisse avoir une signification, il convient de l'interpréter de façon que le contrat produise ses effets normaux. Il semble que son législateur ait voulu faire allusion au cas où il y aurait omission de la part des contractants de faire mention de la prime dans le contrat. C'est quand le taux de prime n'a pas été mentionné dans le contrat et que les parties ne s'accordent pas pour sa détermination, que le juge pourra le fixer en s'inspirant de l'usage local et des cas analogues (23). Le désir du législateur est d'écarter la nullité de l'accord. Mais il faut, pour que le texte puisse être appliqué, qu'il ait été préalablement question de la prime, que la prime ait été l'objet de pourparlers, mais que le taux n'ait pas été mentionné dans la convention. C'est dans ces conditions que, s'il y a contestation de la part de l'un des contractants, le juge pourra utiliser le droit que lui confère la loi.

Nous pensons qu'on ne pourrait pas interpréter cette disposition en disant que la prime peut être passée sous silence et que le juge peut la fixer pour les parties. Raisonner de la sorte serait contraire à la loi qui dispose par ailleurs qu'à défaut de stipulation contraire, la prime doit être payée en argent (article 961).

(23) *Contra* : Alauzet, *op. cit.*, T. II, p. 322.

En résumé, nous pouvons dire que la loi turque contient deux particularités concernant la prime :

1° La prime peut ne pas être payable en argent ;

2° Dans le silence du contrat et si les parties ne sont pas d'accord sur le taux et le mode de paiement, il appartient au juge de les fixer.

Ces points précisés, examinons maintenant les règles qui régissent, selon la loi turque, l'obligation de paiement. On peut en établir cinq que nous allons étudier successivement.

99. — I. La prime est quérable. — Les lois sur le contrat d'assurance adoptent toujours, pour le paiement de la prime, la portabilité ou la quérabilité. Parmi celles qui ont consacré la portabilité, citons la loi allemande (art. 36), la loi suisse (article 22), la loi tchécoslovaque (art. 24), la loi roumaine (article 63). Parmi celles qui, au contraire, ont adopté la quérabilité, mentionnons la loi française (article 16), la loi chinoise (art. 17), et la loi turque (art. 969). Aucune de ces lois n'interdisent aux parties de déroger à la règle qu'elle consacre. Elles admettent même des cas où il y a présomption de renversement de la règle.

La quérabilité a une importance spéciale d'après la loi turque. Et ce, de deux points de vue : d'abord, elle est contraire au droit commun ; ensuite, elle ne souffre aucune exception. Tâchons d'éclaircir ces deux points.

100. — La règle de quérabilité que le Code de Commerce adopte en matière d'assurance terrestre est contraire à la règle consacrée par le droit commun. Contrairement au principe consacré par le dernier alinéa de

l'article 1247 du Code Civil français, le droit commun turc qui trouve son expression dans l'article 73 de son Code des Obligations consacre la portabilité de la dette d'argent. Le législateur français, en stipulant dans l'article 16 de la loi du 13 juillet 1930 que « les primes sont payables au domicile de l'assuré » n'a fait que répéter le principe du Code Civil. Quant au législateur turc, il a admis en matière de paiement de la prime une règle diamétralement opposée au principe de la portabilité des dettes d'argent que consacre son droit commun. La raison de cette différence avec le droit des obligations ne peut être que le désir de protection du débiteur de la prime.

Voici dans quels termes la loi turque de 1926 consacre la règle de quérabilité : « La prime est payable au domicile de l'assuré » (article 969, 1^{er} alinéa). Est-ce à dire que les parties devront strictement observer cette règle ? Certes non ! Car la loi elle-même poursuit que « s'il existe dans le contrat une clause pour le paiement de la prime au domicile de l'assureur ou de son agent, cette clause sera observée ». Il existe pourtant des auteurs qui voudraient que la loi dise expressément que les stipulations contraires au principe de quérabilité seraient nulles (24). Mais le texte est des plus clairs et il s'ensuit que les parties ont toute faculté pour convenir de la portabilité de la prime. Une telle convention sera donc parfaitement valable. Mais, si l'assureur a pris en fait l'habitude de se rendre chez l'assuré et si la prime se trouve payée au domicile de ce dernier, la clause de portabilité n'aura plus aucune valeur. La loi porte en effet, dans son article 969, *in fine*, que nonobstant stipulation contraire, la clause de portabilité sera, dans ce cas,

(24) Hirsch, Cours, p. 71.

considérée comme résiliée. Cette sanction légale signifie, à notre sens, que l'assuré ne pourra pas valablement renoncer à se prévaloir de la quérabilité de la prime dans le cas d'encaissement habituel et effectif à son domicile.

En résumé, la seule chose possible, c'est l'insertion d'une clause de portabilité dans la police. Par contre, on ne pourrait pas dire que l'assuré ne pourra pas se prévaloir de l'usage que l'assureur aurait pratiqué à son égard de percevoir les primes chez lui, sous peine d'une résiliation légale, qui, d'ailleurs, interviendrait de plein droit.

101. — Il serait, sans doute, plus simple que la loi dise, ainsi que le fait la loi roumaine, dans son article 63, le nombre de fois répétées pour qu'on puisse considérer la clause de portabilité comme transformée par une habitude de l'assureur. Mais, si malgré l'existence d'une clause de portabilité insérée dans la police, l'assureur encaisse habituellement la prime chez son assuré, le droit turc, plus que n'importe quel autre droit, soumet la question à la libre appréciation du Juge. C'est, en effet, un principe général du droit moderne de la République que celui du large pouvoir d'appréciation du magistrat (25). Il pourra, par suite, librement apprécier les faits invoqués et décidera de l'existence de l'habitude. Telle pourrait être la conséquence logique à laquelle nous conduit une interprétation basée sur les textes et les principes généraux.

Si l'on suppose maintenant que la police contient une clause d'après laquelle la prime devra être payée au

(25) G. Sauser-Hall, « Introduction à l'étude du nouveau Droit civil en Turquie ». Istanbul, 1927, p. 73 et suiv.

domicile de l'assureur, que les primes ultérieures devront être acquittées au plus tard dans tel nombre de jours à partir de leur date d'échéance, et qu'à défaut de paiement dans ledit délai, l'assurance sera suspendue sans qu'une mise en demeure soit nécessaire, que l'assuré n'aura droit à aucune indemnité en cas de réalisation du sinistre et que le recouvrement des primes antérieures à cette réalisation que la compagnie aurait fait opérer au domicile de l'assuré d'une façon ou d'une autre, c'est-à-dire soit officieusement, soit par suite d'une habitude constante de son agent, ne pourra pas lui être opposé comme une renonciation aux dispositions précédentes ; cette clause n'aura pas d'effet. Elle aboutirait d'abord à la conséquence que la compagnie n'aura plus besoin de procéder à une mise en demeure ; et en second lieu, elle tendrait à faire profiter injustement l'assureur d'une situation où l'assuré, tout en n'ayant commis aucune faute, se verrait quand même privé de toute indemnité.

Le juge aura donc à résoudre le problème que voici : la prime est-elle habituellement payée au domicile de l'assuré malgré la clause de portabilité de la police ?

Il n'est pas douteux que les seuls faits de l'assureur de se rendre chez l'assuré qui ne veut ou ne peut s'acquitter pour une raison ou pour une autre, et de faire certaines démarches auprès de lui, ne pourraient nullement constituer une habitude dans le sens de l'article 969. Car, la portée de la clause de portabilité est aussi restreinte que relative et l'assureur ne va chez l'assuré que d'une façon tout à fait accidentelle (26).

De même, on ne pourrait pas dire qu'il y a une habi-

(26) V. Req., 10 juin 1863 (*D.*, 1863-1-407). Civ., 31 janvier 1872 (*D.*, 1873-1-87).

tude établie quand la presque totalité ou du moins un nombre important des assurés d'une même ville ou d'une région déterminée ne paient pas chez eux leur prime d'assurance. Par contre, la Compagnie ne pourrait pas prétendre de son côté que l'habitude de faire toucher les primes chez les assurés est un simple acte de tolérance. Parce que, d'abord, la loi veut que, dans le cas où une telle habitude est établie, la clause de portabilité soit considérée comme résiliée. En second lieu, parce que les assurés seraient victimes de leur bonne foi et les compagnies « pourraient toujours se faire payer les primes « tant qu'il n'y aurait pas de sinistre, et que si, un sinistre « arrivant, elles avaient laissé passer l'échéance d'une « prime sans se présenter, pour la recouvrer, chez l'assuré, elles pourraient se faire un titre de la négligence « de leurs agents pour refuser toute indemnité, qu'ainsi « leurs torts pourraient devenir la source la plus féconde « de leurs bénéfices, ce que la morale et l'équité ne sauraient admettre » (27).

Si, malgré la clause, la Compagnie fait percevoir la prime chez l'assuré sans que celui-ci soit en retard pour le paiement, il faudrait convenir que l'assuré est en droit de croire que les paiements futurs auront, de même, lieu chez lui, à moins que l'assureur ait manifesté d'une manière claire et certaine sa volonté ou son intention de maintenir la clause. Autrement, on doit dire que l'assuré a pu « de bonne foi croire que le même mode de perception se continuerait » (28).

(27) Tribunal de Commerce de Colmar, 13 novembre 1840. Bonneville de Marsangy, « Jurisprudence générale des Assurances terrestres ». Paris, 1882, 1^{re} partie, p. 30.

(28) Cour de Paris, 27 janvier 1937, *ibid.*, II^e partie, p. 30

102. — La règle de quérabilité est consacrée par la loi turque d'une façon tout à fait générale ; toutes les primes, sans aucune exception, y sont soumises. Elle se distingue par son caractère général des lois française et chinoise qui veulent que la première prime fasse exception à la règle. D'après ces législations, l'assuré doit faire toute diligence pour régler le montant de sa première quittance (29). Il faut, toutefois, faire remarquer qu'en pratique, le paiement de la première prime se confond avec la signature et la délivrance du contrat. De sorte que cette disposition de la loi ne s'applique pas tellement. Mais l'assuré pourrait se refuser, d'après la loi turque, au paiement de la première prime chez l'assureur, et lui demander de venir la chercher chez lui.

103. — II. La prime est payable d'avance. — Nous avons, en effet, souligné plus haut que la loi prescrivait que la prime devait être payée au moment où commence la responsabilité de l'assureur (article 961 *in fine*). Cette règle est indispensable pour que l'assureur puisse faire marcher ses affaires. Les polices stipulent même parfois que la prime doit être payée avant la remise du contrat à l'assuré (article 12 des conditions générales de la police type-incendie). Mais, les parties sont parfaitement libres de convenir des conditions particulières de paiement.

104. — III. La prime est privilégiée. — De nombreuses législations déclarent la prime payable immédiatement (30). Au surplus, le paiement de la prime devant

(29) G. Picard., thèse précitée, p. 33.

(30) V. pour l'énumération de ces législations, Ripert « Droit Maritime », t. III, p. 497, note 2.

être fait à l'avance, il semble que, reconnaître à l'assureur un privilège sur la chose assurée en cas de non paiement de la prime est une mesure sans intérêt. Nous croyons que le privilège que l'on reconnaît à l'assureur est inutile (31). En pratique, il arrive trop souvent que l'assuré ne s'exécute pas à l'échéance et que la prime reste, par conséquent, non payée. Mais, l'assureur dispose alors d'un droit de résiliation.

Le privilège de l'assureur s'étend, d'après l'article 975, sur deux années de prime non acquittée et il repose sur le bien assuré. Mais, avant d'étudier ce droit de plus près, il convient de préciser un autre point : celui de savoir à qui l'assureur a le droit de réclamer la prime, ou encore, quelles sont les personnes qui sont tenues de l'obligation de paiement ? C'est, avant tout, l'assuré. L'article 936 paragraphe 2, dispose en effet, que « le contrat d'assurance dont les clauses ne permettent pas de déduire qu'il a été conclu au nom et pour compte d'autrui, est censé l'avoir été au nom et pour compte de celui qui a contracté. Dans l'assurance pour compte, si le contractant ne possède pas la qualité de représentant, il est personnellement responsable de la prime (article 935). Si la police est à ordre ou au porteur, la cession n'influe pas sur les obligations de l'assuré (32), celui-ci reste toujours tenu du paiement. Dans le cas où la chose assurée change de propriétaire au cours d'assurance, les droits et obligations de l'assuré se transmettent aussi au nouveau propriétaire. La loi ajoute pourtant que l'assureur peut exercer son recours pour la prime contre l'aliénateur, assuré primitif. Il a donc, en cas d'aliénation du bien assuré, une

(31) Dans le même sens : Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, p. 597 ; Guineau, « Le paiement de la prime », thèse, Paris, 1932, p. 64.

(32) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, p. 561.

option ; il peut s'adresser soit à l'aliénateur, soit au nouveau propriétaire (article 973).

L'article 975 précise que le privilège de l'assureur prend rang avant toutes les créances privilégiées. Cette affirmation ne doit pas être considérée dans un sens strict, comme une affirmation trop absolue. Car, d'après l'article 138 de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite de la République, les frais judiciaires doivent être préalablement prélevés. Ensuite, cette dernière loi qui est de 1932, ne fait pas figurer au rang des créances privilégiées (art. 206) celle de l'assureur. Etant postérieure au Code de Commerce il y a lieu de penser que la disposition de l'article 975 de la loi sur les assurances terrestres se trouve tacitement abrogée (33). Finalement, nous pouvons dire que l'assureur n'a plus aucun droit de privilège sur le bien assuré pour le montant des primes de deux dernières années non acquittées. Il faudrait, par suite, se garder de citer parmi les règles concernant la prime dans la loi turque, celle qui consacre un privilège au profit de l'assureur. Cette règle n'a existé que dans la forme primitive de la loi ; mais elle a complètement disparu depuis 1932.

105. — IV. La prime est divisible. — Tandis que plusieurs lois étrangères se prononcent pour l'indivisibilité de la prime, d'autres, comme la loi française, consacrent la règle inverse. La loi turque est complètement muette sur cette question. On ne trouve dans ce texte ni une allusion à l'indivisibilité, ni la consécration de la règle de la divisibilité. Ce qui est encore plus fâcheux, c'est qu'il n'y ait même pas une seule disposition de laquelle on puisse

(33) V. Planiol et Ripert « *Traité élémentaire de Droit civil* », 2^e éd., 3 vol., t. I, p. 95.

déduire l'une ou l'autre de ces deux règles. Devant ce silence de la loi, nous sommes forcés de nous retourner vers les textes du droit commun et de dégager la solution qui conviendrait le mieux aux principes adoptés par celui-ci. Nous croyons qu'à cet effet, une seule base est possible. C'est celle qui nous est fournie par la théorie générale de l'enrichissement injuste consacré par le Code des Obligations turc dans ses articles 61 et suivants. Cette solution unique qui s'impose implique tout naturellement l'adoption de la règle de la divisibilité de la prime qui d'ailleurs, à notre avis, est la seule capable d'apporter une protection efficace aux intérêts de l'assuré, d'éviter l'oppression qui peut venir du côté de l'assureur et enfin, d'assurer l'application normale des principes du droit. Nous ne pouvons, toutefois, nous empêcher de souhaiter l'adoption par la loi turque des solutions qui se trouvent déjà consacrées par la loi française et qui sont toutes le résultat d'une parfaite compréhension de l'équité et des sentiments de justice.

106. — V. — Pour être complet dans nos développements concernant l'obligation du paiement de la prime d'après la loi turque, il nous faut terminer par exposer la sanction qu'elle adopte dans le cas du non-paiement de la prime et les conditions d'application de cette sanction.

Pour plus de simplicité, il conviendrait de distinguer le non-paiement dans le cas général et dans le cas où l'on est en face d'un contrat d'assurance sur la vie qui présente une différence quant à l'exercice par l'assureur de son droit d'actionner l'assuré en justice.

Dans tous les cas, si l'assuré ne paie pas la prime au moment de la conclusion ou s'il ne la paie pas à l'une

des échéances, l'assureur doit envoyer un acte de sommation à l'assuré. Cet acte est soumis à une forme spéciale : il doit être un acte public ou une lettre recommandée. Sa rédaction n'est pas soumise à une forme quelconque, mais il doit obligatoirement stipuler que l'assurance sera résiliée si la prime n'est pas payée dans le mois. A partir de quel moment commence à courir ce délai d'un mois ? L'article 970 est rédigé d'une façon très confuse et les termes dont il se sert ne permettent pas d'apporter une réponse à notre question. Il nous semble qu'il faudrait l'interpréter dans le sens le plus favorable à l'assuré. En effet, cet article constitue, ainsi que nous l'avons souligné (v. *supra*, 50), un texte d'ordre impératif et son deuxième paragraphe porte que les stipulations contraires et défavorables à l'assuré sont nulles. Nous pouvons donc dire que le délai d'un mois ne doit commencer à courir qu'à partir du moment où l'assuré a pris connaissance de l'interpellation de l'assureur. Si, à l'expiration du délai, la prime n'est pas acquittée, le contrat se trouve résilié. Ici, apparaît la différence essentielle qui caractérise la loi turque. Cette législation n'admet qu'une seule sanction en matière de non-paiement de la prime. C'est la résiliation de plein droit. Elle ne prévoit pas la suspension du contrat pendant le délai d'un mois. Le contrat produit donc tous ses effets jusqu'à ce que la résiliation intervienne, c'est-à-dire pratiquement, jusqu'à ce que le délai d'un mois expire. Si donc un sinistre se produit pendant le délai, l'assureur reste tenu d'indemniser l'assuré.

Dans les assurances sur la vie, la loi précise que l'assureur n'a pas le droit d'intenter une action judiciaire de ce chef (article 993). Elle précise aussi que l'article 970 reçoit application. Mais, il faut se garder d'étendre cette affirmation jusqu'à la sanction même qui intervient de

plein droit. Car, si le contrat devait être résilié, les intérêts particuliers de l'assuré sur la vie ne seraient pas sauvegardés. Pour cette raison, la loi prévoit des sanctions spéciales en cas de non-paiement de l'assurance sur la vie. Elle distingue, à cet effet, deux cas :

1° Si l'assuré ne paie pas la prime, avant l'expiration de trois ans depuis la conclusion de l'assurance, la sanction qu'il encourt est la privation de toute restitution. Il ne peut réclamer, dit la loi, ni la prime payée, ni la somme assurée. La conception du législateur turc ne peut être, dans ce cas, que celle d'accorder des dommages-intérêts à l'assureur ;

2° Si l'assuré ne paie pas la prime après l'avoir déjà payée pendant trois ans, il peut alors réclamer les deux tiers de ce qu'il a acquitté antérieurement, déduction faite d'un pour cent à titre de frais (34).

(34) Nous préférons ici la solution de la loi turque à celle de la loi allemande qui se contente de dire que la déduction doit être raisonnable (art. 176).

SECTION II

LES OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR

107. — Les obligations de l'assureur ne sont pas aussi importantes que celles de l'assuré. Elles consistent, principalement, dans le paiement de l'indemnité en cas de sinistre. Toutefois, on peut relever dans la loi turque, à côté de cette obligation essentielle, d'autres qui sont moins importantes.

Auparavant, il convient de s'entendre sur le sens et la portée que nous voulons attribuer au terme « obligation » que nous avons employé ici. Nous n'envisageons que celles dont l'assureur est tenu envers l'assuré. Car, parallèlement à celles-là, il en existe encore d'autres auxquelles l'assureur ne peut échapper (35). Mais, ces dernières sont celles qui lui incombent en tant que gérant des opérations d'assurances et non en sa qualité de contractant. Nous n'allons considérer que les premières, c'est-à-dire les obligations qui découlent du contrat d'assurance.

On peut les énumérer de la façon suivante :

- 1° Obligation de remettre la police ;
- 2° Obligation de garantie des fautes ;
- 3° Obligation de payer l'indemnité et celle de rembourser les frais du sauvetage.

108. — L'obligation de la remise de la police est édictée par l'article 967 de la loi qui est ainsi conçu : « Sauf

(35) Voir un article de Bruck « Die Gefahrtragung des Versicherers » dans la revue *Virtschaft und Recht der Versicherung*, 1932, n° 2.

convention contraire, l'assureur est tenu de remettre le contrat d'assurance à l'assuré dans les vingt-quatre heures de sa date, s'il a été conclu directement par lui-même ou par son mandataire ; dans les dix jours au plus tard, s'il l'a été par l'intermédiaire d'un courtier ». La loi prend aussi soin de sanctionner cette obligation et elle ajoute que si le contrat n'est pas remis, l'assureur sera passible de dommages-intérêts envers l'assuré. Les dommages-intérêts sont stipulés non pas comme un moyen de réparation, mais comme une sanction à caractère pénal contre l'assureur qui négligerait de remplir son obligation.

109. — L'obligation de répondre des dommages causés par la faute de l'assuré ou du bénéficiaire et de ceux dont il est responsable se rapporte plutôt à l'étendue de l'obligation principale de l'assureur qui est celle de payer l'indemnité. Si le contraire n'a pas fait l'objet d'une clause spéciale du contrat, l'assureur reste en même temps tenu de l'indemnisation des dommages provenant de la faute de l'assuré (article 953).

110. — L'obligation la plus importante de l'assureur reste toujours, ainsi que nous venons de le dire, celle du paiement de l'indemnité. Les problèmes qui peuvent se poser à l'encontre de cette obligation sont multiples. Mais ils sont aussi, pour la plupart, d'ordre plutôt technique que juridique. Nous laisserons de côté les questions techniques qui trouvent leur solution, dans la majorité des cas, dans les conditions des polices.

Le problème juridique qui se présente est d'abord celui de savoir quelle est l'étendue de cette obligation, quels sont les dommages que l'assureur devra indemni-

ser ? Il se trouve résolu dans l'article 957 de la loi qui pose le principe de la responsabilité entière de l'assureur, s'étendant à tous les dommages survenus à la chose assurée. Il y est dit que toute perte ou détérioration est à la charge de la compagnie. Seulement, le texte ajoute tout de suite que les dommages dus à la guerre ou à l'insurrection n'impliquent pas la responsabilité de l'assureur. Il s'ensuit que ni les risques de guerre, ni ceux d'une insurrection ne sont pas, sauf convention contraire, couverts par lui. Ni la loi, ni les polices, ne définissent la guerre ou l'insurrection. Pour la guerre, il est vrai, la question ne s'est pas présentée trop souvent en matière d'assurances terrestres. Mais toute une théorie a été élaborée en matière maritime dont une grande partie des conséquences peuvent aussi s'appliquer dans les assurances terrestres.

La qualification de l'état de guerre dépendra évidemment des règles du droit international public. Mais, il ne suffit pas que les hostilités aient commencé ou que la guerre soit déclarée pour que l'on puisse considérer les risques de guerre comme déjà existants. Il faut une preuve d'effectivité, de matérialité des risques. La règle générale admise par le droit turc étant celle de la responsabilité absolue de l'assureur, c'est à lui qu'il appartiendra d'apporter la preuve que le dommage provient d'une cause de guerre. Cette solution est aussi conforme à la règle que consacre la loi à propos de la preuve de la provenance du dommage d'un risque exclu qui incombe à l'assureur (article 958).

La loi turque ne parle pas de « faits » ni de « risques de guerre », mais elle mentionne simplement la « cause de guerre ». Par suite, les dommages pouvant résulter de

la guerre ne sont pas limités à la durée de celle-ci. Aussi longtemps que des causes provenant de la conflagration subsistent, aussi longtemps peuvent se produire des dommages découlant d'elles (36).

Quant à l'insurrection, nous croyons qu'il serait sage de la définir en partant des éléments fournis par le Code Pénal. Il ne nous semble pas que les parties puissent convenir à leur gré d'une qualification particulière de ce fait. Car, la loi l'a mentionné par des considérations d'ordre public, et dans son esprit il n'a pu s'agir que de la notion pénale de l'insurrection.

111. — L'indemnité est déterminée d'après la valeur de la chose assurée au moment du sinistre. Cette valeur est, en général, indiquée dans le contrat. Si elle ne l'est pas, l'assuré est tenu d'établir sa valeur au moment du sinistre. Quand la valeur se trouve inscrite dans le contrat c'est d'après elle que le montant de l'indemnité doit être fixé. Toutefois, l'assureur peut contester cette valeur et établir que la valeur du bien au moment du sinistre était inférieure à celle que porte le contrat (article 966).

112. — La dette de l'assureur qui consiste dans le paiement de l'indemnité est soumise à certaines conditions qui dépendent de l'existence des droits des tiers sur cette indemnité.

Nous n'allons pas distinguer, et ce, à dessein, les différentes branches d'assurances dans l'étude de ces droits. Car, les droits des créanciers hypothécaires ou privilégiés ont la même portée et la même étendue que ceux des victimes dans les assurances de responsabilité. Les assurances de dommages obéissent toutes aux mêmes règles.

(36) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, p. 383; *Revue de droit maritime comparé*, t. XVIII, p. 249.

La protection des créanciers hypothécaires se trouve, d'une façon générale, assurée par des règles élaborées par la pratique des assurances. Les polices leur fournissent cette protection par des clauses spéciales qu'elles contiennent. Mais ces clauses ne visent, la plupart du temps, que l'inopposabilité des déchéances, aussi bien celles qui sont antérieures que celles qui sont postérieures au sinistre. La pratique turque ne fait pas usage de ces clauses hypothécaires. La protection est assurée par la loi de 1926 qui invite les créanciers hypothécaires ou privilégiés à assurer eux-mêmes le bien (article 938 *a contrario*). Le créancier devra donc contracter une assurance personnelle qui le garantira contre les déchéances et contre l'insuffisance de l'assurance déjà passée par son débiteur. L'assurance qu'il va contracter sera complémentaire de celle qui garantit le débiteur. Seulement, il ne faut pas croire que l'article 938 de la loi turque est analogue aux dispositions contenues dans les articles 37 et 53 de la loi française. La loi turque ne vise qu'un cas spécial. Elle suppose que les créanciers hypothécaires ou privilégiés ont fait mettre saisie sur les biens. C'est seulement dans le cas où une telle saisie existerait qu'il y aurait subrogation de l'indemnité aux biens assurés. Faut-il conclure de là que dans les autres cas les créanciers n'auront aucune garantie ? Nous ne le pensons pas. En effet, l'article 794 du Code Civil ture porte que l'indemnité d'assurance ne peut être payée au propriétaire qu'à la condition que celui-ci indique des sûretés suffisantes pour le rétablissement de l'immeuble grevé et aussi à la condition que tous les créanciers possédant un droit de gage sur l'immeuble aient exprimé leur consentement. Qu'advient-il si ces deux conditions ne sont pas réalisées ? L'assureur

sera obligé de consigner l'indemnité à payer conformément à l'article 875 *in fine* du même Code Civil.

113. — Il serait exact de voir dans la règle que consacrer l'article 794 l'octroi d'une action directe aux créanciers hypothécaires et privilégiés. Cette action directe est, sans nul doute, fondée sur une idée de subrogation réelle. L'indemnité remplace l'objet matériel du gage (37). Mais, l'article 794 parle des indemnités d'assurance exigibles. Il faudrait par conséquent, déterminer le moment précis de cette exigibilité.

La dette sera exigible lorsqu'on connaîtra sa valeur et son montant d'une façon certaine. Or, cette condition n'est pas réalisée par la survenance même du sinistre. La pratique exige une série d'opérations visant l'évaluation du dommage, évaluation qui servira de base à la détermination du quantum de l'indemnité. Les opérations à effectuer pour atteindre ce résultat nécessitent un certain temps. C'est à l'expiration de ce temps qu'on pourra dire que l'indemnité est devenue exigible. Le délai total au bout duquel cette exigibilité devient incontestablement certaine est d'ailleurs variable. Les polices envisagent un délai maximum. Le point de départ des délais successifs qui, tous réunis, forment le délai total, est la connaissance du sinistre par l'assuré. Celui-ci doit le déclarer dans les cinq jours à partir de la date à laquelle il en a eu connaissance (article 15, 1° de la police-type incendie). Les parties peuvent s'entendre tout de suite. Dans ce cas, l'exigibilité devient certaine dès le moment de l'entente. Si elles ne tombent pas d'accord, il faudra procéder à un choix d'experts. Chacune d'elles devra faire ce choix

(37) Wieland, « Les droits réels dans le Code civil suisse ». Trad. Bovay, t. I, Commentaire sous l'article 822, Paris, 1913.

dans les quinze jours qui suivent l'avis que l'une d'elles aura envoyé à l'autre. Les experts choisis doivent rendre leur décision au plus tard dans les deux mois qui suivent la délivrance entre leurs mains des documents et des pièces relatifs aux dommages. Cette décision sera signifiée aux parties dans les sept jours (article 18 de la police-type) et l'assureur est alors obligé de payer l'indemnité correspondant aux dommages évalués dans les trente jours de la signification. Il s'ensuit que dans le cas où les parties ne sont pas d'accord pour décider du montant de l'indemnité, la procédure prévue par les polices peut nécessiter un délai de quatre mois et même davantage. La dette de l'assureur ne devient exigible qu'à la fin de ce délai.

Quant au point de savoir quel doit être le délai dans lequel l'assuré pourra offrir les sûretés, ceci dépendra des circonstances. Une fois devenue exigible, la dette pourra être payée à l'assuré. Mais, pour cela, il faudra que ce dernier fournisse des sûretés suffisantes et qu'il n'y ait pas opposition de la part d'un de ces créanciers dont le consentement peut aussi être tacite, la loi étant muette sur ce point. Si les sûretés ne sont pas suffisantes ou si les créanciers ne sont pas unanimes à donner leur consentement, l'assureur ne pourra pas payer entre les mains de son assuré. Ce qui importe en premier lieu, c'est le consentement des créanciers en ce qui concerne l'indication des sûretés. Le délai importera peu. Pour que la situation profite à l'assuré, il va falloir qu'il fournisse les garanties nécessaires et qu'il procède à la reconstruction des bâtiments. Toutefois, la faculté d'indiquer les sûretés se trouve limitée par le délai de prescription stipulé par l'article 1012 du Code de Commerce. Il pourra donc les indiquer jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans. Ce

délai commence à courir du jour où le consentement unanime des créanciers a été exprimé. Car, c'est à partir de ce moment que le créancier acquiert le droit d'indiquer les sûretés. Mais, en pratique, les créanciers ne consentiront jamais si des garanties ne leur sont pas fournies avant qu'ils aient donné leur consentement. De sorte que l'indication des sûretés précédera leur acquiescement.

114. — La jurisprudence turque n'a pas eu encore à s'occuper des effets que cette action directe est susceptible d'engendrer. Nous voulons parler des exceptions et déchéances. Quelle devra être, à cet égard, la solution à apporter suivant les règles consacrées par le droit turc ? Il s'agirait ici de concilier deux principes. D'abord, celui d'après lequel le créancier ne peut avoir plus de droit que l'assuré lui-même. Ensuite, le principe qui découle du but même de l'action directe accordée aux créanciers, but qui n'est autre que celui l'immobiliser la dette entre les mains de son débiteur au profit d'une autre personne (38). Du premier, résulte cette conséquence que les exceptions et déchéances opposables à l'assuré peuvent aussi l'être aux créanciers ; tandis que d'après le second, les actes accomplis postérieurement à la naissance de l'action ne peuvent leur être opposés. Les deux principes peuvent coexister dans le temps. Le premier recevra toujours application, même après la naissance de l'action directe au profit des créanciers. Cette action est née pour eux au moment où le sinistre se produit. A partir de ce moment, la dette, quoique non exigible encore, est immobilisée. La compagnie devra s'assurer, avant d'exécuter le paiement

(38) Maurice Picard, « L'action directe et l'inopposabilité des déchéances ». Article dans la *R. G.*, 1930, p. 1 et suiv.

entre les mains de son assuré, au moyen du registre foncier, qu'aucun droit ne grève l'immeuble. Mais, ceci ne veut pas dire que les exceptions et déchéances découlant du contrat et postérieures au sinistre ne seront pas opposables aux créanciers. Aucun texte, ne permet une telle interprétation et si l'on veut assurer une protection encore plus efficace aux créanciers, il faudra intervenir par voie législative. A l'heure actuelle, ceux-ci trouveront la meilleure protection en contractant eux-mêmes une assurance personnelle. Le principal effet de l'action directe qui leur est reconnue est celui d'immobiliser l'indemnité entre les mains de l'assureur. Celui-ci ne peut pas opposer aux créanciers les actes de dispositions ou les actes de paiement postérieurs à la naissance de l'action directe. Quant aux déchéances et exceptions dérivant du contrat, elles sont, sans distinction, opposables aussi bien aux créanciers qu'à l'assuré lui-même.

115. — La loi prescrit encore que l'assureur est tenu de rembourser les frais de sauvetage que l'assuré a dû effectuer à l'arrivée du sinistre, « lors même que ces frais auraient été faits en vain » (article 954). Ces frais sont limités au montant du dommage. Car, là, la responsabilité de l'assureur s'arrête et on ne peut lui demander plus que le dommage réellement subi. D'ailleurs, en pratique, les polices turques précisent plus ou moins l'étendue de cette obligation accessoire. Elles disent que l'assureur est tenu de rembourser à l'assuré les frais de sauvetage que « les circonstances justifieront comme équitables et raisonnables » (39). Son obligation s'arrête là où les frais atteignent le montant de l'indemnité stipulée qui est un maximum.

(39) Article 14, 2° de la police-type incendie.

CHAPITRE IV

L'Extinction du Contrat d'Assurance

L'EXTINCTION DU CONTRAT D'ASSURANCE

116. — Les causes pour lesquelles le contrat d'assurance prend fin sont multiples. Aussi, nous n'allons pas les étudier toutes, et nous nous contenterons de faire remarquer seulement quelques-unes qui, en pratique, offrent un intérêt réel. La loi turque, dans le souci de maintenir le contrat et d'éviter le plus possible les causes pouvant anéantir l'accord, s'est abstenue de multiplier les cas d'extinction.

D'une façon générale, on peut dire qu'à côté des cas communs, comme la durée, la résolution, et des cas conventionnels comme l'extinction par suite des causes de déchéances, le droit turc des assurances ne reconnaît que la résiliation comme un mode général d'extinction.

117. — La durée du contrat doit être mentionnée dans la police (art. 966, 3^e). La loi dit qu'elle doit exprimer le jour où les risques commenceront et où ils finiront. C'est donc le contrat qui fixe le point de départ de la durée de l'assurance. S'il est muet sur ce point, il y a lieu d'appliquer la disposition de l'article 960 et dire que le contrat débute du paiement de la prime, car c'est à partir de ce moment que les risques commencent à courir. Tout en ayant laissé, en principe, la fixation de ce début à la convention des parties, la loi précise pourtant pour les assurances de transport que, sauf convention contraire, l'assureur répond des dommages à partir de la date où les choses ont été livrées au voiturier (art. 983). Elle

ajoute aussi que la garantie dure jusqu'au moment de la livraison.

A côté de cette disposition, il en existe une autre, beaucoup plus importante par son caractère impératif. C'est celle que consacre l'article 1009 de la loi. Elle est relative à la durée du contrat dans les assurances agricoles mutuelles. Il y est dit que la durée de l'assurance est celle de la société et que toutefois les parties peuvent résilier le contrat à la fin de chaque année. Le texte ajoute enfin que les clauses contraires sont nulles et non avenues.

Abstraction faite de ces dispositions qui visent des branches spéciales de l'assurance, la durée du contrat est celle qui est fixée dans la police. Le contrat prend fin à l'expiration du délai convenu. Une reconduction peut intervenir si les parties l'ont prévue à l'avance par une clause dans leur accord. Elle peut aussi se produire tacitement. Mais les polices stipulent en général que l'assurance ne peut être prolongée que par un nouvel accord ou par un acte de prolongation (art. 2, 3^e Conditions générales de la police-type incendie). Ce qui veut dire qu'en pratique, les cas de tacite reconduction ne sont pas tellement nombreux.

En principe, la durée du contrat est fixée au jour de la survenance du sinistre. C'est la fin normale de la convention. Néanmoins, la loi turque observe à ce sujet une exception digne d'être retenue. Elle porte dans son article 1008 que dans les assurances agricoles, le sinistre survenu ne met pas fin au contrat et que celui-ci continue comme auparavant. L'assurance subsiste alors jusqu'à ce que la durée fixée par la convention soit expirée.

118. — Mais, en dépit de cette règle, il existe un cas où, d'après la loi turque, la durée du contrat se trouve

pratiquement prolongée. Ce cas est visé par l'article 1000 *in fine*, relatif aux assurances sur la vie. Voici comment il se présente : la question est celle de savoir quel est le sort du contrat d'assurance sur la vie dans l'hypothèse d'une guerre avec un Etat étranger. La loi apporte ici une solution assez singulière. Elle dit que le contrat sera « interrompu ». Quel peut être le sens de ce terme ? Ce n'est sans doute pas un anéantissement de l'accord, puisqu'il est dit aussi que si le décès se produit pendant l'interruption, l'assureur doit restituer les primes perçues. Est-ce une suspension ? Nous ne le croyons pas ! Les lois turques se servent des mots « tatil » ou « talik » pour exprimer la suspension (1). Or, ici, il s'agit de « inkita » interruption. L'article 1000 ne nous dit pas quels sont les effets de ce qu'il appelle l'interruption du contrat. Mais, on pourrait dire que ces effets sont principalement l'inexécution des obligations réciproques des parties et la prolongation de la durée du contrat. L'assuré sera délié de ses obligations. Il en sera de même pour la compagnie, sauf qu'elle devra rembourser les primes perçues en cas de sinistre. Quant à la durée du contrat, elle cessera son cours à partir de la guerre et ne reprendra qu'à la fin de celle-ci. On voit que la loi turque a consacré en cette matière une solution tout à fait particulière, qui ne ressemble en rien à la suspension, qui ne fait pas disparaître le contrat, mais qui, par contre, l'anesthésie, le plonge provisoirement dans un sommeil et aboutit, en pratique, à la prolongation de la durée du contrat.

119. — Si l'expiration du délai fixé comme étant la durée de la vie du contrat éteint l'assurance, par contre,

(1) V. les articles 162 et 565 du Code civil turc.

un changement de propriétaire survenu en cours d'assurance n'influe en rien sur son existence. Telle est la solution consacrée par la plupart des législations étrangères. Mais elle se trouve admise avec certaines variantes. Il y en a qui ne l'admettent que pour une période déterminée, telle que la loi belge qui ne maintient le contrat que pour l'assurance en cours (art. 30). D'autres, comme la loi tchécoslovaque, ne la consacrent que pour les transferts de biens immobiliers (art. 64 et 67). D'autres enfin, l'admettent sans aucune limitation. Tel est le cas de la loi allemande (art. 69), de la loi chinoise (art. 40), de la loi suisse (art. 54), de la loi française (art. 19) et de la loi turque (art. 973).

C'est toujours le même contrat qui continue. Il n'y a que la personne de l'assuré qui est changée. Les conditions du contrat restent intactes, l'acquéreur recueille de l'assurance contractée par l'aliénateur le bénéfice exact que celui-ci pouvait invoquer vis-à-vis de l'assureur. En contre-partie, les charges de l'assurance lui incombent à l'avenir (2). Cette transmission des droits et obligations s'effectue, d'après la loi turque, à partir de la date à laquelle les risques de la chose passent au nouveau propriétaire. Cette transmission a lieu de plein droit, sans qu'il soit nécessaire d'une déclaration à l'assureur. Néanmoins, si le changement de propriétaire est de nature à influencer sur l'opinion du risque, il y a lieu d'appliquer l'article 974 relatif à la sanction de l'obligation de déclarer. L'assureur pourra alors se servir de son droit de résiliation.

Nous saisissons ici une première différence avec la loi du 13 juillet 1930. Tandis que cette dernière consacre

(2) Besson, « L'aliénation de la chose assurée » (*R. G.*, 1934, p. 5 et suiv.).

un droit de résiliation pour les parties en cas d'aliénation de la chose assurée, la loi turque de 1926 ne leur reconnaît pas ce droit. Elle l'accorde seulement à l'assureur, à la condition que l'aliénation entraîne un changement important dans les risques. On voit tout de suite combien la législation turque est incomplète sur ce point. Il serait souhaitable qu'elle se prononce, à l'instar de la loi française, pour le droit de résiliation aussi bien de l'assuré que de l'assureur. Ce droit n'étant pas consacré, il n'y a pas lieu de s'arrêter sur le point de savoir si l'assuré primitif ou l'acquéreur est tenu d'avertir la compagnie du changement effectué.

Une seconde différence, toujours au passif de la loi turque, apparaît quand le texte de l'article 973 décide que la convention contraire est possible pour stipuler la non-transmission de plein droit en cas de changement de propriétaire.

La loi turque s'est contentée de formuler le principe de la transmission de plein droit. Mais, en omettant de l'organiser dans son application, elle ne lui a pas donné vie certaine ; d'autre part, en permettant la stipulation contraire, elle a encouragé les compagnies à porter le coup de grâce au principe.

120. Parmi les causes qui influent sur l'existence du contrat d'assurance, il y a lieu de s'arrêter sur la faillite. La loi turque présente à cet égard deux points caractéristiques :

1° Elle n'établit pas de distinction entre la faillite de l'assureur et celle de l'assuré.

2° La faillite confère seulement un droit de résiliation au contractant resté solvable.

Tandis que toutes les lois distinguent entre la faillite de l'assureur et celle de l'assuré, la loi turque traite des deux cas en même temps et édicte la même disposition pour l'un comme pour l'autre.

Les lois étrangères se prononcent pour la fin du contrat quand c'est l'assureur qui est en faillite. Certaines déclarent le contrat annulé (loi tchécoslovaque, art. 21) ; d'autres disent que la faillite entraîne la résiliation du contrat (loi chinoise, art. 28 ; loi suédoise, art. 26) ; d'autres encore, décident que le contrat prend fin (loi allemande, art. 13 ; loi suisse, art. 37 ; loi française, art. 18). Pour la faillite de l'assuré, presque toutes précisent que le contrat subsiste. Quant à la loi turque, n'établissant aucune distinction entre les faillites de l'assuré et de la compagnie, elle ne rentre dans aucune de ces catégories de législations. Son article 972 est ainsi conçu : « Dans le cas où l'assureur, avant la fin des risques auxquels l'assurance se rapporte, ou l'assuré, avant d'avoir payé la prime, tombe en faillite ou devient insolvable pour une autre cause, l'autre partie peut, en s'adressant à la masse, demander des sûretés pour l'exécution des engagements. Si les sûretés ne sont pas fournies dans les trois jours à partir de la date où a eu lieu cette demande, la partie qui s'est adressée à la masse peut résilier le contrat d'assurance ».

Le texte vise, pour la faillite de l'assureur, le cas où les risques n'ont pas encore pris fin. Il est tout naturel que si le contrat a pris fin par suite de la réalisation du sinistre et de son règlement ou pour toute autre cause, l'assuré n'a plus aucun intérêt à réclamer des sûretés. Une fois que l'assurance a pris fin, la résiliation n'est plus possi-

ble (3). Pour l'assuré, le texte de la loi veut qu'il soit débiteur de la prime lors de la faillite. Si donc il a déjà payé la prime, l'assureur n'aura plus le droit de demander des sûretés et par suite, ne pourra résilier le contrat.

121. — Pour que le texte reçoive application, il faut qu'il s'agisse de la faillite ou d'une insolvabilité. Il n'y aura faillite que quand on sera en face d'un jugement. Le Code des poursuites pour dettes et de la faillite porte, en effet, dans son article 165, que la faillite est ouverte par le jugement et que ce jugement indique le moment de l'ouverture. Si ce moment n'est pas indiqué, la faillite sera ouverte à partir de la date à laquelle le jugement a été rendu. Quant à l'insolvabilité, il ne faudrait pas l'étendre au cas de simple gêne de l'assuré pour le paiement (4). Du reste, les juges du fond ont une large appréciation pour décider de l'insolvabilité.

La solution que consacre l'article 972 n'est qu'une stricte application de celle que formule le droit commun turc. Le Code des Obligations précise, en effet, dans son article 82, que si, dans un contrat synallagmatique, le droit de l'une des parties est mis en péril parce que l'autre est devenue insolvable, et notamment en cas de faillite ou de saisie infructueuse, elle peut se refuser à exécuter l'obligation qui lui incombe jusqu'à ce que l'exécution de l'obligation contractée à son profit ait été garantie, et peut résilier le contrat si cette garantie n'est pas fournie, sur sa demande, dans un délai convenable. La seule différence, c'est que la loi sur les assurances fixe le délai à trois jours. Une solution semblable existait déjà avant la République et la loi du 12 mars 1906 portait,

(3) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, p. 568.

(4) Dans le même sens, Danjon, *op. cit.*, p. 444.

dans son article 14 que « en cas de faillite ou de liquidation de dettes ou encore de cessation d'affaires, l'assureur comme l'assuré, ont chacun le droit de demander à l'autre caution ou garantie et de résilier le contrat si elle n'est pas fournie. »

Malgré la conformité au droit commun de la règle qu'elle a adoptée et malgré la justification historique de sa solution, la loi turque n'offre pas de garanties sérieuses pour le cas de faillite de l'assureur. Elle nous paraît tout à fait incomplète. La faillite de la compagnie devrait mettre fin de plein droit au contrat, car l'assuré ne peut plus se procurer la sécurité dont il veut bénéficier, cette sécurité qui a été le but principal en vue duquel il a assumé la dette de la prime (5). La demande des sûretés ne peut être qu'une garantie apparente. Si l'assureur était en mesure de les fournir, il ne serait pas tombé en faillite. Ces sûretés ne pouvant jamais être fournies, l'assuré sera toujours obligé d'attendre l'écoulement des trois jours, puis procéder à la résiliation. Peine inutile ! Mieux vaudrait déclarer le contrat éteint dès la déclaration de la faillite, ou mieux encore dans le mois à compter du jour de la déclaration.

122. — Voilà les grands traits du mécanisme adopté par la loi turque pour la faillite des parties. Nous ne pensons pas qu'il soit suffisant. Pour les innombrables problèmes qui se posent lors de la faillite d'une compagnie d'assurance, le juge se verra obligé de recourir aux principes, soit du droit commun, soit du Code de Commerce, soit enfin du Code des Poursuites pour dettes et de la faillite. Il ne trouvera malheureusement aucune disposition pouvant lui servir pour résoudre toutes les ques-

(5) Vivante, *op. cit.*, p. 465.

tions que pose la faillite. Et c'est pour cela que nous ne pouvons nous empêcher encore de souhaiter de tout cœur un nouvel examen de ce texte par son législateur, surtout que nous vivons des jours où les faillites des Compagnies d'assurance ne manquent pas.

CONCLUSION

123. — On a pu se rendre compte, au cours de la lecture de ce livre, des divers points caractéristiques qui distinguent la législation turque des assurances de celles des autres pays.

Notre tâche sera restreinte dans cette conclusion, à indiquer quelles doivent être, d'après l'étude que nous venons de faire, les considérations qu'il ne faudrait pas perdre de vue, d'une part, dans l'examen, et, d'autre part, dans l'application de la loi du 29 mai 1926. C'est à cela que nous nous sommes efforcés durant tout notre travail.

Aucun texte législatif, si parfait qu'il soit, ne peut avoir un sens s'il n'est pas applicable dans le milieu pour lequel il est destiné. Sa valeur n'apparaît que lorsqu'il est en marche, lorsque les principes qu'il pose peuvent s'adapter aux événements juridiques.

Il faut rendre cette justice à la loi turque qu'elle répond fort bien aux besoins de sa patrie. Mais les assurances tendent, ainsi que nous l'avons signalé dans notre introduction, de plus en plus à devenir une institution internationale. Fort heureusement, — et on a pu le constater soi-même, — les principes qu'elle formule ne sont pas en opposition avec une juste conception du droit des assurances. Elle présente, certes, des lacunes. Mais celles-là sont pour la plupart comblées par les principes généraux. Aussi, est-il indispensable de considérer la législation turque dans son ensemble pour pouvoir attribuer à cer-

tains textes de la loi leur valeur réelle. Car il existe, parmi ceux-là, des dispositions qui ont complètement perdu leur capacité d'application. Il y a, en effet, entre les articles de la loi, l'article 975 qui consacre un privilège au profit de l'assureur sur le bien assuré pour les deux années de prime non acquittée. Or, ce texte a été tacitement abrogé par suite de la survenance d'un autre texte.

La loi contient la plupart du temps des principes généraux et néglige, à dessein peut-être, d'édicter des détails trop minutieux. Son système doit se compléter alors par les règles du droit commun ou par celles qui se trouvent consacrées par d'autres lois.

124. — La loi de 1926 a ceci de particulier qu'elle a contribué au développement des assurances en Turquie. C'est la première fois, à notre connaissance, qu'une loi de droit privé a tracé à l'avance les voies d'évolution qu'une institution devait suivre. Ce ne fut, en effet, qu'après l'ère républicaine, en particulier qu'après la promulgation de la loi, que les assurances ont pu se développer dans le pays. Car, ce fut elle qui, en donnant des cadres aussi souples que définis et en construisant des bases solides et stables pour les différentes branches d'assurances, permit une intensification des affaires et encouragea la fondation de nouvelles compagnies.

Mais nous devons dire avec regret que les sociétés sont restées dans une espèce de torpeur. Elles se sont contentées de peu et elles n'ont pas fait le nécessaire pour développer l'idée même de l'assurance chez le peuple. C'est là un devoir qui leur incombe et qu'elles devraient remplir dans leur propre intérêt.

125. — Il ressort de notre étude que la loi turque est dominée par deux idées essentielles :

1° L'idée de la protection de l'assuré. Nous avons vu que la loi consacrait un certain nombre de particularités dignes d'être remarquées. Toutes les règles qu'elle édicte, toutes les théories qu'elle adopte doivent être interprétées dans un esprit de protection de l'assuré. Ceci peut sembler en opposition avec l'idée de la liberté contractuelle qu'elle paraît consacrer par ailleurs. Mais nous avons vu, dans notre chapitre II, quelle était pratiquement la valeur de ce principe de liberté. Les bases de cette protection sont fournies en partie par la loi elle-même, et se trouvent aussi dans les grands principes qui se dégagent du droit commun. L'efficacité de la protection dépend uniquement de l'application que vont faire les tribunaux de certaines dispositions de la loi. Leur tâche est lourde et très délicate. La loi ne pourra conserver ses originalités que si le magistrat s'efforce de construire des théories jurisprudentielles conformes à une sage compréhension du droit et de la justice. Cette tâche deviendra encore plus délicate si l'on songe aux cas où les lois se montrent complètement insuffisantes. Il faudra alors que le juge invente lui-même le principe à appliquer.

2° L'idée du maintien de l'accord. La loi turque ne veut pas que le contrat une fois formé disparaisse. Son grand souci, c'est de ne pas abandonner à la guise de l'une ou de l'autre des parties la pulvérisation de l'accord. Elle pense, au fond, à la sécurité des affaires, à la marche normale de la vie juridique.

Toutes ces deux idées trouvent leur support dans un esprit de loyauté commerciale que le législateur turc a voulu maintenir. C'est cette conception qui l'a guidé. Le

désir de protection du faible et du maintien de l'accord conclu forme l'axe central de la loi qu'il a élaborée. En agissant ainsi, il n'a fait que manifester une fois de plus les deux caractères qui sont traditionnellement si chers à sa nation.

Vu :

LE DOYEN,
E. ALLIX

Vu :

LE PRÉSIDENT,
M. PICARD

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- ALAUZET. — Traité général des assurances. 2 vol., Paris, 1843.
- ANCEY et SICOT. — La loi sur le contrat d'assurance. 2^e éd., Paris, 1931.
- ANTHOINE DE SAINT-JOSEPH. — Concordance entre les Codes de Commerce étrangers et le Code de Commerce français. Paris, 1844.
- AZUNI. — Droit maritime de l'Europe. 2 vol., Paris, 1805.
- BELIN. — Essais sur l'histoire économique de la Turquie. Paris, 1865.
- BENSA. — Il contratto di assicurazione nel Medio Evo. Genova, 1884.
- BESSON. — La conclusion du contrat d'assurance (extrait de la *Revue Générale des Assurances terrestres*). Paris, 1933.
- BESSON. — Aliénation de la chose assurée (*R. G.*, 1934, p. 5).
- BRUCK. — Un droit mondial de l'assurance (*R. G.*, 1932, p. 669).
— Principes généraux du droit civil et droit de l'assurance (*R. G.*, 1936, p. 6).
- CAPITANT. — Comparaison du projet de loi relatif au contrat d'assurance avec le projet allemand et le projet suisse. Paris, 1906.
- CENTENAIRE de LA NATIONALE. Paris, 1930.
- CHAUFTON. — Les Assurances. 2 vol., Paris, 1886.
- COSACK. — Traité de droit commercial, trad. Mis. Paris, 1907, T. III.
- DE MARSANGY (Bonneville). — Jurisprudence générale des Assurances terrestres. Paris, 1882.
- DESCHAMPS. — L'aggravation du risque en cours d'assurance. Thèse, Paris, 1932.
- DESJARDINS. — Traité de droit commercial maritime. Paris (1878-1890), T. VI.
- 10 Ans de République. Ankara, 1933.
- D'OHSSON (Mouradgea). — Tableau général de l'Empire othoman. 2 vol. in-fol., Paris, 1790.

- EMERIGON. — Traité des Assurances, 2 vol. Marseille, 1783.
- ESEN (B. N.). — Le Contrat de vente d'après le Code des Obligations turc. Istanbul, 1935.
- FÉRAUD-GIRAUD. — De la Juridiction française dans les échelles du Levant et de Barbarie, 2 vol. 2^e éd., Paris, 1871.
- GISLENI. — Legationis turcicoe epistoloe quatuor, trad. Gaudon. Paris, 1636.
- GOUNOT. — Le principe de l'autonomie de la volonté. Thèse, Dijon, 1912.
- GUINEAU. — Le paiement de la prime. Thèse, Paris, 1932.
- HAMON. — Histoire générale de l'assurance. Paris, 1897.
- HEMARD. — Exposé des motifs, Documents parlementaires, 1925, Annexe 1544.
- HERMANT (Max). — Tendances de l'assurance en France (*R. G.*, 1932, p. 205).
- HIRSCH (Ernst). — Le droit commercial d'après les principes du Code de Commerce turc (Tome I^{er} seul paru). Istanbul, 1935.
- L'étatisme et le droit commercial. Ankara, 1936.
- Cours professé à la Faculté d'Istanbul, 1935-1936.
- HUVELIN. — Histoire externe et interne du droit commercial (*Revue de synthèse historique*, 1904).
- JOSSERAND. — Evolutions et Actualités. Paris, 1936.
- Le Contrat dirigé (*D. H.*, 1933).
- LAFARGE. — Rapport. Documents parlementaires, Chambre des Députés, 1926, N^o 3316.
- LALOU (Henri). — Les Assurances multiples (*D. H.*, 1935, p. 53).
- LE CHARTIER. — Livre d'or international des assurances.
- LEFORT. — Le contrat d'assurance sur la vie, sa définition (*Revue Générale du Droit*, 1918, p. 103).
- LÉVY-BRUHL. — Documents relatifs à la déclaration royale du 17 août 1779 sur les assurances maritimes (*Revue de droit maritime comparé*, t. 25, p. 8).
- LYON-CAEN. — Rapport présenté au Congrès international du Droit comparé (Procès-verbaux des séances et documents). Paris, 1905.
- Tableau des lois commerciales, 2^e éd., Paris, 1881.
- MANASSE. — Code de Commerce turc. Istanbul, 1929.

- MASSON (Paul). — Histoire du commerce français dans le Levant au XVIII^e siècle. Paris, 1911.
- MONCHARMONT. — La déclaration du risque dans les assurances terrestres. Thèse, Paris, 1932.
- MORIN. — La loi et le contrat. Paris, 1927.
- MUNTEANO. — De la formation du contrat d'assurance. Thèse, Paris, 1932.
- PARIS LE CLERC. — Le contrat d'assurance, sa nature juridique. Thèse, Paris, 1932.
- PARDESSUS. — Collection des lois maritimes, 6 vol. Paris, 1828-1845.
- PECH. — Manuel des sociétés anonymes fonctionnant en Turquie. Paris, 1902.
- PERREAU. — Clauses manuscrites et clauses imprimées (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1927, p. 303).
- PERSIL. — Traité des assurances. Paris, 1835.
- PETRIGNANI. — Déclarations de l'assuré et constatations de l'assureur. Thèse, Paris, 1935.
- PICARD (Georges). — Formation, durée, transmission du contrat d'assurances. Thèse, Paris, 1933.
- PICARD (Maurice). — La clause d'incontestabilité dans les polices d'assurance sur la vie et la loi du 13 juillet 1930 (*R. G.*, 1932, p. 236).
- Les règles essentielles du contrat d'assurance. Cours de doctorat 1935-1936.
 - Les règles générales gouvernant les assurances des dommages à l'exclusion des assurances de responsabilité. Cours de doctorat, 1936-1937.
- PLANIOU et RIPERT et LEPARGNEUR. — Traité pratique de droit civil français, T. XI.
- QUENAULT. — Traité des assurances terrestres. Paris, 1828.
- RECHID (M.). — Notice sur le mouvement législatif en 1926 (*Annuaire de législation étrangère*, 1925).
- Revue Générale des Assurances Terrestres* (depuis 1930).
- RIPERT. — La règle morale dans les obligations civiles, 3^e éd., Paris, 1936.
- Le régime démocratique et le droit civil moderne. Paris, 1936.

- L'ordre économique et la liberté contractuelle (*Recueil Gény*, T. II, p. 347).
- Traité de droit maritime, 3^e éd., T. III.
- RIPERT et KOMACHIYA. — Code de Commerce de l'Empire du Japon. Paris, 1924.
- RIVIÈRE (Louis). — A travers les législations nouvelles (Préface de M. Matter), Paris, 1935.
- RIZZO. — Code de Commerce turc (Collection des nouvelles lois de la République), Istanbul.
- SALEM. — Notice sur le mouvement législatif en 1924 (*Ann. de législ. étrang.*, 1924).
- SALEM (E. R.). — Communication faite au Congrès international de Droit comparé (Procès-Verbaux des séances et documents, Paris, 1905).
- SAUSER-HALL. — Introduction à l'étude du nouveau droit civil en Turquie, Istanbul, 1927.
- SAYOUS. — Histoire universelle de droit commercial de Goldschmidt, Paris, 1931.
- SUMIEN. — Traité théorique et pratique des Assurances terrestres et de la Réassurance, 3^e éd., Paris, 1931.
- THILO. — L'intervention du pouvoir public dans les rapports de droit privé (*Journal des Tribunaux*, Lausanne, 1937, p. 162).
- TRASBOT. — Commentaire de la loi du 13 juillet 1930 (*D.*, 1931, 4^e partie).
- La Turquie contemporaine. Ankara, 1935.
- UNION, Compagnie d'assurances contre l'Incendie, 1828-1928. Paris, 1928.
- VALÉRY. — Contrats d'assurance maritime du XIII^e siècle. Paris, 1916.
- VAN EECKHOUT. — Le droit des assurances terrestres, 2^e éd., Bruxelles et Paris, 1933.
- VIVANTE. — Traité théorique et pratique des assurances maritimes. Trad. Yseux. Paris, 1898.
- Traité de droit commercial. Trad. Escarra, 4 vol., Paris, 1912.
- YOUNG. — Cours de droit ottoman, 7 vol. Oxford, 1905-1906.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	3
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Evolution des Assurances en</i>	
<i>Turquie</i>	11
§ 1. Evolution sous l'Empire	13
§ 2. Evolution sous la République	27
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les principes directeurs</i>	47
<i>Section I.</i> — La définition légale	53
<i>Section II.</i> — La liberté contractuelle	62
<i>Section III.</i> — La protection de l'assuré	71
CHAPITRE II. — <i>La conclusion du contrat d'assurance</i>	81
<i>Section I.</i> — Caractère consensuel du contrat	85
<i>Section II.</i> — La proposition d'assurance	91
<i>Section III.</i> — La preuve du contrat	101
CHAPITRE III. — <i>Les effets du contrat</i>	117
<i>Section I.</i> — Les obligations de l'assuré	120
§ 1. Les déclarations de l'assuré	120
§ 2. Le paiement de la prime	143
<i>Section II.</i> — Les obligations de l'assureur	158
CHAPITRE IV. — <i>L'extinction du contrat.</i>	167
CONCLUSION	179
BIBLIOGRAPHIE.	183
TABLE DES MATIÈRES	187

Imprimerie
H. JEHAN
Gaillon
France



